



LES ARTICLES DU JOUR .COM

"Le site internet où le lecteur devient plus intelligent"



JEUDI 3 NOVEMBRE 2022

Il n'y a aucune vérité dans les statistiques.

- ▶ <Pic de l'énergie :> **C'EST OFFICIEL...** (Patrick Reymond) p.1
- ▶ **Une pénurie catastrophique de diesel risque de dévaster les économies occidentales en 2023** (M. Snyder) p.6
- ▶ **Quel effondrement ?** (The Honest Sorcerer) p.9
- ▶ **La contemplation du jour : L'effondrement arrive LXXIII** (Steve Bull) p.13
- ▶ **Geeveston, nous avons un problème....** (Damn the Matrix) p.17
- ▶ **La fin de l'ère européenne** (John Michael Greer) p.18
- ▶ **Les banques centrales volent les slips** (Tim Watkins) p.25
- ▶ **L'Est contre l'Ouest, la « marchandise » contre la « finance »** (Kurt Cobb) p.29
- ▶ **Armes de délire de masse** (Tom Lewis) p.31
- ▶ **La maladie jusqu'à la mort** (Simon Sheridan) p.33
- ▶ **Que faire si l'Europe perd le gaz naturel russe ?** p.39
- ▶ **Batteries à gravité, hydrogène vert et réacteur au thorium pour la Chine** p.41
- ▶ **Le fascisme revient-il ? Réflexion sur le centenaire de la Marche sur Rome** (Ugo Bardi) p.44
- ▶ **Le Chaos est comme le Chaos fait** (James Howard Kunstler) p.48
- ▶ **Nous venons pour vous** (James Howard Kunstler) p.50
- ▶ **Inquisition américaine** (James Howard Kunstler) p.51
- ▶ **Question à mille milliards : êtes-vous climato-sceptique ou climato-génocidaire ?** (Nicolas Bonnal) p.54
- ▶ **Une interview de Jean-Marc Jancovici dans l'Hémicycle en septembre 2022** p.55
- ▶ **L'ukrainien en toute simplicité** (Dmitry Orlov) p.57
- ▶ **« Twitter est libre ». Elon Musk deviendra-t-il le grand duc de Mars ?** (Ugo Bardi) p.59
- ▶ **L'électricité australienne : Un rebondissement dans l'intrigue** (Simon Sheridan) p.61
- ▶ **Agir pour le climat, combat perdu d'avance** (Biosphere) p.65
- ▶ **Nouveaux dispositifs énergie. Pourquoi faire simple quand on peut faire compliqué** (C. Sannat) p.67

\$ SECTION ÉCONOMIE \$

- ▶ **« Faut-il indexer les salaires sur l'inflation ? »** (Charles Sannat) p.71
- ▶ **La BCE augmente ses taux d'intérêt de 0,75 %** (Charles Sannat) p.75
- ▶ **Les inversions de rendement garantissent les récessions – ou le font-elles ?** (Charles Hugh Smith) p.78
- ▶ **Ce que l'histoire nous apprend sur la maîtrise de l'inflation** (David Stockman) p.81
- ▶ **La récession est terminée – ou pas ?** (Brian Maher) p.83
- ▶ **Des hausses « surgies de nulle part » ?** (Philippe Béchade) p.87
- ▶ **« Que Meta ! »** (Joel Bowman) p.90
- ▶ **Un Britshow complet** (Joel Bowman) p.94
- ▶ **Les CBDC – Le joueur de flûte** (Jeff Deist) p.99
- ▶ **Pourquoi nous fabriquons pénuries et pauvreté** (Guy de la Fortelle) p.101
- ▶ **Pratiquer un art perdu** (Dan Denning) p.106
- ▶ **La fin de la route de la "croissance"** (Charles Hugh Smith) p.110
- ▶ **C'est juste du bruit !** (Jeffrey Tucker) p.113
- ▶ **La quadrature du cercle n'est pas possible** (Tim Watkins) p.116

▲ [RETOUR](#) ▲

<<>> <<>> <<>> <<>> (0) <<>> <<>> <<>> <<>>



C'EST OFFICIEL...

31 Octobre 2022 , Rédigé par Patrick REYMOND

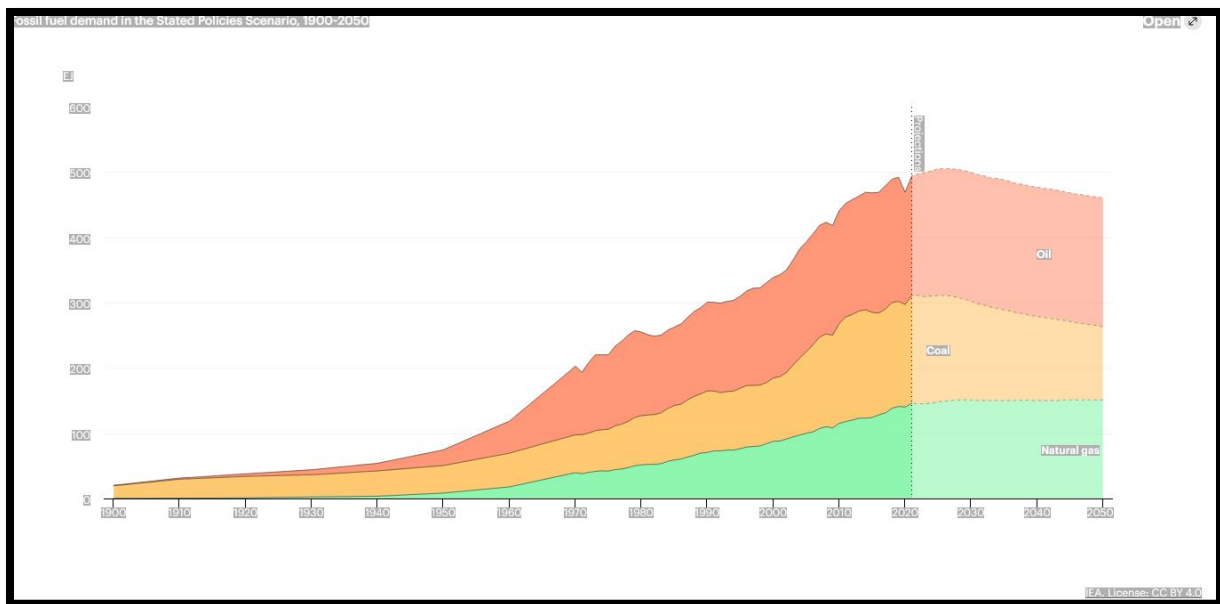
L'agence internationale de l'énergie annonce pour 2030, le pic toutes énergies.

D'ici 2030, le reflux du charbon est acté, le pétrole devrait arriver tant bien que mal à maintenir sa place, pour le gaz, ce sera un maintien.

~~La seule ressource du système sera de promouvoir de manière agressive le renouvelable.~~

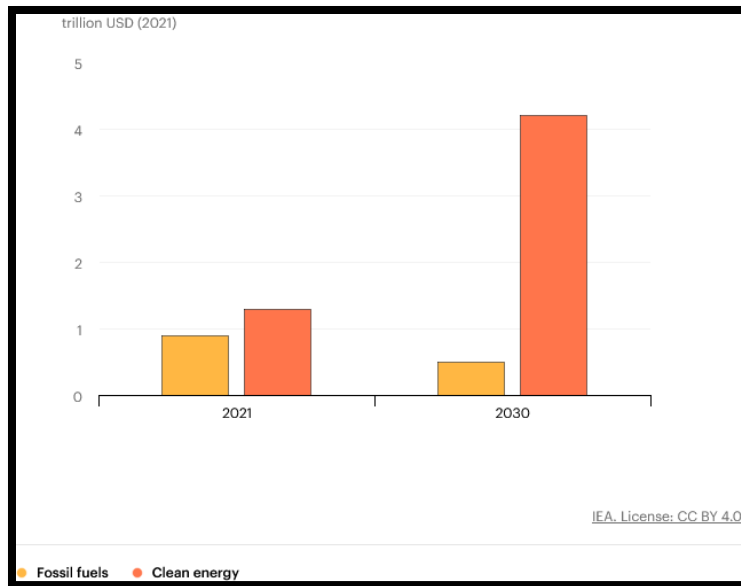
Les prix du gaz, du charbon, ont bondis fortement, ainsi que ceux du pétrole et de l'uranium. On peut penser que les flambées seront sans doute temporaires, avec une remontée à un niveau plus élevé.

250 \$ équivalent le baril pour le gaz, c'est la première fois qu'il dépasse le pétrole, qui se contente de 100 \$, le charbon atteint couramment 200 \$ la tonne, sauf aux USA, la powder river basin, trou du cul du monde, trop loin de tout, où les prix sont durablement bas, à 16 \$/tonne...



On voit d'ailleurs un optimisme certain ou un certain optimisme fait pour ne pas choquer les entreprises des secteurs concernées, qui devraient reconnaître qu'elles sont foutues, et que leurs capacités d'emprunt sont désormais réduites à zéro.

En réalité, il n'y a aucune chance que ces scénarios très optimistes de légère baisse se déroulent. Ce sera une baisse rapide. **Un gisement est rentable, ou pas.**



La seule réalité est ici. Aussi insuffisantes soient elles, les énergies renouvelables sont la seule possibilité, et la baisse des investissements dans le fossile entrainera une chute rapide de la production.

L'économie de marché, elle, a montré son visage. Pour rappel, imposée au Raj indien (1750-1947), elle a abouti, selon les historiens BRITANNIQUES, à la mort par famine, d'une fourchette basse de 60 millions (famines de plus de un million de morts), 100 millions (toutes famines confondues) à une fourchette haute de 1000 millions de morts. De fait, l'Inde n'avait qu'une famine par siècle avant, et n'en a jamais connu depuis 1947. Il est relativement difficile de compter les morts d'une famine, parce qu'elle entraine des dégâts collatéraux, notamment, l'impact des épidémies qu'entraine la sous-nutrition. Le choléra, comme la grippe espagnole, a fortement touché le sous-continent indien souffrant de malnutrition.

N'oublions pas aussi l'anomalie statistique des années 1930 aux USA. Il manque 10 millions d'habitants, mystérieusement disparus.

A côté, l'Holodomor stalinienne, et ses 4-5 millions de morts, fait vraiment pâle figure... Sans compter que Staline nous a quand même évité, à nous occidentaux, l'application du plan Morgenthau, ou dépeuplement assumé de l'Europe par les USA. Par sa seule présence. Et la frousse que cela causait ; la possibilité d'un basculement complet de l'Europe occidentale sous la domination soviétique.

"Les marchés et les politiques énergétiques ont changé à la suite de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, non seulement pour le moment, mais aussi pour les décennies à venir."

Fatih Birol
IEA Executive Director

Les Perspectives énergétiques mondiales 2022 montrent que la crise énergétique mondiale peut être un tournant historique vers un avenir plus propre et plus sûr

27 octobre 2022 Fatih Birol

<https://www.iea.org/news/world-energy-outlook-2022-shows-the-global-energy-crisis-can-be-a-historic-turning-point-towards-a-cleaner-and-more-secure-future>



Pour la première fois, la demande mondiale de chacun des combustibles fossiles présente un pic ou un plateau dans tous les scénarios du WEO, les exportations russes, en particulier, chutant de manière significative à mesure que l'ordre énergétique mondial est remanié.

La crise énergétique mondiale déclenchée par l'invasion de l'Ukraine par la Russie provoque des changements profonds et durables qui ont le potentiel d'accélérer ~~la transition vers un système énergétique plus durable et plus sûr~~, selon la dernière

édition des Perspectives énergétiques mondiales de l'AIE.

La crise énergétique actuelle provoque un choc d'une ampleur et d'une complexité sans précédent. Les plus fortes secousses ont été ressenties sur les marchés du gaz naturel, du charbon et de l'électricité, mais aussi sur les marchés pétroliers, ce qui a obligé les pays membres de l'AIE à libérer deux stocks de pétrole d'une ampleur sans précédent pour éviter des perturbations encore plus graves. Compte tenu des préoccupations géopolitiques et économiques constantes, les marchés de l'énergie restent extrêmement vulnérables, et **la crise rappelle la fragilité et la non-durabilité du système énergétique mondial actuel**, prévient le World Energy Outlook 2022 (WEO).

L'analyse du WEO trouve peu d'éléments pour étayer les affirmations de certains milieux selon lesquelles les politiques climatiques et les engagements « zéro émission » ont contribué à l'envolée des prix de l'énergie. Dans les régions les plus touchées, l'augmentation de la part des énergies renouvelables a été corrélée à la baisse des prix de l'électricité. De plus, l'amélioration de l'efficacité des foyers et l'électrification du chauffage ont constitué un tampon important pour certains consommateurs, même si cela est loin d'être suffisant. La charge la plus lourde pèse sur les ménages les plus pauvres, qui consacrent une part plus importante de leurs revenus à l'énergie.

Parallèlement aux mesures à court terme visant à protéger les consommateurs des effets de la crise, de nombreux gouvernements prennent maintenant des mesures à plus long terme. Certains cherchent à augmenter ou à diversifier les approvisionnements en pétrole et en gaz, et beaucoup cherchent à accélérer les changements structurels. Parmi les mesures les plus notables, on peut citer la loi américaine sur la réduction de l'inflation, le paquet « Fit for 55 » et REPowerEU de l'UE, le programme « Green Transformation » (GX) du Japon, l'objectif de la Corée d'augmenter la part du nucléaire et des énergies renouvelables dans son bouquet énergétique, et les objectifs ambitieux en matière d'énergie propre en Chine et en Inde.

Dans le scénario des politiques établies du WEO, qui repose sur les derniers paramètres politiques mondiaux, ces nouvelles mesures contribuent à propulser les investissements mondiaux dans les énergies propres à plus de 2 000 milliards USD par an d'ici 2030, soit une augmentation de plus de 50 % par rapport à aujourd'hui. Dans ce scénario, les marchés se rééquilibrent et la hausse du charbon due à la crise actuelle est temporaire, **car les énergies renouvelables, soutenues par l'énergie nucléaire, enregistrent des gains durables**. En conséquence, un point culminant pour les émissions mondiales est atteint en 2025. Dans le même temps, les marchés internationaux de l'énergie subissent une profonde réorientation dans les années 2020, les pays s'adaptant à la rupture des flux Russie-Europe.

« Les marchés et les politiques énergétiques ont changé à la suite de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, non seulement pour l'instant, mais aussi pour les décennies à venir », a déclaré Fatih Birol, directeur exécutif de l'AIE. « Même avec les paramètres politiques d'aujourd'hui, le monde de l'énergie change radicalement sous nos yeux. Les réponses des gouvernements du monde entier promettent d'en faire un tournant historique et définitif vers un système énergétique plus propre, plus abordable et plus sûr. »

Pour la première fois, un scénario du WEO fondé sur les politiques actuelles – en l'occurrence, le scénario des politiques déclarées – fait apparaître un pic ou un plateau pour la demande mondiale de chaque combustible fossile. Dans ce scénario, l'utilisation du charbon diminue au cours des prochaines années, la demande de gaz

naturel atteint un plateau à la fin de la décennie, et l'augmentation des ventes de véhicules électriques (VE) signifie que la demande de pétrole se stabilise au milieu des années 2030 avant de diminuer légèrement jusqu'au milieu du siècle. Cela signifie que la demande totale de combustibles fossiles diminue régulièrement entre le milieu des années 2020 et 2050, d'une moyenne annuelle à peu près équivalente à la production d'un grand champ pétrolifère pendant toute sa durée de vie. Ces baisses sont beaucoup plus rapides et plus prononcées dans les scénarios du WEO plus axés sur le climat.

La consommation mondiale de combustibles fossiles a augmenté parallèlement au PIB depuis le début de la révolution industrielle au 18^e siècle : inverser cette tendance sera un moment décisif dans l'histoire de l'énergie. La part des combustibles fossiles dans le bouquet énergétique mondial dans le scénario des politiques établies passe d'environ 80 % à un peu plus de 60 % d'ici à 2050. Les émissions mondiales de CO₂ diminuent lentement, passant d'un pic de 37 milliards de tonnes par an à 32 milliards de tonnes en 2050. Cette évolution serait associée à une augmentation d'environ 2,5 °C des températures moyennes mondiales d'ici à 2100, ce qui est loin d'être suffisant pour éviter de graves conséquences du changement climatique. La réalisation complète de tous les engagements en matière de climat permettrait au monde de se rapprocher d'un terrain plus sûr, mais il existe encore un écart important entre les engagements actuels et une stabilisation de la hausse des températures mondiales autour de 1,5 °C.

Les taux de croissance actuels du déploiement du solaire photovoltaïque, de l'éolien, des véhicules électriques et des batteries, s'ils sont maintenus, conduiraient à une transformation beaucoup plus rapide que celle prévue dans le scénario de politiques inchangées, mais cela nécessiterait des politiques de soutien non seulement sur les premiers marchés leaders pour ces technologies, mais aussi dans le monde entier. Les chaînes d'approvisionnement de certaines technologies clés – notamment les batteries, le photovoltaïque solaire et les électrolyseurs – se développent à des rythmes qui favorisent une plus grande ambition mondiale. Si tous les plans d'expansion de la production annoncés pour le solaire photovoltaïque se concrétisent, la capacité de production dépassera d'environ 75 % les niveaux de déploiement prévus dans le scénario des engagements annoncés en 2030. Dans le cas des électrolyseurs pour la production d'hydrogène, l'excédent potentiel de capacité de tous les projets annoncés est d'environ 50 %.

Selon le WEO de cette année, des politiques plus fermes seront essentielles pour stimuler l'augmentation considérable des investissements dans le secteur de l'énergie qui est nécessaire pour réduire les risques de flambée et de volatilité des prix à l'avenir. La faiblesse des investissements due à la baisse des prix au cours de la période 2015-2020 a rendu le secteur de l'énergie beaucoup plus vulnérable au type de perturbations que nous avons connues en 2022. Alors que les investissements dans les énergies propres dépassent les 2 000 milliards d'USD d'ici à 2030 dans le scénario « Politiques des États », ils devraient être supérieurs à 4 000 milliards d'USD à la même date dans le scénario "Émissions nettes nulles d'ici à 2050", ce qui souligne la nécessité d'attirer de nouveaux investisseurs dans le secteur de l'énergie. En outre, des efforts internationaux importants sont encore nécessaires de toute urgence pour réduire le fossé inquiétant qui sépare les niveaux d'investissement dans les énergies propres entre les économies avancées et les économies émergentes et en développement.

« Les arguments environnementaux en faveur de l'énergie propre n'ont pas besoin d'être renforcés, mais les arguments économiques en faveur de technologies propres compétitives et abordables sont désormais plus forts, tout comme les arguments en faveur de la sécurité énergétique. L'alignement actuel des priorités en matière d'économie, de climat et de sécurité a déjà commencé à faire bouger les choses en faveur d'un meilleur résultat pour les populations du monde et pour la planète », a déclaré le Dr Birol.

« Il est essentiel d'amener tout le monde à bord, surtout à un moment où les fractures géopolitiques sur l'énergie et le climat sont d'autant plus visibles », a-t-il ajouté. « Cela signifie qu'il faut redoubler d'efforts pour faire en sorte qu'une large coalition de pays ait un intérêt dans la nouvelle économie énergétique. Le chemin vers un système énergétique plus sûr et plus durable ne sera peut-être pas facile. Mais la crise d'aujourd'hui montre clairement pourquoi nous devons aller de l'avant ».

La Russie a été de loin le premier exportateur mondial de combustibles fossiles, mais son invasion de l'Ukraine a entraîné une réorientation globale du commerce mondial de l'énergie, ce qui a considérablement réduit sa position. Tous les liens commerciaux de la Russie avec l'Europe, fondés sur les combustibles fossiles, ont fini par être mis à mal dans les précédents scénarios du WEO par les ambitions nettes zéro de l'Europe, mais la capacité de la Russie à fournir à un coût relativement faible a fait qu'elle n'a perdu du terrain que progressivement. Aujourd'hui, la rupture s'est produite à une vitesse que peu de gens imaginaient possible. Les exportations russes de combustibles fossiles ne retrouveront jamais – dans aucun des scénarios du WEO de cette année – les niveaux observés en 2021, la réorientation de la Russie vers les marchés asiatiques étant particulièrement difficile dans le cas du gaz naturel. La part de la Russie dans les échanges internationaux d'énergie, qui s'élevait à près de 20 % en 2021, tombe à 13 % en 2030 dans le scénario des politiques établies, tandis que les parts des États-Unis et du Moyen-Orient augmentent.

Pour les consommateurs de gaz, l'hiver à venir dans l'hémisphère nord promet d'être un moment périlleux et une épreuve pour la solidarité de l'UE – et l'hiver 2023-24 pourrait être encore plus difficile. Mais à plus long terme, l'un des effets des récentes actions de la Russie est que l'ère de croissance rapide de la demande de gaz touche à sa fin. Dans le scénario des politiques établies, le scénario qui prévoit la plus forte utilisation de gaz, la demande mondiale augmente de moins de 5 % entre 2021 et 2030, puis reste stable jusqu'en 2050. L'élan en faveur du gaz dans les économies en développement s'est ralenti, notamment en Asie du Sud et du Sud-Est, ce qui nuit à la crédibilité du gaz en tant que combustible de transition.

« *Au milieu des changements majeurs qui se produisent, un nouveau paradigme de sécurité énergétique est nécessaire pour assurer la fiabilité et l'accessibilité financière tout en réduisant les émissions* », a déclaré le Dr Birol. « C'est pourquoi le WEO de cette année propose 10 principes qui peuvent aider à guider les décideurs politiques pendant la période où coexistent le déclin des combustibles fossiles et l'expansion des systèmes d'énergie propre, car les deux systèmes doivent bien fonctionner pendant les transitions énergétiques afin de fournir les services énergétiques dont les consommateurs ont besoin ». En effet, les deux systèmes doivent bien fonctionner pendant les transitions énergétiques afin de fournir les services énergétiques dont les consommateurs ont besoin. Et alors que le monde s'éloigne de la crise énergétique actuelle, il doit éviter de nouvelles vulnérabilités découlant de prix élevés et volatils des minéraux critiques ou de chaînes d'approvisionnement en énergie propre très concentrées. »

▲ [RETOUR](#) ▲

.Une pénurie catastrophique de diesel risque de dévaster les économies occidentales en 2023

par Michael Snyder le 30 octobre 2022



De toute ma vie, les réserves mondiales de diesel n'ont jamais été aussi limitées qu'aujourd'hui. Et c'est une très mauvaise nouvelle, car **toute l'économie du monde occidental fonctionne au diesel**. Si nous n'avions soudainement plus de diesel, pratiquement tous nos trains, camions et navires cesseraient de fonctionner. Inutile de dire que presque tout ce qui garnit nos étagères de magasin nous parvient par train, par camion ou par bateau. Le fait qu'il n'y ait pas assez de diesel pour tout le monde est donc très grave. Les approvisionnements diminuent depuis des mois et, à l'heure actuelle, les stocks de diesel ont tellement baissé qu'il ne nous reste plus qu'une réserve de 25 jours...

Les États-Unis sont confrontés à une pénurie de diesel au moment même où la demande augmente en prévision de l'hiver – avec seulement 25 jours d'approvisionnement, selon l'Energy Information Administration.

Le directeur du Conseil économique national, Brian Deese, a déclaré à Bloomberg TV que les stocks de diesel sont « inacceptablement bas » et que « toutes les options sont sur la table » pour renforcer l'offre et réduire les prix.

Malheureusement, ce problème ne concerne pas seulement les États-Unis.

À l'échelle mondiale, les stocks de diesel sont tombés au niveau le plus bas que nous ayons connu depuis 1982...

« La demande de diesel a tendance à augmenter à l'approche de l'hiver, car la molécule qui compose le diesel est très similaire à celle que l'on utilise pour le chauffage des maisons aux États-Unis et pour les carburants d'hiver en Europe », a déclaré à Newsweek Tom Kloza, doyen des analystes pétroliers américains de l'Oil Price Information Service (OPIS).

Le problème est mondial, a déclaré M. Kloza, ajoutant que les stocks de diesel dans le monde n'ont jamais été aussi bas depuis 1982, « et nous avons ajouté environ 3,4 milliards de personnes au cours de cette période ».

Relisez cette dernière ligne.

La population totale de la planète a presque doublé depuis le début des années 1980, et nous sommes donc vraiment dans un territoire sans précédent.

Comme je l'ai dit précédemment, je n'ai jamais vu les réserves mondiales de diesel aussi serrées qu'en ce moment.

Bien sûr, cela ne signifie pas que nous sommes sur le point de manquer totalement de diesel.

Mais à mesure que les réserves se resserrent, nous risquons d'assister de plus en plus à des pénuries temporaires susceptibles de causer d'immenses maux de tête à la chaîne d'approvisionnement...

Une pénurie de diesel se propage à travers les États-Unis, et une entreprise a lancé un protocole de livraison d'urgence, demandant aux clients un préavis de 72 heures pour pouvoir effectuer la livraison.

Selon un rapport de Bloomberg, le fournisseur de carburant Mansfield Energy a écrit dans une note à ses clients que « les conditions évoluent rapidement » et que « parfois, les transporteurs doivent se rendre dans plusieurs terminaux pour trouver de l'approvisionnement, ce qui retarde les livraisons et met à rude épreuve la capacité locale de camionnage ».

Dans une tentative désespérée d'alléger la pression, deux camions-citernes chargés de diesel et de carburacteur qui se dirigeaient vers l'Europe ont fait demi-tour...

Entre-temps, la pénurie de diesel a incité les négociants à commencer à détourner les cargaisons de ce carburant qui étaient initialement destinées à l'Europe, a rapporté Reuters au début du mois.

Les données de suivi des pétroliers ont montré qu'au moins deux pétroliers contenant quelque 90 000 tonnes de diesel et de carburacteur, initialement destinés à l'Europe, ont été détournés vers la côte Est des États-Unis.

Cela peut nous aider un peu, mais ce n'est pas du tout une bonne nouvelle pour les Européens.

En fait, certaines régions d'Europe ont déjà commencé à connaître de très graves pénuries de diesel.

Malheureusement, la situation ne devrait pas s'améliorer de sitôt.

Ces dernières années, les responsables politiques aux États-Unis et en Europe ont rendu la vie vraiment difficile aux raffineurs.

En conséquence, le nombre de raffineries a diminué et personne n'a vraiment voulu en construire de nouvelles.

Nous devons maintenant faire l'expérience des conséquences de leurs politiques insensées.

À ce stade, on nous dit que la seule façon de réduire la demande de diesel est d'avoir un « *ralentissement significatif des mouvements de fret et de l'activité manufacturière* »...

Pour stabiliser puis reconstituer les stocks à des niveaux plus confortables, il faudra un ralentissement significatif des mouvements de marchandises et de l'activité manufacturière.

Selon les premières indications, l'activité manufacturière et de fret a atteint un sommet au troisième trimestre de 2022. Si cela se confirme, la pression sur les stocks de distillats s'en trouverait réduite.

Mais un ralentissement plus profond et plus prolongé aux États-Unis et/ou en Europe et en Asie sera nécessaire pour augmenter les stocks de manière significative.

Pour rééquilibrer l'offre de diesel, il faudra probablement une nouvelle hausse des taux d'intérêt et un resserrement des conditions financières aux États-Unis et dans d'autres grandes économies pour ramener la consommation de carburant à des niveaux plus durables.

En d'autres termes, il faudra une récession et/ou une dépression pour résoudre cette crise.

Aïe.

Nous n'aurions jamais dû laisser les choses aller aussi mal.

Au cours de la dernière décennie, nous aurions dû construire beaucoup plus de capacités de raffinage.

Mais nos politiciens ne l'ont pas voulu, et maintenant nous devons tous en payer le prix.

Et grâce à la guerre en Ukraine, les fournitures en provenance de Russie qui pourraient aider à soulager ce cauchemar ne seront pas disponibles.

Il y aura donc des pénuries.

En outre, il est probable que les prix du diesel vont augmenter considérablement.

Inutile de dire que cela va ajouter encore plus de carburant à notre crise inflationniste en cours, car presque tout ce que nous achetons doit être transporté.

C'est une raison supplémentaire pour laquelle notre niveau de vie va continuer à baisser à un rythme effrayant dans les mois à venir.

Nous avons vraiment un problème colossal sur les bras, et il va nous accompagner pendant un certain temps encore.

▲ [RETOUR](#) ▲

LE PRIX DU DIESEL AU QUÉBEC



Au 30 octobre 2022 le diesel est remonté au prix de \$2.50 le litre.

▲ RETOUR ▲

.Quel effondrement ?

B , The Honest Sorcerer , 31 octobre 2022



Europe occidentale, vers 2050

Ces derniers temps, j'ai beaucoup réfléchi à la manière dont la civilisation industrielle moderne allait s'effondrer. (Le terme « effondrement » évoque bien sûr la peur et l'anxiété chez la plupart des gens, car il implique un événement soudain, irréversible, véritablement catastrophique, aux proportions épiques. Un jour vraiment mauvais, toute la merde se déchaîne et soudain – puff ! – tout part en fumée. (Remarquez, cela peut arriver : c'est ce qu'on appelle une guerre nucléaire, dont la probabilité augmente si les parties belligérantes insistent pour poursuivre l'escalade – en se mettant des armes nucléaires sous le nez – au lieu de négocier la paix). Si nous parvenons à éviter cette issue plutôt fâcheuse, l'effondrement, selon moi, se déroulera à un rythme beaucoup plus lent et ne sera visible que rétrospectivement.

Cependant, avant de nous plonger dans ce que l'avenir nous réserve, nous devons comprendre qu'il existe plusieurs types – niveaux si vous préférez – d'effondrement. Tous partagent la caractéristique de se produire sous la surface pendant des années et des décennies, pour refaire surface sous la forme d'une crise, qui défie alors toutes les méthodes de résolution et met définitivement fin à l'ancien statu quo.

Vous pouvez trouver une description détaillée des différentes étapes menant à l'effondrement social dans la liste de Dmitry Orlov, basée sur son expérience de l'effondrement de l'Union soviétique. Mon objectif n'était toutefois pas de reproduire ici ses conclusions, mais d'offrir une perspective différente. Les étapes d'Orlov, pour moi du moins, ressemblent à des phases distinctes dans chacune desquelles l'effondrement d'une certaine structure (financière, commerciale, politique, sociale et enfin culturelle) est déjà achevé. Mais ce qui me fascine vraiment, c'est la façon dont nous y parvenons et comment les choses peuvent se dérouler en cours de route. S'agit-il vraiment d'une succession rapide d'événements, l'un menant à l'autre, ou plutôt de quelque chose de plus

éphémère, qui prend lentement de l'élan puis fait irruption à la surface – pour disparaître aussi vite qu'il est apparu ?

Dans mon esprit, il n'existe pas de hiérarchie stricte dans le processus de démantèlement : un pays ou une région peut sauter des phases, tandis qu'un autre peut vaciller entre elles avant de passer à autre chose. Il y a également de fortes chances qu'un pays survive à un effondrement (partiel), puis connaisse une période de reprise (voire de croissance), avant de reprendre sa lente progression lorsque les ressources s'épuisent à nouveau. Les systèmes complexes tels que nos sociétés sont très adaptatifs et trouvent des moyens « créatifs » de contourner les problèmes, mais ils ne peuvent éviter l'inévitable.

Politique

Si l'on regarde ce qui s'est passé en Royaume-Uni, on a aujourd'hui une bonne idée de ce à quoi ressemble un effondrement politique en cours de réalisation. Dans ce cas particulier, l'élite financière a décidé de couper le premier ministre le plus éphémère d'un empire autrefois fier, peu après que la position du précédent soit devenue intenable.

Tout ce processus montre à quel point l'électeur moyen n'a pas eu son mot à dire dans tout cela, dans un système qui – en théorie du moins – est toujours une démocratie veillant au bien-être de ses électeurs. Si vous avez encore l'espoir que le nouveau titulaire de Dawning Street **servira au mieux les intérêts des électeurs, détrompez-vous.**

La véritable tragédie de la perte de la démocratie s'est déjà produite il y a longtemps ; ce que nous voyons aujourd'hui n'est rien d'autre qu'une comédie tragique. Une farce, jouée par des hommes de paille décoratifs pour un public délibérément abruti. Dans les coulisses, on assiste à une guerre des castes classique, apparemment menée entre divers groupes d'élite, mais en fait menée aux dépens des castes inférieures (c'est-à-dire contre les 99% de la population) afin de maintenir les chiens de tête à flot un peu plus longtemps. Pourtant, à chaque fois que les prochaines élections auront lieu, les gens continueront à se présenter devant les urnes en espérant que cette fois-ci, ce sera différent.

Alerte spoiler ! Ce ne sera pas le cas. Celui qui prendra le volant la prochaine fois continuera à servir docilement les intérêts des élites financières et économiques mondialistes, tout en n'offrant rien de plus qu'une austérité accrue au peuple... Depuis longtemps, les électeurs ne choisissent qu'entre des candidats présélectionnés, soigneusement passés au crible d'un processus de sélection visant à empêcher quiconque ayant la moindre chance de perturber le statu quo de se rapprocher du pouvoir. Si quelqu'un parvient à le faire, il sera éliminé tôt ou tard, et fera l'objet de toutes sortes d'enquêtes judiciaires.

La seule différence autorisée à subsister entre les candidats proposés est la rhétorique – dans un sens plutôt édulcoré. La distinction des récits dans ce système a été réduite à la question de savoir si l'un d'entre eux proclame haut et fort qu'il sert l'élite mondialiste ou s'il cache ses intentions derrière un écran de fumée nationaliste. La seule question géopolitique que l'on peut se poser est de savoir s'il faut harceler les puissances eurasiennes depuis l'ouest ou depuis l'est. Ou bien était-ce l'inverse, et ils nous harcelaient... ? Qui s'en souvient ? Quoi qu'il en soit, une chose reste certaine :

« L'Océanie était en guerre contre l'Eurasie : l'Océanie avait donc toujours été en guerre contre l'Eurasie. »

- George Orwell

Cet état n'est cependant pas permanent. Il n'y a pas d'équilibre stable et durable dans un système aussi dynamique. Toute cette dystopie orwellienne se déroule sur fond d'épuisement des ressources, et avec elles, l'espoir rapidement évanoui pour les puissances occidentales de préserver leur domination – tant sur le plan économique que militaire. Il se trouve que les nations les plus développées et les plus industrialisées de la planète

sont celles qui ont épuisé en premier leurs ressources bon marché et qui sont désormais totalement dépendantes du reste du monde pour répondre à leurs besoins.

C'est un fait peu connu, mais l'Union soviétique est tombée quelques années seulement après avoir connu son propre pic de production de pétrole. Cependant, étant exclus de la mondialisation, ils ont été immédiatement confrontés à leurs limites de croissance. Ils se sont rapidement retrouvés face à un défi civilisationnel auquel leurs systèmes inadéquats ne pouvaient faire face. **Pourtant, les personnes vivant ce tournant de l'histoire ne pouvaient tout simplement pas imaginer que leur pays pourrait littéralement s'effondrer en quelques années à peine, malgré tous les vecteurs pointant dans cette direction.**

Est-il possible alors que l'Occident soit confronté à son propre défi civilisationnel en ce moment même ? L'épuisement de ses ressources bon marché et son incapacité à maintenir l'hégémonie mondiale peuvent-ils conduire à son effondrement politique ? Je ne dis pas que le Royaume-Uni, l'Union européenne ou les États-Unis vont s'effondrer demain, mais à mon avis, toutes ces entités sont sur la voie de l'éclatement. C'est un processus fastidieux, qui se prépare depuis longtemps déjà, mais qui est nié par tous les participants jusqu'au tout dernier moment.

Puis, « tout d'un coup », cela se produit.

Économie

La politique économique est issue de la politique – c'est du moins ce qu'on nous dit. Comme nous l'avons vu dans le cas ci-dessus, avec la mort de la démocratie, ce n'est plus le cas, si cela ne l'a jamais été.

Ce que nous voyons aujourd'hui dans le « monde libre » (où les gens sont « libres » de penser ce qu'ils sont autorisés à penser), c'est que les entreprises écrivent les lois, bénéficient de réductions d'impôts et de commandes importantes de la part du gouvernement, et que les castes inférieures sont contraintes d'accepter l'austérité, la hausse des taux d'intérêt sur leurs prêts, et des factures d'énergie et d'épicerie toujours plus élevées – sans parler des coûts des soins de santé ou de l'éducation. Pendant ce temps, la population est libre de choisir le candidat qu'elle souhaite haïr ou aimer le plus, tandis que leurs manipulateurs (ahem, « donateurs ») rient jusqu'à la banque – car tous les gladiateurs de l'arène politique font avancer leurs intérêts, dans un sens ou dans l'autre.

Si l'économie est effectivement en aval de la politique, alors l'effondrement économique en cours est en fin de compte le résultat de **l'imagination défailante de la caste dirigeante, qui se manifeste dans une culture bâclée remplie d'utopies, de pensée magique et d'un mépris total de la réalité physique.**

La vie n'est pourtant pas une science-fiction filmée à Hollywood. Il n'y a pas de méchants, ni de civilisations fonctionnant sur une forme de source d'énergie infinie, ni de planètes attendant d'être colonisées. Nos élites n'ont pas osé / voulu / aimé imaginer un avenir de limites et de modestie, au lieu de cela, elles ont franchi toutes les barrières et tous les signaux d'alarme sans se briser.

Nous vivons un moment à la Thelma et Louise : du haut de la falaise, dans les airs. La plupart d'entre nous ont commencé à avoir une sensation d'enfoncement dans l'estomac lorsque la gravité nous tire vers le bas, mais nous croyons qu'un éventuel atterrissage brutal peut être évité, et que le bouleversement progressif de nos modes de vie confortables est encore évitable.

La plupart des Occidentaux sont encore incapables d'imaginer que le bon vieux temps est désormais révolu et que les difficultés nous attendent. Cependant, le fait que nous soyons en situation de surproduction et que nous dépendions totalement de combustibles fossiles autrefois bon marché (ce qui entraîne l'épuisement des ressources et le changement climatique) ne disparaîtra pas simplement parce qu'une grande partie de nos sociétés choisit de ne pas y prêter attention.

Ce à quoi nous assistons ces dernières années, c'est à la fin de la croissance, aussi peu rentable qu'elle ait été au cours des quatre ou cinq dernières décennies. Tous ces chiffres magiques représentant le PIB et la croissance ont été gonflés artificiellement avec une explosion exponentielle de la dette depuis les années 1980, cachant le fait qu'il existe toujours un lien univoque entre la croissance économique réelle et l'expansion de nos flux énergétiques. Maintenant que cette dernière est, comme on pouvait s'y attendre, terminée (et effectivement auto-terminée pour l'Europe), il n'est pas du tout difficile de comprendre ce qui va arriver à la première.

Nous sommes témoins d'un accident de train au ralenti. Comme les fl's d'énergie diminuent plus rapidement dans une région et plus lentement dans d'autres (où les exportations sont encore possibles et en fait assez rentables), nous verrons de plus en plus les anciennes superpuissances et les anciens empires se précipiter pour remplacer leurs ressources épuisées par des fournitures provenant de régions qui ont encore quelque chose à brûler.

Maintenant que les États d'Afrique et d'Eurasie, riches en ressources, ont montré la bride aux puissances occidentales, la rivalité et les luttes intestines entre les anciens alliés de l'Occident vont s'intensifier, tout comme les inégalités au sein de leurs sociétés, car la pompe à richesse se transforme en véritable machine à aspirer. La croissance doit survivre, même si elle est superficielle et limitée à une élite de moins en moins nombreuse.

Les effondrements politiques et économiques marchent main dans la main, jusqu'à ce qu'ils deviennent incontrôlables dans une autre boucle de rétroaction auto-renforcée. Plus la population générale s'appauvrit en raison de la hausse des coûts et de l'incapacité des salaires et des pensions à suivre l'inflation, moins elle sera en mesure d'acheter de produits et de services.

Moins de produits signifie moins de revenus pour les entreprises et moins de recettes fiscales après leurs ventes. Les entreprises feront alors tout ce qui est en leur pouvoir pour récupérer le plus possible sur les salaires, économiser sur la qualité des produits ou délocaliser la production vers des endroits où il est moins cher de faire des affaires – sans avoir à réfléchir à la possibilité de ruiner leur clientèle dans le processus. Il en résulterait bien sûr des licenciements, et ceux qui pourraient conserver leur emploi seraient contraints d'accepter des salaires toujours plus bas (en valeur d'achat réelle).

Rincer et répéter.

La nationalisation des principaux actifs industriels et énergétiques restera hors de question, par peur du communisme en apparence, mais en réalité motivée par la perte des dernières sources de revenus de l'élite riche.

L'effondrement économique touchera d'abord les économies les plus faibles et les plus dépendantes des importations, entraînant la perte de valeur de la monnaie locale, puis une crise de la dette souveraine. **Le Sri Lanka est la pièce à conviction A de ce processus, qui sera suivi de près par le Royaume-Uni et l'Union européenne.** À la fin, lorsque le pays est littéralement à genoux, la cavalerie du FMI est autorisée à entrer fièrement dans le pays, à sélectionner des actifs et à les transférer à leurs gestionnaires à des prix dérisoires.

Si cela vous semble prédateur, voire cannibale, alors bienvenue dans l'effondrement catabolique. Un processus par étapes, où les ressources sont libérées par des crises « plus petites et locales », qui conduisent les anciens propriétaires à la faillite, avant d'être absorbées par des forces plus importantes qui leur permettent de retrouver au moins un semblant de croissance. Bien que cela puisse sembler diabolique, voire conspirationniste, c'est parfaitement ce que fait un grand système inconscient lorsqu'il est à court d'énergie – ce n'est pas tout à fait différent d'un grand animal qui meurt de faim – il mange ses propres muscles puis arrête ses organes un par un.

La mort est un chemin, pas un état final. Il y a de bons moments, où il y a parfois un repas gratuit, mais il y a de plus en plus de mauvais moments où tout semble s'écrouler. Quel effet cela aura-t-il sur les sociétés au fur et à mesure de son déroulement ? À quoi pouvons-nous nous attendre ? Ce sera le sujet d'un prochain billet.

▲ [RETOUR](#) ▲

.La contemplation du jour : L'effondrement arrive LXXIII

Steve Bull (<https://olduvai.ca>) 31 oct 2022



STEVE BULL



Chichen Itza, Royaume-Uni (1986). Photo de l'auteur.

Cette contemplation a été inspirée par un autre excellent article de The Honest Sorcerer. Si vous n'avez pas lu son travail, je vous le recommande vivement.

Quelques réflexions en lisant votre splendide article (il sert toujours de tremplin à une réflexion sur ma propre pensée).

Tout d'abord, je me demande si l'idée que la plupart des citoyens des sociétés démocratiques se font de la « **démocratie** » (qu'ils ont un pouvoir par le biais des urnes) a jamais vraiment existé. Il me semble que cette idée a été perpétuée par la caste dirigeante de la société afin d'aider à légitimer leurs positions de pouvoir quelque peu précaires et d'éviter les protestations de masse et la révolution. Si les gens croient qu'ils ont leur mot à dire sur la façon dont une société est organisée et sur les politiques qu'elle adopte, ils sont moins susceptibles de retirer leur soutien ou de participer à la résurrection. Ce récit largement répandu me semble être l'une des fraudes/escroqueries les plus réussies (avec le système monétaire de la monnaie fiduciaire) jamais perpétrées sur le *hoi polloi*. Ce n'est pas que nous l'ayons perdue ; nous ne l'avons jamais vraiment eue – elle était simplement plus crédible dans le passé pour diverses raisons (dont la moindre n'est pas la difficulté croissante de garder cachés les aspects frauduleux et le siphonage de la richesse en raison d'un surplus important d'énergie et d'autres ressources qui ont servi à apaiser les masses – payer ses partisans avec une petite partie du butin mal acquis à ses avantages).

Deuxièmement, ce que vous affirmez à propos de **la sphère économique** de notre monde (en gros, qu'elle est maintenue par une pensée magique qui nie la réalité bio- et géophysique, et par une comptabilité « créative ») semble tellement évident mais est si peu contesté par presque tous (peut-être parce qu'aucun d'entre nous ne veut vraiment regarder derrière le rideau de la gigantesque chaîne de Ponzi dont nous faisons tous partie). Le « sacerdoce » des économistes qui tissent des récits pour aider la société à nier/ignorer/rationaliser les obstacles à la croissance perpétuelle sur une planète finie (et les conséquences négatives d'une telle poursuite) semble exercer une influence hypnotique sur le pays. Leurs histoires de croissance/progrès dominent presque tous les aspects de nos vies, mais surtout le domaine politique – quel politicien ne promet pas le calice étincelant d'une société en constante amélioration, prospère et en croissance ? Dire la vérité au pouvoir sur les limites n'a que peu d'intérêt lorsqu'on est en campagne ; mieux vaut promettre une amélioration sans fin, surtout lorsqu'il n'y a pas de véritable responsabilité pour une telle fausse promesse.

Étant donné que nous, les singes qui marchons et qui parlons, sommes des conteurs prolifiques dans notre quête pour partager notre compréhension de cet univers complexe dans lequel nous existons, je m'attends à ce que les récits qui aident notre élite dirigeante à maintenir et à conserver ses positions de pouvoir, de prestige et de richesse

se durcissent dans le sens d'une augmentation de la diffamation, de la censure, de l'ostracisme (peut-être même de la criminalisation) des voix dissidentes.

En outre, le penchant humain pour **le déni**, la colère et le marchandage face à des réalités anxiogènes conduira beaucoup (la plupart ?) à rejeter la thèse selon laquelle « l'effondrement » peut ou va nous arriver – même lorsqu'il est trop évident pour être ignoré. Les histoires racontées sont déjà dans une situation désespérée pour contrer la nature évidente de notre déclin et les conséquences du dépassement écologique et de la diminution rapide des ressources. Des contre-récits sur la nécessité de la décroissance remontent lentement à la surface dans les médias traditionnels. **L'effondrement (c'est-à-dire la mort de notre société globale et industrielle)** sera toutefois rejeté par les gens parce que c'est notre nature – le biais de l'optimisme est réel et a un impact considérable sur nos pensées concernant l'avenir.

Il est difficile d'aller à l'encontre du discours majoritaire selon lequel tout va bien et toute « crise » perçue est le résultat d'un « autre » maléfique ; cependant, je me souviens d'un Royaume-Uni récent que j'ai vu : « *Les pessimistes sont des optimistes qui ont tous les faits* ». **L'effondrement est certain**, mais comme on l'a dit, il est difficile de faire des prédictions, surtout lorsqu'elles concernent l'avenir.

P.S.

Mes pensées d'enfant de dix ans sur le texte d'Orlov sur l'effondrement :

<https://olduvaiblog.wordpress.com/2013/06/18/collapse-of-trust-and-faith-in-the-system/>

<... **que voici** :>

.Effondrement de la confiance et de la foi dans le système



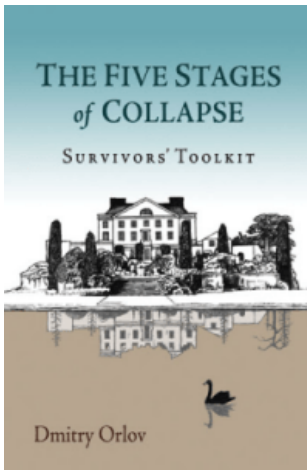
J'ai commencé à lire la récente publication de Dimitry Orlov, *The Five Stages of Collapse : Survivors' Toolkit*, la semaine dernière, et cela m'a fait réfléchir à sa thèse concernant les révélations sur le système de surveillance américain utilisé dans le monde entier par les pouvoirs en place (à la fois commerciaux et politiques), en combinaison avec l'exposition continue de la manipulation de divers marchés et taux d'intérêt.

Orlov soutient que « ces cinq étapes d'effondrement... servent de jalons mentaux... [et chacune brise] un niveau spécifique de confiance ou de foi dans le statu quo. Bien que chaque étape provoque des changements physiques, observables dans

l'environnement, ceux-ci peuvent être graduels, alors que **le basculement mental est généralement assez rapide** » (p. 14).

Voici ses cinq étapes :

- 1) L'effondrement financier** où la foi dans l'évaluation des risques et les garanties financières est perdue (pensez à Chypre).
- 2) L'effondrement commercial**, qui se traduit par une rupture du commerce et une pénurie généralisée des produits de première nécessité (comme en Grèce).
- 3) Effondrement politique** par la perte de pertinence et de légitimité de la classe politique (voir les événements actuels presque partout).
- 4) L'effondrement social** dans lequel les institutions sociales qui pourraient fournir des ressources échouent (à venir dans une localité près de chez vous ?).
- 5) L'effondrement culturel** qui se manifeste par le démantèlement des familles en individus en compétition pour des ressources rares (espérons que nous n'en serons jamais témoins).



Première étape : l'effondrement financier

Orlov affirme que « tout ce qui est nécessaire pour l'effondrement financier est que certaines hypothèses sur l'avenir soient invalidées, car **la finance n'est pas un système physique mais une construction mentale** » (p. 17). Il semblerait que nous soyons bien engagés dans cette première étape, car de plus en plus de personnes remettent en question non seulement la stabilité du système financier, mais aussi sa structure même et sa viabilité à long terme.

La crise des prêts hypothécaires à risque de 2008 a suscité des inquiétudes persistantes quant à la fragilité du système économique mondial. À cela s'ajoute la manipulation continue des taux d'intérêt et des marchés mondiaux qui a été mise au jour (voir ceci). Cette manipulation n'a pas grand-chose à voir avec l'amélioration du système pour la majorité, mais a beaucoup à voir avec l'enrichissement de l'élite minoritaire et le transfert de la richesse de la majorité vers cette élite (voir ceci et ceci). Si l'on ajoute à cela les injections de liquidités toujours plus importantes (c'est-à-dire l'impression de monnaie) par les banques centrales du monde entier (voir ceci) et le vol des fonds alloués par des criminels non poursuivis (voir ceci), nous avons la recette pour une perte de confiance accrue dans tout le système financier mondial. En fait, nombreux sont ceux qui ont déjà perdu toute confiance dans le système et recommandent de désinvestir ses économies de ces institutions corrompues et d'investir dans des biens durables (c'est-à-dire l'or, l'argent, les terres agricoles, l'art, les souvenirs, les fournitures agricoles, le vin, etc.) qui conservent ou augmentent leur valeur au fil du temps par rapport à **la monnaie fiduciaire mandatée par le gouvernement qui perd sa valeur en raison de la malfaisance des banques centrales – l'inflation** (voir ceci et ceci).

Deuxième étape : effondrement commercial



Un effondrement du commerce commence à se produire, car de plus en plus de nations souveraines imposent des droits de douane et/ou dévaluent leur monnaie dans un cercle vicieux : la dévaluation de la monnaie entraîne une augmentation des exportations pour le « dévalorisateur », mais une diminution pour les concurrents (c'est un jeu à somme nulle après tout) ; le concurrent dévalue sa monnaie en conséquence (voir ceci et ceci) ou impose des droits de douane à la nation qui procède à une dévaluation délibérée (voir ceci).

En Grèce, un pays périphérique de la zone euro et un test pour l'austérité extrême, ce type d'effondrement s'est produit dans certaines régions, entraînant des pénuries de produits de première nécessité tels que les produits pharmaceutiques, l'énergie et la nourriture (voir ceci et ceci).

Troisième étape : Effondrement politique

Je pense que nous avons commencé à emprunter cette voie avec les révélations toujours plus nombreuses de malversations gouvernementales. La dernière salve de cette lutte permanente entre ce que nous disent nos gouvernements et la réalité sur le terrain a été lancée : l'invasion de la vie privée par l'Agence nationale de sécurité américaine (NSA), qui dure depuis plus de dix ans, par le biais d'un régime de surveillance mondiale. Il est déjà assez grave que l'élite ait menti à ce sujet pendant plus d'une décennie ; ce qui est pire, c'est qu'elle cible les dénonciateurs en les qualifiant de « traîtres », car cela décourage la dénonciation des actes immoraux ou illégaux perpétrés par notre élite (voir ceci).

Nous nous rapprochons de plus en plus de la vision d'Orwell d'un monde totalitaire, telle qu'elle est exprimée dans son livre 1984. Un commentateur a fait valoir que 1984 n'était pas conçu comme un manuel d'instructions mais comme un avertissement (voir ceci), et d'autres mettent en garde contre ce type d'intrusion depuis quelques années (voir ceci).

De nombreux exemples de malversations et de corruption politiques ont été mis au jour récemment. Par exemple :

- a) Le maire de Toronto a été filmé en train de fumer du crack avec d'autres personnes (voir ceci) ;
- b) La création par l'Agence nationale de sécurité américaine d'un État mondial de surveillance électronique – apparemment utilisé même pour écouter les dirigeants d'autres pays lors de réunions (voir ceci) ;
- c) Le maire de Montréal arrêté pour corruption (voir ceci) ;
- d) De nombreux anciens présidents/premiers ministres/etc. ont été arrêtés/accusés de divers crimes allant de la torture au meurtre (voir ceci, ceci, ceci et ceci).
- e) L'actuel et l'ancien premier ministre de l'Ontario sont liés à des décisions d'annulation d'usines à gaz pour sauver des sièges politiques pendant une élection (voir ceci).

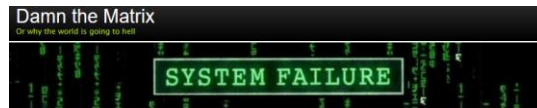
En utilisant le cadre d'Orlov pour interpréter ces préoccupations, arguments, perspectives et faits, il semblerait que la confiance et la foi dans les différents systèmes s'effondrent à une vitesse incroyable. La foi dans le système financier s'effrite ; les entreprises commerciales, en particulier les multinationales, perdent leur soutien et des barrières commerciales commencent à être érigées ; et, enfin, tout ce qu'il faut pour que l'effondrement politique se produise, c'est que davantage de citoyens prennent conscience que **le statu quo ne fonctionne plus au profit de tous mais au profit de l'élite**. Lorsque les masses parviendront enfin à mieux comprendre la corruption et les malversations qui percolent dans le monde politique, l'effondrement de la classe politique se produira.

Cependant, même en tenant compte des divers signes indiquant que le système est sur le point de s'effondrer, il est important de réaliser que PERSONNE ne peut prédire **quand** cela se produira. Cela pourrait être demain, la semaine prochaine, l'année prochaine ou la décennie suivante... on ne sait jamais quel événement, mineur ou majeur, pourrait nous faire basculer dans une direction inattendue. Apprenez à vous protéger, vous et votre famille, sur le plan financier, social et pratique (c'est-à-dire les techniques de survie) afin d'être en meilleure position pour vous adapter aux changements à venir.

▲ [RETOUR](#) ▲

.Geeveston, nous avons un problème....

Damn the Matrix 27 10 2022



Parce que j'ai tendance à vivre dans une bulle, je ne suis pas vraiment conscient de la non-durabilité qui se passe autour de moi. C'est juste trop facile de supposer que tout se passe bien. Jusqu'à ce que ce ne soit plus le cas. Nous n'avons pas d'égouts, mais apparemment une grande partie de notre petite ville doit en avoir. Et ça pose des problèmes, surtout quand La Nina déverse de la pluie partout. Au moment où je tape, le baromètre continue de descendre et il pleut à seaux, encore, et pour être honnête, j'en ai assez....

Taswater, l'entité typiquement bureaucratique qu'elle est, a décidé que le déversement actuel des égouts dans la rivière Kermantie, à la périphérie de la ville, surcharge le cours d'eau et cause des problèmes. Ce qui ne me surprend pas. Le problème avec les égouts, c'est les égouts. Il s'agit d'une technologie archaïque du 19^{ème} siècle qui était nécessaire lorsque les habitants des villes jetaient leur terre de nuit par les fenêtres dans les égouts ouverts qui descendaient les rues, mais en toute honnêteté, ce truc a atteint sa date limite d'utilisation.....

Taswater veut donc déplacer l'émissaire pour qu'il déverse les eaux usées traitées directement dans l'estuaire de la Huon, à quelque 100 mètres au large et à quelques kilomètres du site actuel. Il se trouve que c'est également là que les touristes campent et que les habitants vont pêcher et nager. Ils prétendent que l'eau sera traitée en classe B (ce qui ressemblait à de l'eau du robinet sur les photos qui nous ont été montrées), comme le reste de la

Tasmanie, mais certaines personnes présentes, notamment un couple d'ostréiculteurs, ont rapporté qu'elles étaient fréquemment fermées (neuf fois cette année seulement !) en raison de pannes de l'usine qui provoquaient la contamination de la rivière Huon. Autant pour notre environnement vierge de Tassie...

Pour aggraver les choses, le soi-disant processus de consultation communautaire a été profondément défectueux, de l'avis général. J'ai assisté hier soir à ma première réunion publique sur le sujet, après avoir manqué la dernière en raison de conflits de calendrier. Il me semble que les habitants sont presque unanimement contre le projet, et en colère contre le manque de consultation dont j'ai été témoin. Beaucoup d'agitation de doigts et de « c'est mieux pour vous ». Quand on m'a demandé si c'était une affaire réglée..... eh bien, pas de réponse.

J'ai été agréablement surpris de voir à quel point certains participants avaient bien fait leurs devoirs, étant capables de citer directement un rapport de l'EPA pour contredire ce qui nous a été présenté. Quelques-uns d'entre nous ont vanté les mérites de ne pas mélanger l'eau potable avec les déchets humains en utilisant des toilettes à compostage, mais tout cela est tombé dans l'oreille d'un sourd.

Les ingénieurs, et j'en suis un moi-même, ne l'oublions pas, ne connaissent que des solutions d'ingénierie ; et les problèmes sont sociaux, pas technologiques. Il est grand temps que les gens commencent à assumer la responsabilité de leurs empreintes.

Prenons le problème courant dans les banlieues où les collecteurs d'eaux pluviales sont en quelque sorte reliés aux égouts. Je n'arrive même pas à comprendre comment cela peut se produire, mais chaque fois qu'il pleut, comme maintenant, le système est surchargé et tombe en panne. Les pompes ne peuvent tout simplement pas suivre..... ma solution à ce problème serait une inspection obligatoire de toutes les propriétés raccordées aux égouts. Cela ne prendrait sûrement pas beaucoup de temps de vérifier les tuyaux de descente et de voir où ils sont fixés ? Même si Taswater devait réparer ces problèmes à ses frais, cela reviendrait sûrement moins cher que les dix millions de dollars ou plus que le nouveau projet est censé coûter. Il pourrait même être moins cher de convertir un grand nombre de ménages à des toilettes à compostage, le cas échéant.

Il a été suggéré qu'investir dans des réservoirs d'eau pour tamponner les pics d'eaux pluviales pourrait être une bonne idée. Mais, nous a-t-on dit, il n'est pas de politique publique d'investir dans des propriétés privées. Trop proche du communisme peut-être ? Si cela permet d'économiser de l'argent et de préserver l'environnement, qui se soucie vraiment de savoir où va l'argent des contribuables ?

En plus de tout cela, personne n'a fait la moindre allusion aux méthodes qui seront mises en place pour assurer le service de tous ces équipements de haute technologie lorsque les limites de la croissance seront vraiment atteintes, que les habitants ne pourront plus payer leurs impôts et que le conseil municipal et Taswater licencieront du personnel pour faire des économies. Avec les pénuries de diesel qui deviennent la norme en Amérique et en Europe, combien de temps avant que le carburant ne soit rationné en Tasmanie et que les camions et les utes ne puissent pas être conduits sur les sites pour la maintenance ? Je me demande même s'il sera construit du tout si la grave récession économique qui se profile à l'horizon arrive plus tôt que prévu.

Geeveston, nous avons en effet un problème...

▲ [RETOUR](#) ▲

.La fin de l'ère européenne

John Michael Greer 6 avril 2022

ECOSOPHIA

Toward an Ecological Spirituality

Tout bien considéré, c'est le bon moment pour commencer à parler de la grande image géopolitique. Au moment où je tape ces mots, la guerre russo-ukrainienne est toujours en cours. L'assaut sur Kiev semble avoir été mis en suspens afin que les Russes puissent se concentrer sur le retrait des défenseurs ukrainiens de la région du Donbass,

tandis que des batailles rangées font rage dans le sud du pays, où les forces russes poussent vers le nord le long des deux rives du Dniepr. Après un mois de durs combats, la Russie s'est emparée de près de trente pour cent du territoire ukrainien et ne montre aucun signe de recul. Les sanctions des États-Unis et de leurs États clients en Europe et dans le Pacifique occidental n'ont rien fait pour dissuader le gouvernement russe de poursuivre sa route.



Francis Fukuyama : « L'histoire est terminée ».

Pendant ce temps, le contrecoup de ces sanctions devient un fait économique massif dans le monde entier, et il n'est pas du tout certain que la Russie ait perdu quoi que ce soit en conséquence. **L'Inde**, cinquième économie mondiale, vient de prendre des dispositions pour commercer avec la Russie en dehors du système interbancaire SWIFT, en réglant les transactions en roupies et en roubles plutôt qu'en dollars américains. **La Chine**, deuxième économie mondiale, a déjà mis en place un tel système. Les pénuries de carburant diesel et d'une demi-douzaine d'autres produits de base d'origine russe déclenchent des crises économiques dans différents coins du monde, tandis que **le spectre d'une pénurie alimentaire mondiale devient de plus en plus grave** – l'Ukraine est le troisième exportateur mondial de blé, tandis que la Russie occupe la première place dans cette catégorie et fournit également au monde une grande partie de ses engrais. Les États-Unis et la Royaume-Uni ont puisé dans leurs réserves stratégiques de pétrole pour tenter de maintenir les prix du pétrole à un niveau bas, mais il reste à voir si cela sera plus qu'une mesure palliative.

Il est courant, à l'heure actuelle, de considérer ces événements comme un obstacle temporaire sur la voie d'un avenir où rien ne change, ou de les imputer à la supposée méchanceté personnelle du président russe Vladimir Poutine. De telles dérobades sont aussi faciles qu'elles sont désespérément erronées. Elles trahissent, entre autres, une ignorance stupéfiante de l'histoire, car ce n'est guère la première fois qu'une ère de mondialisation économique se brise sous la pression de la géopolitique. Plusieurs auteurs réfléchis ont déjà noté les parallèles entre la crise actuelle et **l'effondrement de la mondialisation économique victorienne il y a un siècle.**

La comparaison est exacte. En 1913, comme l'a souligné **John Maynard Keynes** dans son célèbre ouvrage *The Economic Consequences of the Peace*, un riche Anglais prenant son petit-déjeuner avec le Times ouvert devant lui pouvait acheter et vendre des actifs dans le monde entier aussi librement que son équivalent aux États-Unis en 2013. La livre sterling était la monnaie mondiale indispensable à l'époque ; le réseau télégraphique mondial de l'ère victorienne remplissait le rôle d'internet, envoyant des ordres d'achat et de vente par-delà les mers et les continents à la vitesse de la lumière. Des accords de libre-échange bien plus rigides que les exemples actuels effaçaient les barrières à l'investissement et à l'exploitation. L'armée et la marine britanniques, soutenues par une technologie militaire de pointe, fournissaient un filet de sécurité pour tout cela. Le seul nuage à l'horizon était la puissance montante de l'Empire britannique, qui n'était pas prête à se contenter d'un statut de seconde zone dans un monde dirigé principalement pour la commodité et le profit de l'Empire britannique.



*Clio. Muse de l'Histoire :
"Tiens ma bière."*

Puis vint 1914, un terroriste abattit l'héritier du trône d'Angleterre, et l'une après l'autre, la plupart des nations d'Europe entrèrent en guerre. Le libre-échange n'a pas pu survivre lorsque la géopolitique a occupé le devant de la scène : chaque nation combattante a dû mettre en place un contrôle des changes pour empêcher que les fonds dont elle avait désespérément besoin ne s'échappent vers les pays neutres, et ces derniers ont réagi en conséquence, tandis que les sanctions et les contre-sanctions entre les alliances en conflit ont mis à mal la confiance qui faisait fonctionner le commerce mondial. Lorsque la guerre prend fin en 1918, l'économie mondiale de l'ère victorienne est irrémédiablement brisée. Les tentatives de restauration d'un semblant d'économie dans les années 1920 ont contribué à préparer le terrain pour la catastrophe économique mondiale de 1929. Une fois que la Grande Dépression a frappé, le libre-échange a été totalement discrédité dans l'esprit de la plupart des gens, et cinquante ans ont passé avant que les États-Unis n'entreprennent de copier la

stratégie impériale de la Royaume-Uni pour leur propre bénéfice, ce qui a conduit à notre situation actuelle.

En 1913, la Royaume-Uni était le pays le plus riche et le plus puissant du monde. En 1918, la Royaume-Uni était un cas désespéré sur le plan économique, si proche de la faillite qu'elle n'a jamais pu rembourser ses dettes de la Première Guerre mondiale aux États-Unis, et si à court d'argent que, lorsque l'Angleterre s'est révoltée contre le pouvoir britannique, le gouvernement britannique s'est effondré et a laissé partir sa colonie la plus ancienne et la plus pillée. Il n'a fallu que quatre décennies après 1914 pour que le reste de l'empire britannique s'effondre, réduisant la Royaume-Uni de son ancien statut d'hyperpuissance mondiale au rôle ignominieux d'État client des États-Unis, soutenu principalement par des opérations de blanchiment d'argent dans la City de Londres. C'est ce qui arrive aux nations qui deviennent trop dépendantes du mondialisme économique.

Quelque chose de similaire pourrait-il arriver aux États-Unis ? Bien sûr que oui. À l'heure actuelle, selon des estimations crédibles, **les États-Unis** extraient environ 1 000 milliards de dollars par an de richesse non gagnée grâce au rôle du dollar en tant que monnaie de réserve mondiale et moyen d'échanges commerciaux importants. C'est ce qui donne au gouvernement américain la capacité de jeter des milliers de milliards de dollars qu'il n'a pas sur l'aventurisme international et les projets domestiques. Si cela disparaît, si le gouvernement américain ne peut plus s'endetter et doit payer ses dépenses avec ses propres revenus, la plupart des apparences de la prospérité américaine s'effondreront, les programmes colossaux de protection sociale des entreprises qui soutiennent les grandes entreprises de ce pays seront à court d'argent et l'hégémonie mondiale des États-Unis appartiendra au passé.



Le nouveau visage de la « prospérité » américaine.

Nous sommes peut-être en train de voir les prémices de cette transition en ce moment même. Visitez une épicerie ici aux États-Unis et **les augmentations de prix de nombreux produits d'une semaine sur l'autre sont bien plus élevées que le taux d'inflation officiel (et fortement trafiqué).** Pendant que vous y êtes, remarquez combien d'étagères sont vides, ou ont été étalées pour dissimuler des pénuries – vous savez, comme cela s'est passé dans les pays du bloc de l'Est avant leur effondrement. L'économie mondiale libellée en dollars (et dominée par le

dollar) est en train de s'effondrer en ce moment même, et les conséquences comprendront une redistribution drastique des richesses entre les nations – et entre les classes au sein des nations. Le riche Anglais que Keynes imaginait à la table de son petit-déjeuner en 1913 était beaucoup moins riche en 1933, et en 1953, il l'était encore beaucoup moins.

Tout cela vaut la peine d'être observé, en particulier, mais pas seulement, pour ceux d'entre nous qui vivent aux États-Unis. Comme je l'ai noté plus tôt, on commence à en parler en marge de la société, là où l'on trouve des discussions franches sur des réalités importunes de nos jours. J'aimerais cependant prendre un peu de recul et examiner ce qui se passe à la lumière froide d'un changement historique plus large.

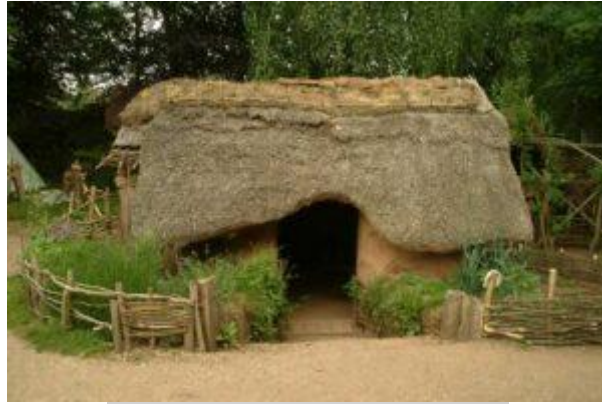
J'ai mentionné l'Empire britannique il y a quelques paragraphes. En 1500, l'idée d'un empire britannique aurait semblé absurde, si quelqu'un l'avait imaginée. En 1500, les personnes qui, ailleurs, prêtaient un tant soit peu attention à l'Europe, la considéraient comme un sous-continent morne, humide et montagneux collé à l'extrémité occidentale de l'Asie, peuplé d'une poignée de petites nations essentiellement connues pour leurs croyances religieuses étranges et leur propension à se livrer à des guerres intestines meurtrières. Comme c'était le cas depuis l'Antiquité, l'Europe se trouvait en marge du monde civilisé : une ceinture de grandes nations impériales traversait l'extrémité sud de l'Asie, le Moyen-Orient et l'Afrique occidentale.



Au 10^e siècle après J.-C., quand les Africains de l'Ouest construisaient cette...

(Afrique de l'Ouest ? Oui. L'Afrique de l'Ouest avait des villes avant l'Europe, et était un centre majeur de civilisations urbaines lettrées quand la plupart de l'Europe était habitée par des tribus germaniques illettrées qui pensaient que les ruines romaines avaient été construites par des géants. En 1500, l'Afrique de l'Ouest était dominée par l'empire Songhaï, une entité politique tentaculaire qui régnait sur la majeure partie de la partie occidentale de l'Afrique au sud du Sahara, s'étendant des grandes villes de Tombouctou et de Gao jusqu'à l'Atlantique. Jusqu'en 1591, date à laquelle **l'empire Songhaï** s'est disloqué après une défaite désastreuse dans une guerre contre le Maroc, il était plus grand, plus riche et plus puissant militairement que n'importe quelle nation en Europe. Le fait que vous n'en ayez probablement jamais entendu parler, cher lecteur, en dit long sur la nature essentiellement paroissiale de l'éducation occidentale moderne).

L'Empire chinois, l'Empire moghol en Inde, l'Empire perse, l'Empire ottoman et l'Empire Songhaï : ces pays, ainsi que quelques dizaines de nations plus petites éparpillées sur leurs flancs, du Japon à l'extrême est au royaume wolof à l'extrême ouest, constituaient le monde civilisé. L'Europe était à la périphérie, et les parieurs avisés – si quelqu'un avait parié – auraient probablement supposé que ses petits États querelleurs seraient bientôt engloutis par l'Empire ottoman en plein essor. C'est d'ailleurs ce qui a failli se produire : si les forces européennes n'avaient pas remporté la bataille navale de Lépante en 1571 et résisté aux deux sièges de Vienne par les Ottomans en 1526 et 1683, il y a fort à parier qu'une plus grande partie de l'Europe, voire la totalité, aurait été conquise par les Turcs.



...les Anglais construisaient ça.

L'un des lieux communs de l'histoire, cependant, est que les peuples de la périphérie innovent tandis que les peuples du centre répètent les mêmes mouvements. C'est ce que l'Europe a fait. Les Européens n'ont pas inventé la poudre à canon, les canons ou les navires de grande croisière – les Chinois avaient tout cela des siècles avant qu'ils n'arrivent en Europe – mais une fois ces technologies arrivées, ces pays européens belliqueux les ont poussées plus loin que quiconque. En 1500, des grands navires capables de traverser les océans partaient de tous les ports de la côte atlantique de l'Europe, armés de canons supérieurs à tout ce qui se trouvait sur l'eau.

Le commerce était le premier point à l'ordre du jour – le commerce avec l'Inde et la Chine, pour avoir accès aux produits de luxe asiatiques sans avoir à payer les marges exorbitantes pratiquées par les intermédiaires turcs et arabes – mais la découverte des Amériques a tout changé, surtout après que les maladies de l'Ancien Monde aient éliminé 95 % de la population indigène du Nouveau Monde et laissé le champ libre à la colonisation et à l'implantation européennes. Il a fallu moins de deux siècles à l'Europe pour imposer une nouvelle structure économique à la planète : les marines et les flottes marchandes européennes ont monopolisé le commerce international, et les colonies européennes du Nouveau Monde, exploitées principalement par des esclaves importés d'Afrique, ont produit des récoltes de tabac et de sucre fantastiquement lucratives, vendues dans le monde entier. Les armées européennes ont suivi le sillage des flottes marchandes, envahissant et s'emparant de la majeure partie de la planète dans la plus spectaculaire orgie de conquête de l'histoire.



"Bonjour, nous venons vous convertir par la force et ensuite vous voler aveuglément".

Les conséquences économiques de cette ère de massacre et de pillage sont pertinentes pour notre propos actuel. En 1600, **l'Inde** était la nation la plus riche du monde. En 1900, elle était l'une des plus pauvres. Cela n'est pas arrivé par accident. C'est arrivé parce que le Raj britannique a dépouillé l'Inde jusqu'aux murs et a renvoyé les bénéfices chez eux. La richesse stupéfiante qui a permis de financer la présence militaire britannique dans le monde et de recouvrir Londres d'une telle architecture monumentale est le fruit de l'exploitation impitoyable de l'Inde et de dizaines d'autres pays. Il en va de même pour la plupart des autres pays et capitales européennes. De nos jours, la plupart des discours sur les pays non développés s'efforcent d'éviter de reconnaître que la pauvreté du tiers-monde a été causée par l'expropriation par les Européens de toutes les richesses mobilières qui n'étaient pas clouées au sol.

Ce sont les conséquences qui comptent aujourd'hui. En 1947, l'Inde a forcé un Royaume-Uni en faillite et meurtrie à lui accorder l'indépendance. En 1949, la Chine s'est débarrassée d'un faible gouvernement nationaliste dépendant des puissances occidentales. En 1979, l'Iran – c'est ainsi qu'on appelle la Perse de nos jours – s'est débarrassé d'un shah fantoche américain. La Turquie a réussi à maintenir une indépendance précaire après le démembrement de l'Empire ottoman par le Royaume-Uni et la France en 1918, et est en passe de retrouver sa domination historique sur la Méditerranée orientale. L'Afrique de l'Ouest est toujours un cas désespéré, mais c'est en grande partie parce que les troupes françaises et américaines la

maintiennent dans cet état. (La dernière chose que l'on souhaitait au sein de l'OTAN, après la crise pétrolière des années 1970, était qu'une autre région riche en pétrole se fasse des idées expansives sur sa capacité d'influence internationale, comme l'ont fait les nations du Golfe Persique).

En d'autres termes, le monde civilisé se remet de l'impact de la domination temporaire de l'Europe.



C'est parce que la richesse de l'Inde a payé pour cela...

Les conséquences peuvent être retracées assez facilement en termes économiques. Comme nous l'avons déjà noté, même en tenant compte des distorsions des secteurs financiers sauvagement gonflés de l'Europe et des États-Unis, la Chine possède aujourd'hui la deuxième plus grande économie de la planète. L'Inde a la cinquième, et c'est l'économie majeure qui croît le plus rapidement dans le monde. L'Iran est toujours soumis à des sanctions sévères, mais il est devenu une puissance économique régionale avec un secteur industriel en plein essor ; une fois que les sanctions qui le lient auront été levées – et elles sont en train de l'être – attendez-vous à ce qu'il devienne une force économique, politique et militaire majeure. Le reste de l'ancienne ceinture de nations civilisées, à l'ouest de la frontière iranienne jusqu'à la côte atlantique de l'Afrique de l'Ouest, est encore un peu en retard, mais donnez-lui encore cent ans et les avantages économiques naturels de l'ancienne ceinture civilisée l'emporteront probablement.

Et **l'Europe** ? Sclérosée, tatillonne, titularisée, accrochée à la dignité minable d'un âge d'empire qui s'estompe dans le rétroviseur de l'histoire, et alourdie par une contraction démographique qui s'accélère depuis un siècle, l'Europe est le passé, pas l'avenir. William Butler Yeats l'a vu avec un siècle d'avance : « Quelles discordes pousseront l'Europe vers cette unité artificielle – dont seuls les bâtons secs ou séchés peuvent être liés en un faisceau – qui est la décadence de toute civilisation ? » L'Union européenne a réalisé sa prophétie à la lettre et s'apprête à terminer le grand cycle historique de Yeats en sombrant dans une incohérence finale d'où naîtra, à terme, quelque chose de totalement nouveau – et de totalement inacceptable pour la sagesse conventionnelle de l'Europe telle qu'elle est.



...et pour cela...

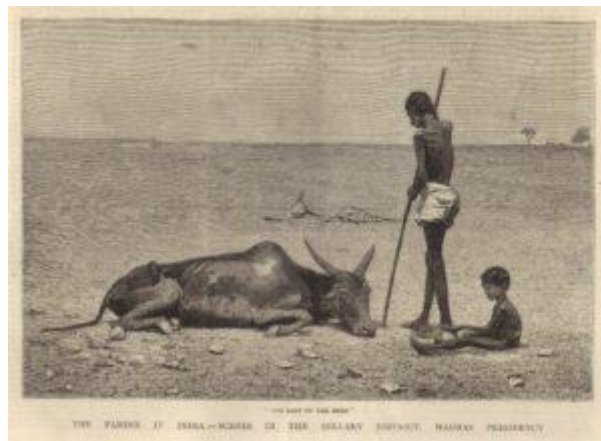
C'est toujours comme ça. J.R.R. Tolkien, sans doute le grand maître de la narration mythique du vingtième siècle, a écrit un beau poème intitulé « The Hoard » qui s'inspire d'idées anciennes sur le cycle par lequel les empires et les civilisations montent et descendent. Il suit un splendide trésor d'un propriétaire à l'autre, du nain au dragon en passant par le roi humain, emportant avec lui la malédiction de la décadence et de la fatalité. Le trésor, comme

Tolkien le savait bien, est le hvarena, le trésor de la souveraineté issu de la tradition indo-européenne archaïque ; c'est l'or du Rhin – le trésor d'un riche Romain, peut-être, dans la séquence originale des événements – qui a contribué à alimenter des querelles meurtrières dans la Rhénanie post-romaine, a inspiré le plus grand de tous les cycles de légendes allemandes et nordiques et a fourni le thème central de la dernière grande œuvre d'opéra occidentale, la tétralogie de Richard Wagner, L'Anneau du Nibelung. Les mots de Tolkien constituent une belle épitaphe pour l'Europe dans sa décadence :

*Les épées de ses thanes étaient ternies par la rouille,
Sa gloire déchue, son règne injuste,
Ses salles creuses, et ses entrailles froides,
Mais il était le roi de l'or des elfes.*

C'est la malédiction du pouvoir. Chaque nation, comme chaque génération, passe d'une jeunesse pleine d'idéaux et de grands espoirs à une vieillesse définie par les conséquences mathématiques exactes de ses actions. La vieille ceinture des hautes civilisations avait ses propres fardeaux et sa propre décadence à payer, et elle les a payés. Aujourd'hui, sa force renouvelée, elle se relève, tandis que la facture de l'âge de domination de l'Europe est calculée patiemment par le vieux père le temps, pour un paiement complet. Il ne devrait pas être surprenant, après tout, que les nations qui ont dominé le monde pendant l'ère préindustrielle soient en passe de le dominer à nouveau à mesure que l'ère industrielle s'achève.

Enfin, c'est dans ce contexte plus large qu'il faut comprendre la guerre russo-ukrainienne et les convulsions économiques qui l'accompagnent. La grande question de la géopolitique du début du XXI^e siècle était de savoir si la Russie, avec ses immenses ressources en combustibles fossiles, en minéraux et en produits agricoles, allait s'aligner sur l'Europe ou sur l'Asie montante. Il aurait été assez facile pour l'Europe et les États-Unis d'intégrer la Russie dans une structure paneuropéenne d'alliances et de relations économiques. Tout ce qu'il aurait fallu, c'est une attention raisonnable aux préoccupations de la Russie en matière de sécurité nationale et une volonté de faire passer les objectifs à long terme avant les profits à court terme. Les dirigeants européens et américains se sont révélés trop ineptes pour gérer ces étapes simples, et par conséquent, la question a été réglée : La Russie se tourne vers l'est, abandonnant sa base de ressources et son soutien politique à la Chine, à l'Inde et à l'Iran. Cela ne devait pas arriver, mais il est trop tard pour changer les choses maintenant.



...que l'Inde en 1900 ressemblait à ça.

Maintenant que l'Angleterre ne la saigne plus à blanc, les choses changent.

Et les États-Unis ? Nous avons fait ce que les puissances périphériques font souvent en période de déclin, quand le centre impérial commence à plier. Nous avons pris les rênes de l'empire en 1945, lorsque la Royaume-Uni était trop faible pour les tenir plus longtemps, et nous avons essayé de faire fonctionner le même stratagème pour nous. Cela n'a pas très bien fonctionné, tout bien considéré. Aujourd'hui, nous sommes tombés dans le même piège que la Royaume-Uni en 1914 : nous nous sommes engagés de manière excessive dans un empire mondial inabordable, nous sommes désespérément dépendants d'une économie mondiale qui craque aux coutures et nous

sommes incapables de réaliser que le monde a changé. Les prochaines décennies seront une route difficile pour nous.

Cela dit, c'est l'ère européenne qui se termine, pas l'ère américaine. L'ère américaine n'a pas encore commencé. De nos jours, les États-Unis sont un pays du tiers-monde catapulté par un chapitre d'accidents historiques dans une position temporaire d'hégémonie mondiale. Ses élites européanisées, à la manière habituelle du Tiers-Monde, sont une petite minorité qui maintient un contrôle provisoire sur des masses agitées qui ne partagent pas ses idéaux et ses intérêts, et qui commencent à sentir leur pouvoir potentiel. L'Amérique est encore jeune et porteuse d'avenir ; dans des siècles, longtemps après que le vernis européen aura été jeté, elle donnera naissance à quelque chose de totalement nouveau, qui sera inévitablement encore plus inacceptable – et même totalement incompréhensible – pour la sagesse conventionnelle de l'Europe telle qu'elle est.

Mais bien sûr, cette sagesse conventionnelle n'existera plus d'ici là. Si l'histoire suit son cours habituel, lorsque la future haute culture de l'est de l'Amérique du Nord commencera à émerger, l'ère de la domination mondiale européenne ne sera plus qu'un lointain souvenir, et l'Europe elle-même aura passé de nombreux siècles dans sa condition pré-impériale : une région fragmentée, appauvrie et belliqueuse, située à la lointaine périphérie du monde civilisé. Ses peuples et ses cultures, d'ailleurs, n'auront peut-être pas grand-chose en commun avec ceux qui y résident aujourd'hui. Presque toutes les nations de l'Europe romaine ont disparu à l'ère post-romaine, submergées par des migrations massives venues d'ailleurs. Au début de l'ère commune, les ancêtres des Espagnols d'aujourd'hui vivaient en Ukraine et les ancêtres des Hongrois d'aujourd'hui vivaient plus près de la Chine que de la Hongrie. De la même manière, dans un millénaire, de nombreux habitants de l'Europe pourront faire remonter leurs ancêtres au Moyen-Orient ou à l'Afrique subsaharienne d'aujourd'hui, et les nations historiques de l'Europe seront oubliées, effacées par les marées de migration et de conquête qui établissent de nouvelles frontières et de nouvelles politiques.



Dans les espaces que personne ne regarde, l'avenir prend forme.

L'histoire ne respecte pas les personnes, et elle a une façon particulièrement dure de traiter ceux qui pensent que leur sens du droit a de l'importance dans le grand schéma des choses. Il est bon de garder cela à l'esprit, alors que nous nous enfonçons dans une ère de changements convulsifs dont la plupart des gens n'ont pas encore commencé à mesurer les conséquences. Dans les mois à venir, nous en reparlerons, ainsi que des conséquences qui en découleront probablement.

▲ [RETOUR](#) ▲

.Les banques centrales volent les slips

Tim Watkins 31 octobre 2022

THE CONSCIOUSNESS OF SHEEP
The storm is breaking... Are you prepared?



Parlons des chocs d'offre. Remontez le temps jusqu'au début du mois de mars 2020. Vous vous souvenez que tout le monde a acheté en panique des pâtes et du papier toilette ? Sauf que cela ne s'est pas vraiment produit – du moins à grande échelle. Ce qui s'est passé, c'est que, de leur manière sournoise habituelle, les médias de l'establishment ont payé les gérants des supermarchés pour qu'ils cachent les rouleaux de papier toilette à l'abri des regards pendant qu'ils photographiaient les rayons vides. Et puis il y a eu cette fois où le photographe a demandé à l'un de ses amis de charger un chariot de plusieurs paquets de rouleaux de papier toilette pour donner l'impression que c'était monnaie courante. Mais il y avait des pénuries. Non pas à cause d'une panique d'achat, mais simplement à cause de la demande supplémentaire, car nous avons tous ajouté un ou deux articles supplémentaires à nos achats hebdomadaires. Dans un système d'approvisionnement juste à temps, il suffit de cela pour créer une pénurie.

Mais il y avait plus. Lorsque le verrouillage a commencé, il y a eu un passage massif de ce que nous pourrions appeler la chaîne d'approvisionnement de gros à la chaîne d'approvisionnement de détail – généralement beaucoup plus petite – car les gros consommateurs comme les écoles, les bureaux, les usines, les hôtels et les restaurants ont considérablement réduit leur consommation, alors même qu'une nouvelle armée de travailleurs à domicile cherchait à augmenter la leur. Par exemple, la plupart des œufs étaient auparavant consommés dans le secteur de la vente en gros, où ils sont emballés dans des cartons de trente ou plus. Dans le secteur de la vente au détail, les œufs sont surtout vendus dans des cartons de demi-douzaine ou de douzaine. Ainsi, au début du lockdown, il y a eu une pénurie d'œufs en raison de la pénurie de cartons d'œufs. Le papier hygiénique a été touché de la même manière, car la demande de gros rouleaux utilisés dans les bureaux et les usines s'est effondrée alors que la demande de rouleaux pour les ménages a explosé.

Ce que nous avons sous-estimé à l'époque, c'est la rapidité avec laquelle les entreprises de distribution pouvaient réagir aux nouvelles circonstances. Quelques jours à peine après l'imposition des interdictions de voyager, par exemple, les compagnies aériennes ont rapidement retiré les sièges de leurs avions et les ont utilisés pour transporter du fret supplémentaire à un moment où le transport maritime mondial était perturbé. De même, bien qu'il n'y ait que trois usines de boîtes à œufs en Europe, les boîtes de gros ont été rapidement réduites et les boîtes de détail augmentées, de sorte que les pénuries d'œufs ont disparu en quelques jours. De la même manière, les fabricants de rouleaux de papier toilette ont rapidement pu nous rassurer sur l'absence de pénurie.

Mais des changements plus profonds se préparaient. Nous en avons eu une indication dans l'augmentation soudaine du nombre de personnes quittant la ville et achetant des propriétés dans les zones rurales. Mais même ceux qui sont restés sur place ont considérablement changé leurs habitudes. Des sociétés telles que Netflix, Zoom et Peloton ont connu un véritable boom, car les gens ont été contraints de faire chez eux ce qu'ils faisaient auparavant ailleurs – vous ne pouvez plus aller à la salle de sport ? Achetez un vélo d'appartement ; vous ne pouvez pas aller au cinéma ? prenez un abonnement à la télévision par câble ; vous ne pouvez pas vous réunir au bureau ? Investissez dans un logiciel de réunion virtuelle. Et l'inconvénient, bien sûr, c'est que les entreprises qui fournissaient ces services à l'extérieur du foyer ont perdu de l'argent à tour de bras.

C'était le premier choc de l'offre. Les fermetures ont tellement déformé nos modes de consommation que des entreprises qui n'auraient jamais dû être aussi rentables ont soudainement connu un boom, alors même que celles

qui auraient dû faire beaucoup mieux se retrouvaient dans un gouffre financier. Bien que les différents systèmes de financement public aient été censés atténuer la situation, ils ont souvent contribué à fausser davantage l'économie. Pour de nombreuses personnes, travailler à domicile coûtait bien moins cher que de se rendre au travail. Et les revenus économisés, qui auraient pu être dépensés en carburant, déjeuners et vêtements de travail, ont alimenté un boom des ventes en ligne.

S'il n'y avait eu que « deux semaines pour aplanir la courbe », comme cela avait été promis, les choses n'auraient peut-être pas été si mauvaises. Mais les fermetures et les restrictions ont duré près de deux ans, et la possibilité de nouvelles fermetures était une menace constante. Ainsi, le deuxième choc de l'offre a résulté d'un mauvais investissement, les capitaux ayant fui des secteurs auparavant rentables vers ceux qui avaient connu un boom de la consommation. Le pétrole – en fait les contrats à terme sur le pétrole – par exemple, est tombé si bas qu'à un moment donné le prix est devenu négatif. De manière moins évidente, la production et le raffinage du pétrole ont été réduits au niveau requis par une économie dans laquelle une grande partie de la main-d'œuvre n'avait plus besoin de carburant.

De l'autre côté de l'équation, les entreprises profitant de ce qui aurait dû être un boom temporaire, ont commencé à agir comme si c'était permanent. Au-delà du secteur de la vente au détail, les fabricants ont vu la demande grimper en flèche. De plus, la sortie de capitaux de secteurs comme le pétrole a permis d'emprunter davantage pour investir dans l'expansion de la production. Paradoxalement peut-être, alors même que le transport maritime mondial commençait à se gripper, les pénuries associées à une demande accrue des consommateurs ont servi à alimenter encore plus la demande de production en gros. C'est devenu une énorme bulle... et le déblocage de l'économie serait probablement l'épingle qui la ferait éclater.

Le verrouillage a également entraîné une énorme pénurie de main-d'œuvre, exacerbée par le fait que les plus de 50 ans ont quitté leurs emplois fictifs pour prendre une retraite anticipée, ce qui a encore perturbé les chaînes d'approvisionnement. Des métropoles autrefois en plein essor, comme Londres, ont connu une forte baisse de leur population, ce qui a provoqué une énorme pénurie de main-d'œuvre lorsque les entreprises ont tenté de rouvrir leurs portes.

L'énergie est devenue la prochaine crise à nous submerger après la levée des restrictions. **Au Royaume-Uni, on a assisté à une étrange pénurie de carburant, auto-réalisatrice, générée presque entièrement par les médias et les relations publiques.** Dans un sens, les stations-service sont comme les banques – elles échouent si tout le monde s'y présente en même temps. Un mois environ après la fin des fermetures, quelques articles de presse à sensation ont suffi à créer de longues files d'attente aux pompes. Ainsi, lorsque les pompes se sont taries, la fausse pénurie d'essence initiale est devenue réelle. La pénurie de gaz, cependant, s'est avérée être le point de crise – la demande industrielle supplémentaire soudaine a fait grimper les prix en flèche. Et si les médias ont surtout mis l'accent sur les conséquences pour les consommateurs nationaux, le problème le plus important était celui de l'agriculture, où le gaz est la principale matière première des engrais. Par la suite, la demande de pétrole ayant dépassé l'offre, le prix du pétrole a franchi la barre psychologique des 100 £ le baril, sans toutefois atteindre les sommets atteints de part et d'autre de la crise de 2008. Néanmoins, et même sans l'invasion ultérieure de l'Ukraine par la Russie, cela a marqué le début du troisième choc d'approvisionnement.

Si une augmentation du prix des ordinateurs portables, des abonnements à Netflix et des appareils d'exercice à domicile peut avoir un impact sur les chiffres de l'inflation, il est peu probable qu'elle entraîne une crise inflationniste. Cela s'explique par le fait que ces articles sont discrétionnaires. De sorte que, lorsque leur prix augmente, nous cessons de les acheter. Comme le dit le vieil adage, « la réponse à des prix élevés est des prix élevés ». Le pétrole, le gaz, l'électricité (car nous dépendons du gaz pour la produire) et les engrais (et les aliments que nous cultivons avec) sont une toute autre affaire. Dans de nombreux cas, ces produits sont essentiels – non seulement pour les ménages, mais aussi pour les transports, l'industrie et l'agriculture, dont les coûts plus élevés se traduisent également par des prix plus élevés dans l'ensemble de l'économie... Quatrième choc d'approvisionnement.

L'indignation suscitée par l'invasion de l'Ukraine par la Russie est compréhensible, mais il n'y avait rien d'inévitable dans la décision de la technocratie européenne de recourir à des sanctions pour miner les économies européennes. Néanmoins, cette décision a été prise et, apparemment, reste populaire même auprès des personnes qui luttent pour se nourrir et se chauffer cet hiver. Mais nous devons être lucides à ce sujet, il a pris une mauvaise situation de baisse de l'accès au pétrole et au gaz et l'a multiplié – et malgré la forte demande et les prix élevés, les producteurs tentent maintenant de réduire la production en prévision d'une récession à venir... cinquième choc de l'offre.

À une époque antérieure, les banques centrales occidentales avaient pour mission de maintenir une économie stable avec des taux d'inflation ne dépassant pas trois pour cent et n'étant pas inférieurs à un pour cent. Pendant plus d'une décennie après le krach de 2008, elles ont échoué, le taux d'inflation étant inférieur à 1 %. Les dépenses publiques pendant le blocage – la cause du choc initial de l'offre – ont inversé la situation, avec une inflation qui a bondi bien au-delà de trois pour cent. Et cette situation a été aggravée par d'autres chocs d'approvisionnement en énergie lorsque l'économie s'est ouverte à nouveau. Et donc, au lieu de s'en tenir à leur opinion initiale correcte selon laquelle l'inflation (monétaire) était temporaire, les banques centrales ont cligné des yeux. En utilisant la courbe de Phillips discréditée comme guide, elles se sont lancées dans l'augmentation la plus rapide des taux d'intérêt de l'histoire moderne pour générer une récession, créer un chômage élevé, afin d'écraser la demande économique.

Le danger inhérent à cette démarche – comme nous l'avons découvert à nos dépens entre 2005 et 2008 – est que, finalement, les choses commencent à s'effondrer d'une manière qui menace de faire s'écrouler toute l'économie. Le krach de 2008 n'a pas commencé par les prêts hypothécaires à risque, mais par une pénurie de dollars provoquée par les banques et les organisations bancaires parallèles qui ont cessé de prêter parce qu'elles avaient le sentiment que le risque de contrepartie était trop élevé. Et la raison de cette perception était la chute de la production mondiale de pétrole et la flambée des prix au-delà de 100 dollars le baril... en d'autres termes, une situation très similaire à celle d'aujourd'hui.

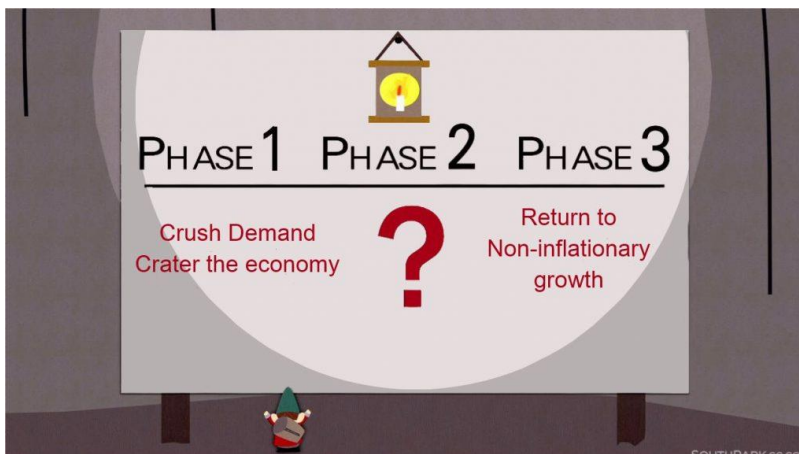
Les emprunteurs à risque, les entreprises à la limite de la rentabilité, et finalement les banques elles-mêmes, ont tous été victimes de la hausse des prix de l'énergie et de la réaction des banques centrales. De la même manière, nous assistons déjà aux premiers stades d'une crise aujourd'hui : les fonds de pension luttent pour rester solvables, les banques se battent pour obtenir des liquidités, les entreprises licencient ou réduisent les heures de travail, les ménages modifient radicalement leurs dépenses au détriment des biens de consommation courante afin de faire face à la hausse des prix de l'alimentation et de l'énergie, même si ces derniers restent élevés.

Le problème est ce que certains commentateurs appellent déjà « l'inflation déflationniste » – un cousin éloigné de la stagflation. En d'autres termes, les banques centrales ont probablement déjà réussi à dégonfler l'économie discrétionnaire, mais ne peuvent rien faire pour empêcher les prix dans les secteurs essentiels – alimentation, énergie, transports, etc. – de continuer à augmenter, car ils sont le résultat du choc d'offre en cours – et qui va probablement s'aggraver – plutôt que d'un excès de dépenses de consommation.

En fin de compte, bien sûr, l'économie subira suffisamment de dommages pour que l'offre finisse par dépasser la demande – mais si la Chine décide d'arrêter de jouer les idiots de Covid et ouvre son économie, nous serons confrontés à un choc d'offre encore plus important. Mais même si l'offre et la demande pouvaient être rééquilibrées, l'analyste Lyn Alden soulève une question essentielle – mais actuellement ignorée –... et ensuite ? Comme le souligne Alden, contrairement à ce qui s'est passé après 2008, lorsque nous avons profité d'une décennie de croissance de la production pétrolière, aujourd'hui, il n'y a pas de capacité supplémentaire et, en raison du verrouillage et des règles d'investissement ESG, il y a eu une incapacité à investir. Ainsi, dès que les banques centrales cesseront d'augmenter les taux, les prix de l'énergie repartiront en spirale – Alden utilise l'analogie suivante : on essaie de maintenir un ballon gonflé sous l'eau... dès que la pression est relâchée, il s'envole à nouveau.

Cela me fait penser à cet épisode de South Park dans lequel des gnomes sont surpris en train de voler des caleçons.

Lorsqu'on leur demande pourquoi ils font cela, il s'avère que leur plan pour faire des bénéfices est un peu flou en ce qui concerne la phase 2 – et ils n'en parlent donc pas. Il semble qu'il en soit de même pour les banques centrales et, en Royaume-Uni du moins, pour la classe politique :



Une combinaison de hausses de taux et de réductions des dépenses d'austérité peut écraser la demande au point que les prix de l'énergie et des denrées alimentaires commencent à baisser – tout comme ils l'ont fait pendant le lockdown – mais dès que nous tenterons de relancer l'économie – tout comme nous l'avons fait après le lockdown – les prix repartiront en spirale. En outre, comme pour le lockdown, une fois l'économie en récession, d'autres chocs d'approvisionnement vont se produire.

Il n'y a pas de phase 2, car toute alternative à un système de croissance infinie sur une planète finie est tellement désagréable pour les élites dirigeantes qu'elles préfèrent précipiter leurs économies dans une nouvelle ère sombre plutôt que de changer de cap. Il existe pourtant une autre voie, comme le soutient Alden. Au lieu de suivre le modèle des années 1970, nous pourrions nous inspirer des années 1940, lorsque l'inflation et les chocs d'approvisionnement n'étaient que trop courants. Mais parce que les économies occidentales étaient sur le pied de guerre, les gouvernements ont pu intervenir dans une bien plus large mesure pour freiner les excès des banques privées, pour ramener les banques centrales à leur rôle de serviteurs – plutôt que de maîtres – du peuple, et pour s'assurer que suffisamment de monnaie était donnée à ceux qui se trouvaient dans la moitié inférieure de la distribution des revenus, afin qu'au moins personne ne meure de faim. La guerre est peut-être différente cette fois-ci – nous luttons contre des pénuries d'énergie et de ressources qui nous obligent à remodeler radicalement nos économies – mais l'urgence est suffisamment réelle... Phase 2 ? Très probablement une sorte de réinitialisation de la monnaie.

▲ [RETOUR](#) ▲

.L'Est contre l'Ouest, la « marchandise » contre la « finance »

Kurt Cobb **Dimanche 30 octobre 2022**

Resource Insights

Commentateur indépendant sur l'actualité de l'environnement et des ressources naturelles
KURT COBB



Alors qu'un conflit militaire fait rage en Ukraine entre la Russie et ce que le gouvernement russe appelle

« l'Occident » (ce qui signifie apparemment les alliés de l'OTAN et en particulier les États-Unis), il existe une bataille économique parallèle entre les « trucs » et la « finance ». Les deux catégories sont affectées par les régimes de sanctions économiques imposés par chaque partie. Mais il existe une différence frappante dans ce que chaque camp a à vendre.

Dans les pays avancés, le pourcentage de l'économie totale consacré aux services dépasse depuis longtemps celui consacré aux biens. Cela reflète la productivité croissante des travailleurs de l'industrie manufacturière, de l'exploitation minière, de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche, qui permettent à un grand nombre de personnes de travailler dans le secteur des services. Ces industries de matières premières et de biens fournissent tout ce dont nous avons besoin dans l'économie des services pour rester en vie et fournir nos services.

Le fait qu'**aux États-Unis, par exemple, le secteur des services représente près de 77 % de l'activité économique totale** témoigne de la remarquable augmentation de la productivité des industries des matières premières et des biens. En Royaume-Uni, le pourcentage est d'environ 70 pour cent. En Russie, le pourcentage est un peu plus faible, environ 68 %, ce qui peut refléter les apports relativement importants de l'exploitation minière, de la sylviculture et de l'agriculture dans l'économie russe.

Mais quel que soit le pourcentage, toutes les industries de services restent totalement dépendantes des secteurs des matières premières et des produits manufacturés pour fonctionner. Cela est devenu encore plus évident à la suite des augmentations de prix sur les produits essentiels et des perturbations du commerce qui ont résulté du conflit entre la Russie et l'Ukraine en raison des sanctions économiques imposées par les deux parties au conflit.

Les économies occidentales sont aujourd'hui dominées par la finance et l'immobilier. J'entends par là qu'elles comptent un grand nombre de personnes travaillant dans les secteurs financiers, notamment les services bancaires et d'investissement, les assurances et le courtage, la location et la gestion de biens immobiliers. Aux États-Unis, par exemple, les secteurs qui fournissent des « biens » à l'économie (fabrication, exploitation minière, agriculture, sylviculture et pêche) représentent 19,4 % de l'économie, tandis que le secteur de la finance, de l'assurance et de l'immobilier (FIRE) en représente 17,8 %, selon le Bureau of Economic Analysis des États-Unis.

Mais cela sous-estime l'importance de la finance car, secteur après secteur, l'économie est transformée en un actif financier régi par les impératifs de la finance plutôt que par la logique du service aux clients. L'achat d'hôpitaux et de cabinets médicaux par des sociétés de capital-investissement – qui n'ont généralement aucune expertise dans la gestion des entreprises de soins de santé, mais une grande expertise dans l'extraction d'argent des entreprises – vient à l'esprit. Le même type d'extraction de richesses et de réduction du service est en train de se produire dans l'industrie de la presse, où les sociétés de capital-investissement rachètent un journal après l'autre.

Pour comprendre pourquoi notre économie mondiale vacille si facilement face à une épidémie et maintenant à une guerre accompagnée de restrictions sévères sur le commerce, il est utile de regarder l'économie non pas à travers le visuel d'un diagramme circulaire, mais plutôt comme une pyramide inversée avec les secteurs relativement minuscules de l'agriculture, des mines et des services publics qui soutiennent toutes les autres activités. Pour voir comment j'ai représenté cela, il est utile de revoir un article que j'ai écrit en 2007 intitulé « Upside down economics ». Il s'agit d'une vision écologiste du fonctionnement réel de l'économie.

Aujourd'hui, nos services reposent plus que jamais sur les petits secteurs qui produisent des matières premières et l'énergie nécessaire pour transformer ces matières en quelque chose que nous pouvons utiliser dans la fabrication, la construction et le transport. Les perturbations dues à des pénuries dans ces domaines vitaux se répercutent sur l'ensemble de l'économie.

Ceux qui regardent leurs factures de services publics dans le monde entier, mais surtout en Europe, ressentent les impacts extrêmes que nous connaissons sur le marché de l'énergie. Par exemple, en Europe, le gaz naturel se négocie à des prix plusieurs fois supérieurs à ceux du début de l'année dernière, lorsque les tensions entre l'Europe et la Russie étaient faibles et qu'aucune guerre n'était en vue.

Les sanctions de grande envergure imposées au commerce russe par les alliés de l'OTAN et d'autres partisans de l'Ukraine étaient censées paralyser l'économie russe. Elles ont certainement fait mal, mais nous ne disposons d'aucune information fiable sur leur ampleur. Ce qui semble avoir fait encore plus mal, c'est la baisse de la disponibilité du pétrole et du gaz naturel due à la réduction des exportations russes, la baisse des exportations d'engrais de la Russie et du Belarus, qui sont tous deux de gros exportateurs, et la baisse des exportations de métaux des nombreuses mines russes.

Tout cela conduit à des fermetures dévastatrices d'activités industrielles à forte intensité énergétique en Europe en raison des prix élevés de l'énergie qui rendent leurs produits non compétitifs. Ces industries comprennent l'acier, les engrais, l'aluminium et certains secteurs manufacturiers tels que la fabrication du verre. Bien entendu, les commerces de détail à forte consommation d'énergie, comme les boulangeries qui ont besoin de grandes quantités de chaleur, peuvent tout simplement faire faillite parce qu'ils ne peuvent pas transférer leurs activités ailleurs.

Depuis l'époque où Margaret Thatcher était Premier ministre de Royaume-Uni, la philosophie occidentale veut que toutes les activités et relations soient régies par le marché et la logique de la finance. Thatcher est célèbre pour avoir dit : « La société n'existe pas. Il y a des hommes et des femmes individuels et il y a des familles ».

Il est difficile de comprendre comment les gens peuvent faire cause commune efficacement avec une telle éthique. Et nous disposons d'une expérience presque parfaite concernant cette approche britannique par rapport à l'approche norvégienne du gouvernement. Le Royaume-Uni et la Norvège se sont vu attribuer des zones de la mer du Nord pour l'exploration du pétrole et du gaz naturel, des zones dont la dotation en hydrocarbures est à peu près équivalente.

Le Royaume-Uni a décidé que la meilleure façon d'exploiter ce pétrole et ce gaz était de laisser les entreprises privées le faire. Ces entreprises ont effectivement extrait le pétrole et le gaz des fonds marins et les ont mis à la disposition du Royaume-Uni et de l'Europe. Le Royaume-Uni est devenu un important exportateur d'énergie. Mais comme l'incitation des entreprises privées est de produire le plus de pétrole et de gaz possible et le plus rapidement possible au profit des actionnaires, le Royaume-Uni est un importateur net de produits pétroliers depuis 2013 et un importateur de gaz naturel depuis encore plus longtemps.

La Norvège a décidé de gérer sa partie de la mer du Nord par le biais de sa compagnie pétrolière d'État et par une supervision attentive des entreprises privées. Les sommes provenant de la part gouvernementale des revenus ont été versées dans un fonds souverain destiné à répondre aux besoins de la population norvégienne. Aujourd'hui, la Norvège possède le plus grand fonds de ce type au monde. Et le pays continue d'exporter de grandes quantités de gaz naturel vers l'Europe ainsi que de grandes quantités de pétrole.

Pour être juste, la population du Royaume-Uni est de plus de 68 millions d'habitants et celle de la Norvège d'environ 5,5 millions. Néanmoins, la différence d'approche et de résultats illustre bien ce qui se passe lorsqu'un pays met l'accent sur la transformation de « choses » en argent le plus rapidement possible et qu'un autre s'attache à maximiser le bien-être de sa population à long terme en gérant avec soin à la fois les « choses » dont il dispose et les récompenses financières que ces « choses » produisent.

Par hasard, la Russie est un pays qui possède d'énormes ressources naturelles : du pétrole et du gaz, d'immenses terres fertiles pour l'agriculture – elle est le troisième producteur et le premier exportateur de blé au monde – des métaux, des pierres précieuses et de vastes forêts. La Russie ne gère probablement pas ces ressources de la même manière que la Norvège a géré ses ressources pétrolières et gazières. Mais les Russes ont beaucoup de « choses » encore dans le sol et disponibles chaque année dans leurs champs agricoles. Toute cette générosité semble avoir quelque peu protégé le pays des sanctions.

Il semble de plus en plus évident que l'accent mis sur la "finance" sera moins gratifiant et que l'accent mis sur

la »matière « deviendra plus important pour les nations du monde. La tendance à ramener la fabrication chez soi, à produire plus d'énergie localement et à cultiver plus d'aliments et de fibres pour la consommation intérieure sera stimulée par les pays suffisamment avisés pour voir le changement de tendance.

L'intégration de l'économie mondiale favorise ceux qui contrôlent la finance et peuvent donc extraire des paiements toujours plus importants des systèmes centralisés dont ils sont les propriétaires ou les responsables. La démondialisation – qui était déjà en cours en raison des effets de la pandémie sur les lignes d'approvisionnement et qui s'accélère maintenant à cause de la guerre – favorisera de plus en plus ceux qui contrôlent les marchandises. Et il s'avère que les biens sont bien plus importants pour soutenir notre vie quotidienne que les manipulations des titans de la finance.

▲ [RETOUR](#) ▲

.Armes de délire de masse

Par Tom Lewis | Le 27 octobre 2022 | Culture



*Nous aimons penser que nos dirigeants sont tout-puissants.
Malheureusement, c'est aussi leur cas.*

Nos dirigeants sont des gens exactement comme nous.

Les progressistes sont à l'aise – et réconfortés par – le fait de ridiculiser les délires de l'extrême droite américaine, du Big Lie sur les élections de 2020 aux diverses théories du complot incubées par Q Anon et Fox News. Mais ce ne sont que les derniers délires à prendre racine sur la place publique et à rompre les trottoirs. Certaines des notions les plus durables et les plus toxiques de ces idées erronées sont tenues aussi fermement par les progressistes que par les personnes d'autres obédiences.

En Amérique, à l'heure actuelle, la notion la plus grave et la plus répandue est que quelqu'un est responsable. Le président américain, par exemple, « gère » l'économie, utilisant ses pouvoirs magiques pour « créer » des emplois, faire exploser la bourse et fixer les prix de tout, de l'essence aux carottes. Ces balivernes ont coloré l'attitude des gens envers leurs dirigeants depuis très longtemps. Dans l'Antiquité, les rois et les empereurs étaient souvent portés sur leurs trônes parce qu'ils s'attribuaient le mérite du beau temps et des récoltes abondantes, puis étaient jetés dans le volcan le plus proche lorsque le temps, comme toujours, devenait mauvais.

Mais cette attitude n'est pas universelle. Les colonisateurs européens d'Amérique se sont épuisés à essayer de conclure des accords avec les autochtones, car les tribus ne reconnaissaient aucun individu comme leur « chef » et prenaient toutes les décisions importantes ensemble, en conseil, et la décision n'était prise qu'à l'unanimité. (La notion de « chef » indien comme sage décideur pour son peuple est un mythe européen, même si les tribus nommaient, lorsque cela était nécessaire, des chefs de guerre pour commander au combat). Les autorités britanniques qui tentaient de s'emparer de terres devinrent si frustrées par les Iroquois avec lesquels elles traitaient qu'elles nommèrent un indigène amical comme « roi » de son peuple, organisèrent un somptueux couronnement et annoncèrent qu'elles ne traiteraient désormais qu'avec lui. Les Iroquois n'y prêtèrent aucune attention.

Dans notre culture, le besoin de croire que quelqu'un, quelque part, dirige tout est omniprésent. C'est peut-être

ce besoin qui a poussé les premiers hommes à inventer une puissance supérieure à leur image, dotée d'une multitude de superpouvoirs, qu'ils devaient ensuite implorer.

Le fait est que les communautés, les pays, les économies et les guerres sont bien trop complexes pour être pleinement compris, et encore moins gérés, par un seul individu. Croire que quelqu'un est responsable n'est pas une croyance, en réalité, c'est une façon d'éviter le travail difficile qui consiste à prendre conscience de la situation et à assumer la responsabilité de nos propres actions. Lorsque le prix du carburant baisse, nous achetons d'énormes camionnettes et des Humvees et nous roulons, bébé, roule. Lorsque le prix de l'essence augmente et que le changement climatique se profile, vendons-nous le véhicule énergivore pour acheter un véhicule plus gourmand en carburant ? Non, on maudit le président. C'est beaucoup plus facile.

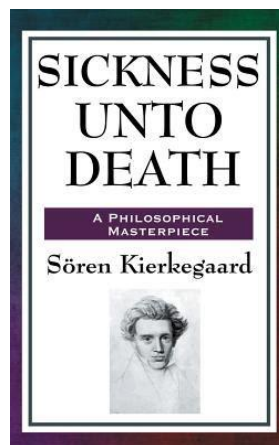
Vous pensez peut-être que le commandement descendant ne peut pas être si mauvais, puisqu'il fonctionne si bien dans l'armée. Je vous invite à revoir les performances de la vénérable armée russe qui a exécuté – je veux dire assassiné de sang-froid – son plan d'invasion de l'Ukraine au cours d'un long week-end. Ou lisez une histoire de la guerre du Vietnam. (L'une des premières choses que j'ai apprises sur l'armée américaine lorsque j'y étais, c'est qu'elle ne sait pas compter ; j'étais dans une compagnie de quartier général de fort d'environ 250 personnes, dont un grand nombre [y compris moi, avant très longtemps] vivaient en dehors de la base et avaient des emplois à temps partiel, contrairement aux règlements de l'armée. Les commandants de la compagnie le savaient – ils savaient depuis des mois que moi, en particulier, je le faisais – et n'ont jamais attrapé aucun d'entre nous.

Contre toute évidence, le mythe du commandant omnipotent et omniscient est profondément ancré en nous, en grande partie parce qu'il nous permet de nous en tirer à bon compte. Mais ce n'est qu'un mythe, et nous nous y accrochons à nos risques et périls.

▲ [RETOUR](#) ▲

La maladie jusqu'à la mort

Simon Sheridan 29 octobre 2022



Voici une question : quelle est la différence entre ne pas être capable de faire quelque chose et ne pas vouloir faire quelque chose ?

Dans le cours normal des choses, la distinction n'est pas problématique. Nous savons ce que c'est que d'être frustré parce que nous voulons faire quelque chose mais que nous n'avons pas les compétences pour le faire correctement. Nous savons ce que c'est que de ne pas être capable de faire quelque chose, d'apprendre à le faire (par la volonté), puis d'être capable de le faire. Nous savons ce que c'est que d'arrêter de faire quelque chose parce que nous ne voulons plus le faire. Et nous savons ce que c'est que de vouloir arrêter de faire quelque

chose, mais de le faire quand même parce que nous devons le faire.

Toutes ces situations sont facilement compréhensibles lorsque nous avons une compréhension claire et consciente de ce qui se passe. Mais qu'en est-il des situations moins claires ? Permettez-moi de vous donner un exemple détaillé d'une occasion étrange de ma vie, qui a été le premier moment où j'ai commencé à me poser la question.

Le contexte de l'histoire est que je jouais beaucoup de musique et que je me suis beaucoup impliqué dans l'enregistrement et l'ingénierie audio. Je jouais dans un groupe de rock avec quelques amis et nous venions de trouver un nouveau batteur. Ce n'était pas mon choix de l'avoir dans le groupe car je voyais bien qu'il n'était pas très bon, mais j'ai été mis en minorité. Ça n'avait pas beaucoup d'importance. On ne faisait que des concerts de temps en temps. Et le nouveau gars semblait être amusant, même s'il n'était pas particulièrement bon à la batterie.

À l'époque, j'avais un petit studio que j'utilisais pour enregistrer et nous travaillions sur un EP pour le groupe. J'ai invité le batteur à venir faire une séance d'enregistrement. Cela l'aiderait à apprendre les chansons et me permettrait de m'entraîner à enregistrer son kit. Il a pensé que c'était une bonne idée et nous avons fixé un rendez-vous un dimanche après-midi.

Il y a un autre élément important du contexte de l'histoire que les non-musiciens doivent connaître. Les pistes d'entraînement que nous avons enregistrées pour l'EP étaient faites avec un métronome. Quiconque a appris un instrument de musique se souvient probablement de la difficulté de jouer contre un métronome quand on est débutant. Cela demande de l'entraînement et peut être très frustrant. J'étais certain que notre nouveau batteur ne s'entraînait pas avec un métronome et, comme nous allions le découvrir tous les deux, j'avais raison. Et c'est là que la bizarrerie a commencé.

La scène est familière à tous ceux qui ont fait des enregistrements musicaux : le batteur a installé sa batterie et une paire d'écouteurs. Je suis assis devant l'ordinateur et mon travail consiste simplement à appuyer sur le bouton d'enregistrement. La piste commence alors à être diffusée dans les écouteurs et le batteur joue avec. Tous les autres membres du groupe ont enregistré leur partie du morceau, et le batteur ne fait que compléter ses parties. Imaginez que c'est un karaoké pour batteurs.

Dès la première prise, un schéma s'est établi. La chanson démarrait, le batteur commençait à jouer et il fallait généralement 15 à 20 secondes avant qu'il ne soit désynchronisé par rapport à la piste de fond. On s'arrêtait et on recommençait. Parfois, je lui faisais écouter l'enregistrement pour qu'il puisse voir où il avait déraillé.

Depuis le peu de temps que je le connaissais, le batteur avait l'air d'être un type enjoué et extraverti. Il était de bonne humeur lorsqu'il est arrivé au studio pour ce qui était censé être une chose amusante et détendue à faire autour de quelques bières un dimanche après-midi. C'est comme ça que ça a commencé, mais il est rapidement devenu frustré par son incapacité à jouer en rythme avec la chanson. J'avais fait de l'enregistrement audio depuis assez longtemps pour savoir qu'il était bon de garder l'énergie. Je l'ai rassuré en lui disant qu'il n'y avait aucune pression, que c'était juste pour s'amuser, que j'effacerais toutes les pistes par la suite, que le but principal était qu'il apprenne les chansons, toutes les choses que les ingénieurs du son apprennent à faire pour garder les musiciens motivés.

Néanmoins, l'humeur du batteur continuait à se dégrader. J'attendais qu'il dise simplement qu'il ne voulait plus



*Le meilleur ami (et le pire ennemi)
d'un instrumentiste*

le faire. Mais ce qui s'est passé était encore plus étrange. Après avoir essayé de jouer contre les pistes de fond pendant moins de 30 minutes, il a arraché ses écouteurs et s'est mis en colère en déclarant que « ce n'était pas du rock'n'roll. Le rock'n'roll n'est pas censé être joué avec un métronome ».



Conseil de pro pour les rockeurs : lorsque vous avez absolument besoin d'être sûr que vos écouteurs ne tombent pas, collez-les sur votre front avec du ruban adhésif.

J'aurais pu ne pas être d'accord avec lui. Avant l'enregistrement moderne, qui se fait presque toujours au métronome, le travail principal du batteur consistait à se rapprocher le plus possible du métronome. Ringo Starr n'était pas un batteur techniquement avancé. Il a obtenu le poste parce qu'il pouvait tenir le rythme, ce qui n'était pas le cas de Pete Best. Les autres Beatles l'appelaient même leur métronome. Keith Moon, un vrai rockeur s'il en est, a été l'un des premiers batteurs à jouer avec un métronome, ce qui était nécessaire lorsque les Who ont commencé à utiliser des pistes

synthétiques.

J'aurais pu ne pas être d'accord avec sa déclaration, mais c'était déjà bizarre de se plaindre puisque la raison pour laquelle nous étions au studio était que le batteur pouvait jouer sur des pistes d'accompagnement et qu'il savait que c'était ce qu'il allait faire. Alors, j'ai juste acquiescé et j'ai dit d'autres choses pour détendre l'atmosphère. J'ai suggéré que nous fassions une courte pause et nous sommes sortis un moment.

Lorsque nous sommes revenus, il n'a fallu que quelques minutes pour qu'une chose encore plus étrange se produise : après une autre tentative ratée de jouer le jeu, le batteur a commencé à dire qu'il se sentait malade. Après quelques tentatives ratées de plus, il a retiré ses écouteurs et a déclaré qu'il valait mieux s'arrêter là, car il était probablement en train de contracter une grippe. Donc, c'est ce que nous avons fait. Quelques semaines plus tard, le batteur avait quitté le groupe.

Pour revenir à la question initiale que j'ai posée au début de ce billet : quelle est la différence entre ne pas pouvoir faire quelque chose et ne pas vouloir le faire.

Le batteur était incapable de jouer en suivant un métronome. C'était clair. Le grand avantage du métronome, et la raison pour laquelle il est un outil si précieux pour les instrumentistes en herbe, est qu'il fournit une norme objective à laquelle se mesurer. Le métronome montre clairement que l'affirmation « vous êtes incapable de jouer au métronome » est objectivement vraie. J'avais suffisamment d'expérience de l'enregistrement au moment où cet incident s'est produit pour savoir que la plupart des gens reconnaîtraient simplement ce fait. Ils diraient quelque chose comme « ça ne marche pas. Je vais rentrer chez moi et m'entraîner avec un métronome ».

Le batteur n'a pas reconnu ce fait. Sa première réponse était une sorte bizarre d'objection morale : « ce n'est pas bien de jouer du rock'n'roll avec un métronome ». Sa deuxième réponse a été de se sentir malade. À propos de ce deuxième point, il convient de noter qu'il pourrait s'agir d'une simple excuse. En argot australien, on appelle cela « chucking a sickie ». C'est une façon de s'absenter du travail. Mais cela n'avait pas de sens dans ce contexte. Nous n'étions pas au travail. Il n'avait pas besoin d'inventer une excuse. Il aurait pu simplement dire qu'il n'aimait pas ça et qu'il ne voulait plus le faire. Da's le pire des cas, il aurait pu quitter un groupe da's le uel il n'étaï' que depuis une semaine.

Avec le recul, je me rends compte que la fierté du batteur a été attaquée. Il avait honte de dire qu'il n'était pas capable de jouer au métronome et l'étrange moralisation et la maladie soudaine étaient une couverture pour cette honte.

Ce qui m'a fait repenser à l'incident du batteur récemment, c'est la lecture du roman dont j'ai parlé dans les

derniers billets, Les Frères Karamazov. L'orgueil et la honte jouent un rôle énorme dans ce roman et plusieurs scènes du livre sont exactement analogues à mon incident avec le batteur. Il y a des personnages qui montent sur leurs grands chevaux, mais leur indignation morale n'est toujours qu'un vernis fragile pour divers états émotionnels, y compris la honte. L'étrange moralisation du batteur était exactement comme cela.

À propos de la maladie soudaine, Dostoïevski fait plusieurs fois référence aux médecins et à la médecine sur un ton moqueur, ce que je peux apprécier après avoir été témoin du comportement de l'establishment médical au cours des deux dernières années et demie. Mais lorsqu'un personnage du livre tombe soudainement malade, c'est toujours parce qu'il subit un stress émotionnel ou, pour être plus précis, existentiel. Cela peut paraître hyperbolique, mais c'est exactement ce qui se passait avec le batteur de mon histoire.

Le thème des transgressions morales et de leurs ramifications émotionnelles entraînant une maladie soudaine est pratiquement un cliché de la littérature du XIXe siècle, où l'on parlait généralement de « fièvre cérébrale ». Cela arrivait presque toujours aux personnages féminins aristocratiques. La femme qui se trouve moralement compromise, généralement en raison d'un intérêt amoureux qui serait considéré comme incroyablement insipide selon les normes modernes, finit par s'évanouir sur le canapé, puis se couche. Un médecin malchanceux est envoyé sur place et déclare qu'il n'a pas la moindre idée du problème, car la femme semble physiquement en bonne santé. Aucun des autres personnages ne sait non plus ce qui se passe, mais nous, le lecteur, le savons.

Cela nous amène à une variation de la question posée au début de ce billet : êtes-vous vraiment (physiquement) malade ou est-ce dans votre tête ?

Dans notre vision matérialiste du monde, la maladie est toujours physique. Mais le phénomène de se sentir malade sous l'effet d'une contrainte émotionnelle (existentielle) est beaucoup plus courant que nous le pensons. Je peux en témoigner à partir de mon hobby, la dynamophilie.

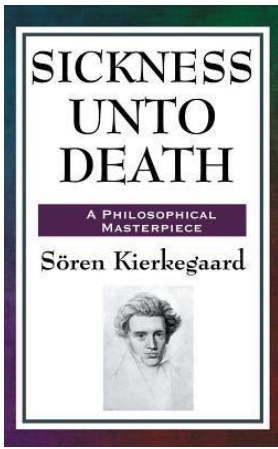
Après avoir pratiqué le powerlifting pendant un certain temps, vous apprenez à soulever des poids suffisamment lourds pour être dangereux. (C'est pourquoi vous devriez toujours faire du powerlifting avec un club ou un ami expérimenté). Lorsque vous entrez dans la salle de sport pour essayer de soulever deux fois votre poids corporel pour la première fois, vous êtes à juste titre nerveux. Vous commencez à penser à ce qui va se passer si les choses tournent mal. Votre esprit va peut-être commencer à vous jouer des tours. Vous pouvez commencer à vous sentir un peu nauséux et c'est comme si une petite voix dans votre tête vous disait "vous n'avez pas vraiment besoin de faire ça. Tu ferais mieux de rentrer chez toi et de te reposer. Vous pourriez attraper la grippe. »



Pour ceux qui ne le savent pas, la dynamophilie est un sport qui comporte trois levées : le squat, le bench et le deadlift.

Je soupçonne que la raison pour laquelle le principal groupe démographique qui était sceptique, même au plus fort de l'hystérie initiale de l'effet corona, était les athlètes professionnels et les accros de la gym, et la raison en est que ces deux groupes ont une longue pratique pour apprendre à faire la différence entre être physiquement malade/blessé et être trompé par l'esprit.

Comme je l'ai noté dans des articles précédents, ce n'est pas une coïncidence si toutes ces complexités psychologiques ont commencé à apparaître au 19^{ème} siècle parmi les classes supérieures en Europe, car c'est à cette époque que le subconscient a été découvert. Nous le voyons dans le concept de la volonté de Schopenhauer, nous le voyons dans la littérature du 19^e siècle et, plus tard, chez Freud et Jung qui ont gagné leur vie en s'occupant exactement du type de femmes qui souffraient de la « fièvre du cerveau ».



Mais, pour autant que je sache, le philosophe qui a le mieux répondu à la question que j'ai posée au début de ce billet est quelqu'un qui a également écrit au 19^e siècle, à savoir le penseur danois Søren Kierkegaard dans son livre *The Sickness Unto Death*.

« ...il n'y a pas de spécification dialectique appropriée à la transition entre le fait d'avoir compris quelque chose et celui de le faire. »

Résumons à nouveau mon histoire de batteur du point de vue kierkegaardien. Le batteur a « compris » que c'était une bonne idée de s'entraîner en suivant les pistes d'accompagnement. Il était suffisamment enthousiaste à l'idée pour accepter de passer un dimanche après-midi à le faire. La question est de savoir ce qui s'est passé ensuite pour le faire changer d'avis.

Kierkegaard introduit l'idée de Socrate selon laquelle la compréhension et l'éthique sont identiques. En d'autres termes, une personne qui comprend ce qui est juste fait ce qui est juste. Faire le mal signifie que l'on n'a pas compris. Cela conduit à une explication bizarre du comportement du batteur. Cela signifie qu'il a compris au début de la séance d'entraînement qu'il était bon de s'entraîner, mais qu'il a oublié la vérité à mi-chemin. Dans ce cas, l'approche correcte pour remédier au problème serait d'avoir un dialogue socratique pour le ramener à une compréhension correcte.

Le problème, bien sûr, était que le batteur n'argumentait pas rationnellement. S'il s'était retourné et avait dit qu'il ne pensait pas que s'entraîner était une bonne idée, alors nous aurions pu avoir un dialogue socratique rationnel sur le sujet. Mais il ne l'a pas fait. Au lieu de cela, il a avancé un argument moral arbitraire, puis il est tombé malade. Pour autant que je sache, il n'existe aucun dialogue chez Platon où l'un des interlocuteurs de Socrate tombe soudainement malade et doit se retirer de la scène. La question du subconscient n'est pas présente dans la philosophie grecque. Soit vous comprenez consciemment, soit vous ne comprenez pas. Si vous ne comprenez pas, il faut vous faire comprendre consciemment par la dialectique.

L'explication de Kierkegaard introduit le concept de volonté. Par volonté, il entend ce que Freud et Jung appelleront plus tard le subconscient/inconscient. L'esprit conscient est la compréhension. Le subconscient est la volonté. La question qui se pose alors est la suivante : comment savoir si quelqu'un agit par compréhension (conscience) ou par volonté (subconscient) ?

Le batteur ne voulait-il plus (volonté) poursuivre la pratique ? La réponse est clairement : oui. Était-il conscient qu'il ne voulait plus continuer ? Comprendait-il pourquoi dans son esprit conscient ? La réponse étrange est : probablement pas.

La nature objective du métronome donnait une mauvaise image du batteur. Il mettait en évidence ses défauts en tant que musicien. Cela introduit des émotions telles que la honte et ces émotions affectent la compréhension. La distinction entre la compréhension consciente et la volonté subconsciente n'est pas binaire comme le supposait Socrate. Nous avons des quantités différentes de compréhension consciente, même sur le contenu de nos propres esprits, et notre compréhension peut changer avec le temps. Si une personne ne comprend pas son propre esprit, comment quelqu'un d'autre pourrait-il le comprendre ?

L'idée que quelqu'un d'autre puisse comprendre est à la base de la psychanalyse. Dans le cadre de la psychologie moderne qui suit Freud et Jung, nous pourrions attribuer le comportement du batteur à des complexes ou à des psychoses. Nous pourrions les formuler comme des maladies psychologiques et nous installerions le batteur sur le divan pour lui demander ce qu'il a ressenti lorsqu'il s'est avéré qu'il ne pouvait pas jouer en suivant un métronome. Nous pourrions supposer que le métronome a déclenché un complexe d'infériorité qu'il a eu parce que ses parents ne lui ont pas accordé suffisamment d'attention dans son enfance, ou autre.

Pour Socrate, de tels épisodes sont ironiques et comiques et c'est ainsi qu'apparaissent les interlocuteurs d'un dialogue socratique lorsqu'ils tâtonnent dialectiquement en se contredisant. On pourrait imaginer une comédie à sketches mettant en scène un batteur qui se présente à l'entraînement, puis fait semblant d'être malade ou invente des raisons morales ou autres pour ne pas pouvoir jouer. Un bon auteur comique pourrait y trouver beaucoup de matière et nous pourrions rire aux dépens du batteur. Pensez par exemple au film *Spinal Tap* ou au sketch classique « more cowbell ».

Lorsque de telles choses se produisent dans la vie réelle avec quelqu'un que vous connaissez, ce n'est pas drôle. C'est déroutant et déroutant. Pour Dostoïevski et Kierkegaard, c'est plus que cela. Leur cadre est un cadre éthico-religieux qui implique une interprétation de la doctrine chrétienne à l'aide des concepts de conscience, de désespoir et de péché. Selon cette façon de voir, l'entendement/conscience est le bien tandis que la « volonté » représente les parties inférieures de la psyché. Permettre aux parties inférieures de la psyché de triompher du bien en obscurcissant l'entendement, c'est pécher.



*J'ai la fièvre :
La seule prescription est « encore plus de symptômes »*

« ...le péché ne consiste pas pour l'homme à ne pas avoir compris ce qui est juste, mais à ne pas vouloir le comprendre, et à ne pas vouloir faire ce qui est juste. »

Socrate dirait que le batteur ne comprend plus ce qui est juste lorsqu'il abandonne et quitte la séance d'entraînement. Kierkegaard et Dostoïevski diraient qu'il ne voulait pas vouloir comprendre ce qui était juste. Il a cédé à ses désirs primaires. Il a péché.

Dans le cadre de notre morale utilitaire moderne où nous jugeons les événements par leurs conséquences, tout cela ressemble à une tempête dans un gobelet. Aucun dommage n'a été fait par le batteur qui s'est retiré. Personne n'a été blessé. Par conséquent, il n'y a pas de problème moral. Mais pour Dostoïevski et Kierkegaard, ce sont exactement ces moments qui sont révélateurs, car une fois que vous avez cédé au subconscient, cela devient une habitude et vous vous écarterez du chemin du bien, petit pas par petit pas. Notez que ceci est littéralement vrai pour un batteur qui ne veut pas s'entraîner au métronome. Ses chances de devenir un bon batteur sont infimes.

Les Frères Karamazov est rempli d'exemples de personnes qui s'écartent du bien et des différents niveaux de conscience de chaque personnage à ce sujet. Certains personnages ne se rendent jamais compte consciemment de ce qui se passe, même dans leur propre comportement. Leur esprit conscient (conscience) ne comprend même plus le bien. Les personnages les plus nobles sont dans une lutte qui est la lutte entre la connaissance de ce qui est bon et l'incapacité à l'atteindre. Cette lutte est ce que Kierkegaard a appelé la maladie jusqu'à la mort, une métaphore qui est particulièrement poignante après les événements de ces trois dernières années. Nous cherchons immédiatement des causes matérielles à toutes les maladies, mais Dostoïevski et Kierkegaard laissent entendre qu'une grande partie des maladies sont en réalité spirituelles.

De nos jours, alors que la religion chrétienne semble en phase terminale de déclin et que l'interprétation dostoïevskienne/kierkegaardienne est encore moins connue, nous avons glissé vers un choix entre la compréhension grecque antique de ces questions et une interprétation psychologique moderne. Nous pouvons rire d'un rire socratique de l'irrationalité du monde ou nous pouvons dire que les gens sont « fous » ou « insensés ». De tels épithètes sont lancés par milliers sur l'internet chaque jour, mais sont également présents dans l'explication de la psychose de formation de masse pour la couronne, par exemple.

Dostoïevski et Kierkegaard diraient que la cause sous-jacente est éthico-religieuse : nous avons perdu notre compréhension du bien. Nous l'avons fait parce que nous avons cédé aux désirs primaires, c'est-à-dire à la volonté. Ils ont certainement raison dans une certaine mesure. Il suffit de voir l'absence totale de comportement éthique au cours des trois dernières années ; le mensonge, l'éclairage et la manipulation omniprésents dans le

discours public ; le recours à la force pour faire taire les dissidents ; la censure ; la militarisation du système financier. Tout cela témoigne d'un manque de compréhension éthique. Si Dieu (le bien) n'existe pas, tout est permis.

Bien que cela se manifeste de manière plus évidente au niveau de la politique, pour Dostoïevski et Kierkegaard, il s'agit fondamentalement d'un problème individuel. Si nous choisissons le brouillard des abstractions rationnelles, si nous nous laissons aller à des discours moraux de bas étage et si nous accordons une confiance aveugle aux partis politiques, c'est précisément parce que nous avons perdu la trace de notre moi. La réponse consiste à revenir à soi et à redécouvrir le bien au niveau individuel. Ce n'est pas une tâche glorieuse. Elle n'a rien d'héroïque. Elle ne vous fera pas gagner des likes sur les médias sociaux. Mais sans cela, vous serez toujours en train de vous battre contre des moulins à vent.

▲ [RETOUR](#) ▲

.Que faire si l'Europe perd le gaz naturel russe ?

Les chauffages électriques pourraient aider les gens à s'en sortir

David Schneider 09 avril 2022

IEEE Spectrum



Dessin humoristique d'un homme en uniforme jaune tenant une prise électrique géante
Une illustration de style Rosie-the-Riveter de Rewiring America.

Pour éviter les sanctions, la Russie a exigé que les membres de l'Union européenne commencent à payer le gaz naturel qu'elle achète en roubles plutôt qu'en dollars ou en euros, menaçant de couper les approvisionnements s'ils ne le font pas. Et la récente révélation des atrocités commises par l'armée russe en Ukraine a relancé les appels au boycott du gaz russe, une action que les pays européens peinent à mettre en œuvre.

Avant même tout cela, une semaine à peine après le début de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) a publié un communiqué de presse intitulé « Comment l'Europe peut réduire considérablement ses importations de gaz naturel en provenance de Russie en un an. » Le plan en 10 points de l'AIE comprend des stratégies visant à remplacer le gaz russe (qui représente près de 40 % de tout le gaz naturel consommé par l'UE) par d'autres sources d'énergie et à réduire la demande.

La première des prescriptions de l'AIE pour réduire la demande est d'« accélérer le remplacement des chaudières à gaz par des pompes à chaleur ». Les pompes à chaleur sont, en gros, des climatiseurs qui fonctionnent à l'envers. Alimentées par l'électricité, elles peuvent « pomper » la chaleur de l'environnement à une température plus froide dans un bâtiment à une température plus chaude.

Aux États-Unis, la perception commune est que les pompes à chaleur ne conviennent qu'aux climats relativement chauds. Par exemple, Trane, l'un des principaux fabricants d'équipements de chauffage et de refroidissement, indique sur son site Web « que les pompes à chaleur conviennent mieux aux climats modérés ». Carrier, un autre

fabricant américain de premier plan, fait écho à ce message sur son site Web en affirmant que « les pompes à chaleur sont plus courantes dans les climats plus doux, où la température ne descend généralement pas en dessous du point de congélation. »

« Cela a été l'un des mythes », déclare Jan Rosenow, directeur du programme européen du Regulatory Assistance Project, « que les pompes à chaleur ne fonctionnent pas dans les climats froids ». Il considère qu'il s'agit d'une désinformation « provenant d'une industrie qui est menacée. » Ce malentendu est courant non seulement aux États-Unis, dit M. Rosenow, mais aussi dans les pays européens qui n'ont pas beaucoup de pompes à chaleur.

La répartition des pompes à chaleur en Europe corrobore l'affirmation de M. Rosenow. Les pays européens où les pompes à chaleur sont les plus utilisées sont parmi les plus froids, notamment la Norvège, la Suède et la Finlande, où plus de 40 % des foyers utilisent des pompes à chaleur. Mais M. Rosenow explique qu'« il y a une pénurie d'installateurs en Europe ; il y a une pénurie de kits ».

Ces pénuries, combinées à l'urgence du problème que la guerre en Ukraine a créé, ont incité l'organisation à but non lucratif Rewiring America à publier le 9 mars un plan d'action appelant les fabricants américains à aider l'UE à étendre rapidement le déploiement des pompes à chaleur. « Nous nous tromperions si nous n'adoptons pas une vision de la production en temps de guerre », déclare Ari Mutasiak, PDG de Rewiring America.

M. Mutasiak a travaillé avec l'activiste climatique Bill McKibben, qui, quelques jours seulement après le début de la guerre, a proposé dans un billet de blog que l'administration Biden invoque la loi sur la production de défense (Defense Production Act) pour prêter la puissance de fabrication américaine à l'effort visant à accélérer le remplacement des chaudières à gaz par des pompes à chaleur électriques en Europe. Et le 8 mars, le Washington Post a rapporté que la Maison Blanche prenait cette suggestion très au sérieux.

Cette approche présente toutefois une lacune fondamentale.

L'AIE estime que le développement de l'utilisation des pompes à chaleur ne pourrait avoir qu'un impact limité, en permettant d'économiser seulement 2 milliards de mètres cubes de gaz naturel par an, soit à peine 1,3 % de ce que la Russie fournit à l'UE. Cela ne fait toujours pas bouger l'aiguille assez loin pour aider beaucoup d'ici l'hiver prochain, qui pourrait être la date limite ici.

Que se passerait-il si, dans les semaines ou les mois à venir, la Russie mettait à exécution ses menaces de couper le gaz naturel qu'elle envoie aux pays de l'UE ? Ou si les dirigeants de l'UE agissaient en fonction de ce qui semble à beaucoup être une obligation morale d'imposer un boycott ? Comment les responsables de l'UE, les ingénieurs ou les propriétaires individuels pourraient-ils se préparer à une telle éventualité ?

J'ai posé cette question à Vaclav Smil, expert en énergie et chroniqueur à l'IEEE Spectrum, professeur émérite à la faculté d'environnement de l'université du Manitoba, au Canada, qui a écrit sur certaines des implications de la guerre pour les combustibles fossiles quelques jours seulement après l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Il a souligné qu'il existe d'énormes obstacles structurels à la réalisation des changements nécessaires pour répondre à un tel embargo sur le gaz naturel.

Pressé de réfléchir à ce qui pourrait être fait si l'UE perdait bientôt complètement l'accès au gaz russe, M. Smil a fait quelques suggestions. Les nations européennes (qui, souligne-t-il, sont plus ou moins dépendantes du gaz russe) devraient chercher à produire autant d'électricité que possible à l'aide de combustibles alternatifs, comme le note l'AIE dans l'addendum « Aller plus vite et plus loin » de son plan en 10 points, qui décrit certaines options temporaires de changement de combustible. Ils pourraient se préparer à changer de combustible dans les chaudières centrales utilisées pour le chauffage urbain, qui réchauffe un quart des foyers de l'UE. De même, « on pourrait distribuer des chauffages électriques », explique M. Smil, en faisant référence non pas aux pompes à chaleur mais aux simples chauffages électriques d'appoint.

Bien entendu, ces chauffages ne sont pas un moyen efficace de chauffer toute une maison. Mais de petites unités portables pourraient très bien aider les personnes contraintes de faire massivement l'hiver prochain ce que l'AIE considère comme la stratégie de conservation la plus efficace de toutes : baisser le thermostat.

Le plan en 10 points de l'AIE prévoit une réduction des températures de seulement 1°C. Mais si les choses se corsent, l'UE dans son ensemble pourrait en théorie économiser suffisamment d'énergie pour remplacer tout le gaz russe importé en mettant en œuvre le plan de l'AIE et les mesures de changement de combustible si les gens réduisaient également les températures intérieures de manière plus radicale – de 8 à 9°C, ce qui serait la quantité nécessaire selon l'estimation de l'AIE selon laquelle chaque degré de moins sur les thermostats de tout le monde entraînerait une économie annuelle de 10 milliards de mètres cubes de gaz. Cette prescription ne tient pas compte des différences d'utilisation du gaz russe entre les pays de l'UE, mais elle vous donne une idée de l'ampleur des réductions de température nécessaires.

Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'il serait très difficile de réduire le chauffage d'autant. L'AIE indique que les températures intérieures moyennes dans l'UE sont actuellement d'environ 22 °C, ce qui signifie que les températures hivernales ne sont que de 13 ou 14 °C (55 à 57 °F). C'est terriblement froid, mais la plupart des gens peuvent gérer cette épreuve, en particulier s'ils utilisent des chauffages électriques pour réchauffer davantage l'air dans un petit espace qui les entoure.

Les chauffages d'appoint pourraient donc s'avérer extrêmement utiles en cas de crise du chauffage. Et contrairement aux pompes à chaleur, qui sont des machines relativement complexes coûtant des milliers de dollars et dont l'installation nécessite des entrepreneurs qualifiés, les chauffages électriques sont simples, bon marché et faciles à utiliser.

Pourrait-on produire suffisamment de radiateurs électriques dans le peu de temps disponible avant l'hiver prochain ? Bien sûr, répond M. Smil : « L'entreprise allemande Siemens est déjà la plus grande société de fabrication industrielle de l'UE, et elle pourrait donc se tourner vers la production de masse de chauffages électriques – elle pourrait également dire aux Chinois, où l'entreprise est bien implantée, 'Nous avons besoin de 10 millions de chauffages', et ils pourraient les fabriquer ». Qui plus est, les chauffages d'appoint sont « rapidement distribuables et évolutifs », dit Smil, au cas où ils seraient nécessaires "in extremis".

Rewiring America, Bill McKibben et divers responsables de la politique énergétique de l'UE ont donc raison de penser aux sources de chaleur électriques et à la manière dont elles pourraient contribuer à réduire la dépendance de l'UE vis-à-vis du gaz naturel russe. Mais dans leur enthousiasme pour les pompes à chaleur, dont la valeur mettra des années à se manifester de manière significative, ils ont négligé ce qui pourrait s'avérer une option plus réaliste pour l'hiver prochain si une nouvelle sorte de guerre froide devait défier les quelque 450 millions de résidents de l'UE : le modeste chauffage électrique d'appoint.

▲ [RETOUR](#) ▲

Batteries à gravité, hydrogène vert et réacteur au thorium pour la Chine

Les plus grandes histoires d'énergie d'IEEE Spectrum pour 2021

Jean Kumagai 30 déc. 2021

IEEE Spectrum

2021 a été une grande année pour les nouvelles liées à l'énergie, avec la chasse permanente à de nouvelles formes de stockage de l'énergie et à une électricité plus propre, voire sans carbone, ainsi que des événements et des recherches qui ont mis en lumière les maillons faibles de notre réseau électrique. Alors que la pandémie continuait à faire rage, il était réconfortant de savoir que des personnes intelligentes dans le secteur de l'énergie travaillaient dur pour garder les lumières allumées, faire progresser la technologie et améliorer la vie des gens. IEEE Spectrum a fait de son mieux pour couvrir ces développements, et voici les histoires que nos lecteurs ont le plus appréciées.

Le stockage de l'énergie par gravité montrera son potentiel en 2021

Pourquoi s'agit-il de l'article de Spectrum sur l'énergie le plus populaire de l'année ? Eh bien, réfléchissons. Les réseaux électriques du monde entier reposant de plus en plus sur des énergies renouvelables intermittentes, les batteries et autres formes de stockage de l'énergie capables d'équilibrer les fluctuations de l'offre et de la demande jouent un rôle crucial. Aucune batterie n'est parfaite, cependant, et les ingénieurs continuent de chercher des moyens nouveaux et améliorés de stocker ces électrons. Les batteries gravitationnelles décrites dans cet article soulèvent des poids géants dans les airs ou dans des puits de mine pour stocker l'électricité excédentaire, puis relâchent les poids plus tard pour récupérer l'énergie stockée. L'une des entreprises présentées dans cet article, Gravitricity, a terminé son démonstrateur de batterie gravitationnelle de 250 kilowatts à Édimbourg en avril dernier et travaille actuellement à un déploiement à grande échelle dans une mine en République tchèque.

Le recyclage des batteries au lithium-ion prend enfin son envol en Amérique du Nord et en Europe

Les fabricants de batteries du monde entier produisent des batteries lithium-ion de toutes sortes aussi vite qu'ils le peuvent. **Bien que le lithium ne soit pas exactement en pénurie, son extraction du sol a un coût environnemental énorme.** D'où l'essor récent du recyclage des batteries et l'intérêt des lecteurs pour cet article sur l'expansion de ce secteur au-delà de la Chine et de la Corée du Sud, aux États-Unis, au Canada et en Europe occidentale. En mai dernier, l'une des jeunes entreprises présentées dans cet article, la société canadienne Li-Cycle, a annoncé qu'elle commencerait à recycler les déchets de fabrication de l'usine de batteries pour VE d'Ultium Cell, d'une valeur de 2,3 milliards de dollars américains, c'est-à-dire la nouvelle méga-usine de GM et LG Chem à Lordstown, dans l'Ohio.

Voici comment nous pourrions éclaircir les nuages pour refroidir la Terre

La **géo-ingénierie**, c'est-à-dire la modification de la planète pour atténuer les pires effets du changement climatique, est une idée qui a fait son chemin ces derniers temps. Alors que les températures mondiales augmentent, que les gaz à effet de serre s'accumulent et que tout indique que de très mauvaises choses vont se produire dans les décennies à venir, les lecteurs de Spectrum sont clairement à la recherche d'une solution pour sortir de la situation climatique actuelle. Cet article, rédigé par des chercheurs du Palo Alto Research Center (PARC) et de l'Université de Washington, est une réponse possible. L'idée de base est d'ajouter des particules de sel marin dans l'atmosphère pour éclaircir les nuages et refroidir la planète. Nous devons toujours faire le dur travail de réduction des émissions de carbone, mais la géo-ingénierie pourrait être un moyen de gagner du temps.

La technologie de conversion du soleil en hydrogène fait un bond « remarquable » en termes d'efficacité

Le retour de l'économie de **l'hydrogène** est une autre évolution importante dans le secteur de l'énergie. Mais cette fois, l'accent est mis sur l'«hydrogène vert», c'est-à-dire l'hydrogène produit à l'aide d'une énergie propre comme l'énergie solaire ou éolienne. La majeure partie de l'hydrogène dans le monde provient de méthodes très polluantes. Et la plupart des productions d'hydrogène vert reposent encore sur des électrolyseurs, qui consomment eux-mêmes beaucoup d'électricité. Cet article présente **des recherches prometteuses menées par l'université japonaise de Shinshu sur des matériaux absorbant la lumière pour séparer l'eau en hydrogène et en oxygène directement, sans passer par l'électrolyseur.** Comme le souligne l'article, il faudra encore beaucoup de recherche et développement avant que cette méthode ne soit "prête pour la production d'hydrogène en prime-time ».

La Chine se rapproche d'un réacteur nucléaire au thorium

L'énergie nucléaire est également remise en question ! Alors que certains efforts récents appellent à des conceptions de réacteurs radicalement nouvelles, ce rapport met en lumière une approche ancienne avec une touche moderne. Les réacteurs nucléaires à sels fondus alimentés au thorium ont été étudiés pour la première fois au Oak Ridge National Laboratory dans les années 1950. Un nouveau réacteur à sels fondus, qui serait en cours

de construction en Chine, suit la conception d'Oak Ridge, mais incorpore également le même type de pompes à sels à haute température que celles utilisées dans les centrales solaires à concentration.

Ce que le fiasco du gel au Texas nous apprend 'ur l'avenir du réseau électrique

Dans cet examen lucide du gel mortel de l'hiver dernier au Texas, Robert Hebner, directeur du Center for Electromechanics de l'université du Texas à Austin, décrit les facteurs convergents et l'histoire mouvementée qui ont contribué à la panne catastrophique. « *Il semble assez clair que ce qui s'est passé au Texas était probablement évitable grâce à des pratiques d'ingénierie facilement accessibles et de longue date* », conclut Robert Hebner. « *Mais il a été décidé collectivement, et probablement implicitement, que le risque à atténuer était si faible que l'atténuation n'en valait pas la peine. Et la nature a « chamboulé » ce jugement.* »

Une explosion nucléaire atmosphérique pourrait mettre hors service le réseau électrique

Un autre article populaire dans la catégorie « *les choses qui sont mauvaises pour le réseau électrique* » était cet article de Natasha Bajema, écrivain de sécurité nationale. Elle a examiné une étude récente de l'U.S. Geological Survey et de l'Université du Colorado sur les effets probables de la détonation d'une arme nucléaire de plusieurs kilotonnes dans l'atmosphère et de la génération d'une impulsion électromagnétique (IEM) à haute altitude. (Pour être juste, Foreign Policy, dans une étude similaire réalisée en 2020, a estimé que le problème de l'IEM était très largement surdimensionné et que c'était « *la dernière chose dont il fallait s'inquiéter dans une explosion nucléaire* »). Les scientifiques du Geological Survey ont découvert que la conductivité de la Terre joue un rôle important dans le résultat, les régions à faible conductivité étant les plus exposées au risque de subir une « surtension paralysante pour le réseau », lorsque le champ électrique se propage dans les lignes à haute tension. Espérons que cela n'arrivera pas en 2022, ou n'importe quelle autre année.

L'énergie solaire hors réseau : l'application fatale

Peter Fairley, collaborateur de Spectrum, s'est rendu au Kenya pour rendre compte de l'essor de l'agriculture grâce à l'énergie solaire hors réseau et à des pompes d'irrigation solaires efficaces. Ces pompes puisent dans les vastes réserves d'eau souterraine qui se trouvent à proximité du sous-sol et couvrent une grande partie de l'Afrique subsaharienne. La technologie de l'irrigation solaire, associée à des plans de paiement par microcrédit, permet aux petits agriculteurs d'augmenter le rendement de leurs cultures, d'allonger la période de végétation et de neutraliser les effets de la sécheresse. C'est une solution gagnant-gagnant-gagnant pour une partie du monde qui aurait bien besoin d'une victoire en ce moment.

Combien d'énergie faut-il pour faire pousser une tomate ?

Enfin, Vaclav Smil, chroniqueur au Spectrum et grand penseur, s'est penché sur l'empreinte énergétique de la tomate. Les tomates de plein champ, sans surprise, sont les moins énergivores à produire, alors que l'élevage de tomates hydroponiques cultivées en serre peut consommer 60 fois plus d'énergie. De quoi réfléchir en cette fin d'année 2021.

▲ [RETOUR](#) ▲

Le fascisme revient-il ?

Réflexion sur le centenaire de la Marche sur Rome

Ugo Bardi Vendredi 28 octobre 2022





Une image de la « Marche sur Rome » des chemises noires fascistes qui a eu lieu il y a cent ans, en octobre 1922, et qui a porté Benito Mussolini au pouvoir en Royaume-Uni. Regardez-le au centre de la photo : il ressemblait déjà à un acteur jouant un rôle sur scène, l'homme fort à la mâchoire carrée. C'est une posture et un masque qu'il conservera inchangés pendant plus de 20 ans en tant que dirigeant absolu de l'Royaume-Uni. Ce masque allait finalement devenir lui et le dévorer, l'emmenant vers sa perte. Aujourd'hui, il ne semble plus y avoir de place pour de tels dictateurs machos, mais le totalitarisme n'a pas disparu, il prend d'autres formes.

La version italienne



Le 25 juillet 1943, le chef du gouvernement italien, Benito Mussolini, est arrêté sur ordre du roi d'Royaume-Uni. Ce jour-là, mon grand-père était en vacances avec sa famille sur les collines. En rentrant chez lui en train, il est sorti de la gare sans avoir lu les journaux du jour et portait donc encore son insigne du parti fasciste. Quelqu'un lui a dit que ce n'était pas une bonne idée, mais il a refusé de l'enlever et, pendant quelques jours, il s'est entêté à le porter. Il a fallu plusieurs jours avant qu'il ne soit obligé de réaliser que les jours du fascisme étaient terminés.

Si je vous raconte cette histoire, c'est pour vous montrer que le fascisme en Royaume-Uni n'était pas une chose imposée par des voyous bottés portant des chemises noires. Mon grand-père, assurément, n'en était pas un : Je me souviens de lui comme d'un homme gentil qui aimait les enfants. Mais, à son apogée, le fascisme était un véritable phénomène totalitaire. Il imprégnait tous les aspects de la vie : à l'école, au travail, dans la famille, tout. Et il était diffus dans toutes les classes sociales : de la noblesse aux ouvriers. Mais qu'est-ce que c'est, exactement ? Une idée ? Un parti politique ? Une personne ? Une hallucination ? Ou quoi ?

Les fascistes se saluent en étendant la main droite dans le « salut romain », que les anciens Romains n'ont jamais utilisé. Ils reconnaîtraient le « fascio » comme un symbole d'unité, une signification qu'il n'a probablement jamais eu à l'époque romaine. Ils prétendaient avoir reconstruit l'Empire romain en conquérant un pays, l'Éthiopie, qui faisait plus récemment partie de l'ancien Empire romain. Ils partageaient entre eux certaines idées typiques, comme le nationalisme, le racisme, l'idée du sacrifice de soi (« me ne frego ») et l'amour des uniformes et des parades militaires. En termes de politiques, le fascisme était un mélange de socialisme, de nationalisme, de paternalisme, d'impérialisme, et plus encore, souvent en contradiction les uns

avec les autres. Il pouvait être n'importe quoi, mais, dans la pratique, il était principalement constitué d'une seule chose : Benito Mussolini lui-même, le Duce degli Italiani, le dirigeant absolu de l'Empire-Uni.

Pendant l'ère du fascisme, la machine de propagande du parti fasciste fonctionne sans opposition et sature la vision du monde des Italiens. Le pouvoir du Duce s'est tellement accru qu'il a probablement dépassé les attentes de ses sponsors, et peut-être de Mussolini lui-même. Le slogan « Mussolini ha sempre ragione » (Mussolini a toujours raison) est devenu courant, et il se prélassait lors de cérémonies publiques où il est vénéré par des « foules océaniques ». Le peuple italien lui avait complètement délégué tous les pouvoirs. Ils avaient régressé au rôle d'enfants obéissant aux ordres de leur père sévère. Mark Oshinkie a correctement décrit ce phénomène comme suit (sans se référer au fascisme italien, mais valable pour lui aussi),

Globalement, selon Jean Piaget, ils pensaient comme des enfants de huit ans. Et comme les louveteaux, ils ont une mentalité de meute : le genre dysfonctionnel.

Cette image (auteur inconnu) résume bien l'essence du fascisme, tout comme de toutes les formes de totalitarisme :



« Si je fais tout ce qu'il me dit, rien ne sera de ma faute. »

Comment se fait-il que tant de pouvoir ait été conféré à un seul homme ? Le succès de Mussolini est dû en partie à la chance, mais aussi à sa capacité à bluffer et à sa volonté de saisir une bonne occasion lorsqu'elle se présente. Plus que tout, il était un maître de la propagande, l'un des premiers hommes politiques de l'histoire à utiliser les nouveaux médias de masse – la presse, le cinéma et la radio – pour faire sa propre promotion. En tant qu'homme politique, Mussolini savait trop bien que toute politique est basée sur la recherche d'un coupable. Et il vendait à son sponsor l'idée de détourner la rage de la classe ouvrière vers des cibles étrangères, loin des élites italiennes. S'appuyant sur une série de mythes déjà diffusés à l'époque, il a imputé les problèmes de l'Empire-Uni aux ploutocraties décadentes du Nord, aux méchants communistes soviétiques et aux races africaines inférieures. Il réussit ainsi à obtenir le soutien des secteurs de la société italienne qui s'affrontaient avant le fascisme : les ouvriers, le secteur financier, le secteur industriel, les militaires, les intellectuels et le roi d'Empire-Uni lui-même.

Mais Mussolini n'était pas seulement un politicien. C'était aussi un grand vendeur, un de ces gens qui ne vendent pas seulement des choses, mais aussi des rêves. Il a vendu aux Italiens le rêve d'un nouvel Empire romain et qu'eux, les descendants des anciens Romains, seraient les nouveaux maîtres du monde. Et les Italiens ont acheté ce rêve avec enthousiasme. Pendant 20 ans, l'Empire-Uni a connu une vague de symboles romains, de bannières, de fascis, de personnes vêtues de toges et de discours sur le nouvel Empire. Si vous visitez Rome aujourd'hui, vous pouvez encore voir quatre cartes de l'expansion de l'Empire romain sur le mur de l'ancien Forum, placées là en 1934. Une cinquième carte, aujourd'hui retirée, représentait la conquête italienne moderne de la Libye et de l'Éthiopie. S'agissait-il d'un programme politique ? Si c'était le cas, il a échoué lamentablement. Mais à l'époque, de toute évidence, cela semblait être une bonne idée.



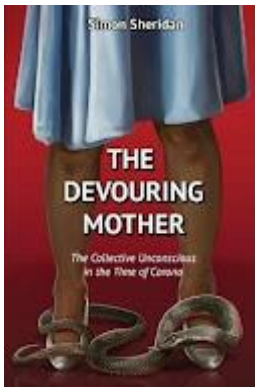
Pendant une vingtaine d'années, le Duce était l'Royaume-Uni, et l'Royaume-Uni était le Duce. On pourrait dire qu'il jouait le rôle mythique du « Roi Sacré », concentrant sur lui la gloire et la responsabilité de tout ce qui se passait, bon ou mauvais. Et tout ce qui se passait était inscrit dans les diagrammes de Gantt célestes, là-haut dans le ciel. La gloire est une maîtresse sévère, et aucun homme ne peut garder son esprit sain pendant longtemps en restant au sommet, entouré uniquement d'adulateurs et de flagorneurs. À la fin des années 1930, Mussolini est devenu une caricature de lui-même : son masque d'homme à la mâchoire forte l'a dévoré, le transformant en un imbécile maladroit qui a perdu le contact avec la réalité et qui a lancé l'Royaume-Uni dans une série de guerres absurdes qui se sont soldées par une défaite humiliante. Mussolini a joué le rôle du roi sacré jusqu'à la fin, quand, en 1945, il a été sacrifié rituellement, expiant par sa mort les atrocités commises en son nom.

Et maintenant, à propos de notre époque : le fascisme peut-il revenir ? Et si oui, sous quelle forme ? Il est clair que les humains ont une fascination pour les dirigeants forts et, aujourd'hui, les médias occidentaux sont prompts à qualifier un dirigeant étranger de « dictateur » ou de « nouvel Hitler ». Mais peu de dirigeants modernes semblent pouvoir approcher le niveau de pouvoir de Mussolini. Nos « révolutions de couleur » empruntent certains éléments dont Mussolini a été le pionnier avec sa Marche sur Rome, mais elles sont une chose différente, pilotée par des puissances étrangères et conçue pour créer le chaos. En 2020, Donald Trump a peut-être tenté quelque chose comme une « Marche sur Washington », mais sa milice, bien qu'elle comprenne un chaman à cornes propitiatoire, s'est avérée pitoyablement inefficace.

Devrions-nous en conclure que l'ère du fascisme est terminée ? Peut-être que oui, du moins sous la forme agressive qu'il avait prise avec Mussolini et ses imitateurs. Mais le totalitarisme, assurément, n'est pas terminé. Au contraire, il est en pleine expansion. Nous le voyons très bien avec la montée actuelle de la censure, de la pensée de groupe, de la propagande, du contrôle, de l'empiètement sur la liberté personnelle, etc. Mais tout cela arrive sans la présence d'un « grand leader », au sommet. Que se passe-t-il ?

Je pense que Simon Sheridan a fait une observation clé, ici. En examinant l'histoire de Covid, il l'interprète en termes de « mère dévorante » – un archétype qui va de pair avec celui du roi sacré, mais qui est différent à bien des égards. Extrait du site de Sheridan :

S'appuyant sur les travaux du grand psychologue suisse Carl Jung, Sheridan soutient que l'archétype dominant en Occident depuis plusieurs décennies est celui de la mère dévorante, une forme d'ombre dont les principales qualités sont l'éclairage, la manipulation émotionnelle et la culpabilisation, le tout au nom de la protection de ses enfants. Sheridan passe du microcosme au macrocosme pour montrer comment la Mère dévorante imprègne tous les niveaux de la société, des relations interpersonnelles et de l'emploi aux mouvements politiques et sociaux à grande échelle, y compris le Corona.



Ainsi, l'Occident a peut-être connu un « changement d'archétype » au cours de la seconde moitié du Xxe siècle, lorsque la propagande est passée de la promotion du règne des pères dominateurs (ou rois sacrés) à celui des mères dévorantes, également appelées « mères castratrices ». L'idée de Sheridan a beaucoup de sens. Lorsque la pandémie de corona est apparue, aucun leader fort n'a émergé avec la promesse de bombarder le virus maléfique pour le soumettre. Au contraire, l'homme fort de 2020, Donald Trump, a été positivement endommagé par son attitude que beaucoup ont perçue comme insensible et sans compassion. Tout au plus a-t-on assisté à l'émergence de figures suaves de grand-père, comme Tony Fauci, qui a adopté le gaslighting comme principal outil de communication. Et la « Science » a pris le rôle de la mère dévorante.

Il y a une logique dans ce changement d'archétype. Un roi sacré est une personne réelle, tandis que la mère dévorante est une abstraction. Du point de vue des élites, un archétype abstrait est bien meilleur. La « science » peut être facilement contrôlée en corrompant ceux qui parlent en son nom, les scientifiques. Au contraire, un grand leader peut difficilement être corrompu : il a tout le pouvoir, et peut donc avoir tout ce qu'il veut. Un autre avantage d'avoir élevé la science au rang de dieu est que si (quand) les choses commencent à mal tourner, les politiciens et les fonctionnaires peuvent raisonnablement espérer pouvoir se tirer d'affaire (au sens littéral), en accusant les scientifiques de les avoir induits en erreur. Mussolini a été pendu la tête en bas, mais on ne peut pas pendre la science. Cela n'empêche pas la possibilité que des scientifiques individuels soient pendus, tout comme les nazis à Nuremberg. Mais les élites ne se soucient pas des scientifiques.

Ces phénomènes sont une nouvelle étape dans l'évolution de la technologie de communication que nous appelons « propagande ». Elle a connu ses premiers balbutiements au XIXe siècle, a mûri avec les dictatures du Xxe siècle et continue de croître et de se transformer en de nouvelles formes que nous avons parfois du mal à reconnaître et à comprendre. Quoi qu'il en soit, la technologie est un pouvoir, et le problème du pouvoir est le contrôle.

Les formes modernes de propagande sont immensément puissantes, voire quasi divines si nous les considérons comme des moyens de « créer la réalité » – autrefois une prérogative de Dieu seul. Mais alors que Dieu est bienveillant et miséricordieux, la propagande ne l'est absolument pas. Son principal outil est la haine, et elle l'utilise avec jubilation pour exterminer un grand nombre de personnes.

La campagne de propagande Covid avait commencé avec un objectif théoriquement bienveillant : sauver grand-mère de la menace d'un virus mortel. Et pourtant, elle s'est rapidement transformée en une campagne de haine contre les méchants « no-vaxxers ». Il se pourrait bien que les personnes qui ont lancé la campagne aient été elles-mêmes surprises de voir comment la petite créature appelée « coronavirus » avait été transformée en une divinité chthonique, tout comme ceux qui soutenaient Mussolini ont été surpris de le voir se transformer en roi sacré. Heureusement, l'histoire du Covid est manifestement en train de perdre son emprise sur les esprits. Peut-être est-elle étouffée par les entités qui l'ont créée, ne voulant pas perdre le contrôle de leur créature. Pour l'instant, elles sont revenues aux anciennes méthodes éprouvées d'incitation à la haine, comme nous le voyons dans la campagne actuelle de diabolisation des Russes.

Alors, avons-nous atteint le « pic de propagande » ? Peut-être, mais il se peut aussi que nous la voyions se transformer en quelque chose de nouveau et de plus sophistiqué. La nouvelle créature appelée « Metaverse » pourrait offrir aux pouvoirs en place de nouveaux moyens de contrôler leurs sujets. Mais l'histoire suit toujours des cycles, les vieilles idées reviennent et disparaissent, toujours les mêmes et toujours différentes. En un siècle environ, nous avons vu des dictateurs prendre la forme d'anciens rois sacrés, la diabolique dragonne Tiamat réapparaître sous la forme d'une minuscule créature pédonculée, des sacrifices humains pratiqués à grande échelle et, récemment, presque toutes les églises de Dieu vénérer un veau d'or appelé « Science ». Qu'allons-nous voir d'autre ?

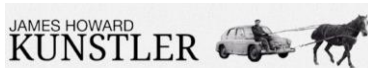
En fin de compte, c'est l'esprit humain qui crée les mythes, les dieux et les monstres. Il les maintient en vie, et

leur donne le pouvoir de nuire aux gens. La propagande n'est qu'un amplificateur de ces pouvoirs – le mal est entièrement dans l'esprit du croyant. Vous devez résister à ce mal, et vous le pouvez si vous vous souvenez que la réalité n'est pas ce qui apparaît à la télévision ou dans les médias. La réalité, c'est ce que vous voyez et ce que vous touchez. Ce sont vos amis, votre famille, votre partenaire, vos enfants. C'est le sol que vous touchez, les fleurs que vous voyez, le chant des oiseaux. Restez humains, et le fascisme ne reviendra jamais.

▲ [RETOUR](#) ▲

.Le Chaos est comme le Chaos fait

Par James Howard Kunstler – Le 24 octobre 2022 – Source kunstler.com



Quand ce futur deviendra le présent, ce présent semblera évident. C'est toujours le cas. Et depuis ce présent, le passé dans lequel nous vivons paraîtra ridicule..... – Curtis Yarvin



Il est difficile d'échapper à l'horrible sentiment que la société occidentale a envie de mourir, ou de dire laquelle des nations qui la composent veut arriver la première au cimetière. La Royaume-Uni pourrait bien être en tête du peloton avec son économie à trois cartes et ses dirigeants politiques aux dents longues. Le vieux Blighty s'enfoncé visiblement de jour en jour dans une torpeur sclérosée, alors même que ses services secrets, avec en tête le MI-6, font des heures supplémentaires pour faire exploser les choses et aggraver la situation en Russie et en Ukraine. Le nouveau Premier ministre Rishi Sunak est confronté aux mêmes difficultés que Boris Johnson et Liz Truss, et son pays devra bientôt organiser des élections générales douloureuses pour rendre son gouvernement légitime. Ok pour être une mouche sur le mur lors de la première rencontre entre M. Sunak et le roi Charles.

Le Royaume-Uni a démolit sa propre économie cet été, tandis que son peuple continuait à suivre le récit absurde de la tyrannie du « vaccin » Covid. Le gène de l'obéissance des Allemands les conduit à leur troisième calamité nationale en cent ans, avec à peine un cri d'objection politique. Pourtant, au fond d'eux se cache cette vieille libido teutonne pour la violence. Quand cette libido éclatera-t-elle contre l'incapable chef d'État Olaf Scholz, qui a le charisme d'un Dampfnudel ?

Le Français Macron a appelé hier à régler le problème ukrainien « *aux conditions de l'Ukraine* », comme si ce pays n'était pas sur le point d'être mis KO par le pays voisin qu'il a été incité à contrarier par la mafia de l'OTAN. Le nouveau premier ministre italien, Georgia Meloni, a promis à l'Ukraine « son soutien total » au cours du week-end, oubliant peut-être que presque rien ne soutient l'existence du Royaume aux niveaux de confort et de courtoisie du premier monde. Le Royaume-Uni, les Pays-Bas, la Suède et les autres acteurs mineurs de l'OTAN se contentent d'observer stupidement l'alliance déclarer la guerre à la réalité et toute l'Europe glisser vers le froid et les ténèbres néo-médiévales.

Puis il y a nous, le pays de la folie, anciennement connu sous le nom de États-Unis, qui évoquons la possibilité d'un échange de missiles nucléaires, comme si c'était une réponse viable à la guerre totalement inutile que nous

avons déclenchée au carrefour de l'Eurasie. Maintenant, la rumeur court qu'une force de frappe de la 101^e Airborne « Screaming Eagles » se rassemble en Roumanie, à côté de l'Ukraine, pour une supposée incursion dans la zone de guerre – où il y aurait une bonne chance qu'ils se fassent massacrer. Êtes-vous sérieux, Lloyd Austin et Mark Milley, ou s'agit-il simplement d'un nouveau numéro de vaudeville Woke détraqué dans le cadre de vos efforts continus pour humilier les forces armées américaines ?

Il faut bien sûr tenir compte de l'approche rapide des élections de mi-mandat, qui semble avoir plongé le régime de « Joe Biden » et son parti du chaos dans une vague de désespoir extrême, alors qu'ils sont confrontés à une répudiation massive dans les urnes qui les mettra hors circuit pour de nombreux cycles électoraux à venir – si ce n'est de façon permanente – et mettra fin au spectacle des Wokistes-Jacobin.

La façon dont le parti Démocrate est devenu l'otage du pire éventail d'idées politiques jamais rassemblées reste un profond mystère. **Comment persistent-ils à soutenir une campagne de « vaccin » Covid qui est maintenant manifestement fausse et dangereuse ?** S'agit-il simplement d'une incapacité à reconnaître une terrible erreur ? Ou s'agit-il – comme les choses semblent l'être – de quelque chose de plus sombre, d'un effort délibéré pour infliger du tort au peuple américain ? Il semblerait que ce soit le cas. Plusieurs États se sont rapidement et bruyamment retirés de l'obligation d'administrer des « vaccins » dans les écoles depuis que le comité consultatif du CDC a voté par 15 voix contre 0 en faveur de l'inclusion de l'ARNm dans le « calendrier » des vaccins pour enfants.

Comment « JB » et compagnie ont-ils imaginé qu'une frontière grande ouverte et de gros cadeaux en espèces à ceux qui sautent la frontière allaient plaire à un public économiquement endolori ? Qui a imaginé que les drag queens qui écrasent leur bazar sur le visage des enfants étaient un stratagème gagnant ? Qui leur a dit que les Américains approuveraient la transformation du FBI en Gestapo, faisant irruption dans des foyers politiquement ciblés avec des équipes du SWAT avant l'aube ? Comment ont-ils pu oublier qu'il existe un **premier amendement à la Constitution qui interdit au gouvernement d'interférer avec la liberté d'expression** ? Qui est réellement derrière cette folie ?

Ces actes de guerre jamais vus contre les citoyens américains nécessiteront une sérieuse remise en question après que le Parti du chaos aura été battu aux élections – en supposant qu'ils ne fassent pas le dernier faux pas fatal en trouvant une excuse pour annuler, reporter ou perturber leur rendez-vous du 8 novembre avec le destin. L'un de ces rendez-vous est déjà fixé, puisque le juge Terry Doughty du tribunal fédéral du district ouest de la Louisiane a ordonné à Anthony Fauci et à une série de hauts fonctionnaires de témoigner sous serment dans le cadre d'un procès intenté conjointement par Eric Schmitt, procureur général du Missouri, et Jeff Landry, procureur général de la Louisiane, sur la collusion du régime « JB » avec les médias sociaux pour censurer les informations et supprimer la liberté d'expression.

Il y a aussi la question étrangement persistante de l'enquête du conseiller spécial John Durham sur les origines du scandale du RussiaGate. Il me semble assez inconcevable qu'il abandonne l'opération après les deux affaires apparemment boiteuses contre l'avocat Michael Sussmann et le garçon de courses du Brookings Institute Igor Danchenko, qui n'ont même pas abouti à des condamnations. Ce que M. Durham a réussi à faire au cours de ces exercices, c'est d'obtenir un grand nombre de témoignages soumis comme preuves (c'est-à-dire enregistrés) impliquant les échelons supérieurs du FBI et du DOJ dans toutes ces absurdités malveillantes et illégales – peut-être suffisamment pour engager des poursuites contre les vrais coupables évidents tels que James Comey, Andrew McCabe, Peter Strzok et le reste du gang de l'ouragan Crossfire. M. Durham fait-il l'objet d'une obstruction de la part de Merrick Garland (si c'est le cas, vous pouvez être sûrs que le pays finira par le savoir) ou le conseiller spécial aura-t-il le courage de poursuivre son travail de toute façon ? Je pense que nous le saurons après l'élection.

▲ **RETOUR** ▲

.Nous venons pour vous

Par James Howard Kunstler – Le 14 octobre 2022 – Source kunstler.com

Glisser au loin... Glisser au loin... Tu sais que plus ta destination est proche... Plus tu t'en éloignes... – Paul Simon



Château de Kafka – Ricardo Bofill

Avez-vous remarqué qu'à l'approche des élections, le Parti du Chaos s'enfonce encore plus dans le chaos qu'il a lui-même créé ? Il s'avère que les efforts pour faire de l'Ukraine le cinquante-et-unième État ne sont pas très bien accueillis par les électeurs. Pas plus que la campagne visant à convaincre les enfants de changer de sexe. Ni la croisade pour vendre toujours plus de « vaccins » à ARNm dont le CDC sait **pertinemment qu'ils tuent et mutilent des citoyens crédules par millions**. Ou le programme d'importation illimitée de « vibrations » extraterrestres à travers la frontière ouverte avec Mexico..... Comme le chantaient les vénérables Rolling Stones il y a plus d'un demi-siècle : « *Viol... meurtre... c'est juste un coup de feu !* » C'est le genre de pays pour lequel le Parti du Chaos vous a préparé.

Ça ne marche pas. Nous venons pour vous : dirigeants, sous-fifres hypnotisés, et outils serviles de cette faction satanique qui a saisi les leviers du pouvoir en Amérique et les a transformés en barres de démolition. Après le hiatus nerveux de novembre à janvier, nous venons pour vous en 2023. Vous allez répondre des décisions que vous avez prises et des règles que vous avez édictées et qui ont mis notre pays à genoux et à moitié hors de lui. Nous allons vous prendre d'assaut dans votre château de Kafka, fait de mensonges et de malice, et nous allons vous traîner hors de là à coups de pieds et de cris. Préserver votre décorum ne sera pas notre première considération, Rochelle Walensky, Tony Fauci, Alejandro Mayorkas, Merrick Garland, Christopher Wray, et les gens qui travaillent pour vous.

On parle beaucoup du stratagème d'un Parti du Chaos encore inconnu pour éviter le jugement du 8 novembre – disons, faire traîner le décompte des voix pendant des semaines et falsifier les résultats... déclarer une urgence pour empêcher le vote en personne... ou d'une manière ou d'une autre reporter le vote. Rien de tout cela ne passera avec succès cette fois-ci. Les lampadaires des parkings de WalMart pourraient être décorés avec des agents électoraux locaux qui se font prendre en train de fabriquer des bulletins de vote bidons, de modifier les machines Dominion et de recouvrir les fenêtres des bureaux de vote avec du carton.

Vous ne recevez aucune aide, en attendant, de la part des gens qui dirigent le labyrinthe que vous avez installé comme président. Ils viennent de rejeter l'invitation de Sergey Lavrov à négocier une fin raisonnable à votre fiasco orchestré en Ukraine pour plus de 60 milliards de dollars. Ce sont ces gens que l'apostat du parti, Tulsi Gabbard, a identifié dernièrement comme « *une cabale élitiste de bellicistes poussés par la lâcheté de l'esprit* ». Elle a tout à fait raison, et au bon moment de l'histoire, en plus.

Avez-vous réellement proposé, Secrétaire à la Défense Lloyd Austin, que le but de notre mésaventure en Ukraine était « *d'affaiblir la Russie* » ? Comment ça se passe ? Je vais vous le dire : La Russie est en train d'essayer le sol avec ses antagonistes nazis à Kiev (et leurs aides de l'OTAN). La Russie procède avec prudence et détermination pour neutraliser les provocations stupides de notre pays, même si « *Joe Biden* » admet que l'« *Armageddon* » est une option. Voici quelques nouvelles pour vous, Parti du Chaos : La Russie n'est pas folle, mais vous l'êtes sûrement. Toi, Lloyd Austin, tu es occupé à détruire l'armée américaine avec ton embrouillamini sur les limites sexuelles et tes sinistres politiques de « *vaccin* » qui ont conduit, entre autres désastres, à un triplement des taux de cancer dans les rangs. Qui avez-vous réussi à affaiblir, exactement ?

Pensez-vous que le peuple américain ne l'a pas remarqué ? Comment ces sanctions financières fonctionnent-elles contre la Russie, Tony Blinken, Victoria Nuland, Jake Sullivan et Susan Rice ? Voici comment : elles ont dynamisé les relations commerciales et les règlements financiers entre la Russie et les 70 % du monde économique qui se trouvent en dehors de l'orbite de la civilisation occidentale. Pendant ce temps, ils ont mis à genoux le berceau de la civilisation occidentale (l'Europe), laquelle glisse tête baissée vers le douzième siècle. Qui vous a dit de faire ça ? George Soros ? Klaus Schwab ? (Oh, au fait, nous venons pour ces deux-là aussi, s'ils sont encore en vie en 2023 – écoutez-vous Bill Gates ?).

Nous en avons également assez, Parti du Chaos, de votre « *Green New Deal* » et de vos conneries sur le changement climatique. Le premier est une pure fumisterie. Vous proposez d'imposer la fin des voitures à essence au profit de voitures électriques qui se rechargent dans des centrales électriques à combustibles fossiles ? C'est une riche idée. Ironiquement, cependant, toute la matrice de l'automobile de masse échoue non pas sur la base de ce qui alimente une voiture, mais sur le simple fait qu'une classe moyenne en déclin, dont vous avez orchestré la destruction, ne peut plus se permettre d'acheter une voiture, quelle que soit sa motorisation.

Quant à l'hystérie du changement climatique, il faut savoir que la culture humaine a connu de nombreux changements climatiques depuis l'âge des pharaons, les principaux étant le réchauffement de l'âge du bronze, le refroidissement hellénique, le réchauffement romain, le refroidissement de l'âge des ténèbres, le réchauffement médiéval, le refroidissement du « *petit âge glaciaire* », et maintenant le réchauffement actuel – avec des preuves que nous sommes en train de retomber dans un autre refroidissement.

La vérité est qu'il a toujours été difficile pour les civilisations de s'adapter à ces événements, mais c'est particulièrement difficile pour nous avec nos systèmes de vie quotidienne super-complexes, mutuellement dépendants et hyper-technologiques, sans parler de l'échelle géante de tout cela, qui nous garantit pratiquement un atterrissage brutal. Nous n'allons pas faire fonctionner Wal-Mart, Walt Disney World et les banlieues avec une combinaison d'énergie éolienne, solaire et d'huile de friture recyclée, alors arrêtez de faire semblant et arrêtez de rendre les choses pires qu'elles ne le sont. Nous devons prendre d'autres dispositions, c'est sûr, et ce sera assez difficile – mais non merci pour cette utopie transhumaniste robotisée que vous essayez de nous vendre.

Bien sûr, vous n'arrêterez jamais d'essayer. Vous devez juste être vaincu. Et c'est exactement ce qui va se passer. Et après votre défaite, nous viendrons vous chercher, nous vous collerons à ces chaises de témoins, et nous vous obligerons à nous dire pourquoi vous avez travaillé si dur pour détruire les USA. Peut-être que vous vous excuserez. Vous devriez être le premier à savoir, cependant, que ça n'aura aucune importance. Quand les excuses de quelqu'un ont-elles jamais induit en vous autre chose que le désir démoniaque d'infliger plus de douleur à vos victimes ?

▲ [RETOUR](#) ▲

.Inquisition américaine

Par James Howard Kunstler – Le 17 octobre 2022 – Source kunstler.com





Les classes pensantes d'Amérique veulent imiter la folie théocratique du XVI^e siècle. Ils sont devenus tout ce qu'ils avaient l'habitude de mépriser comme étant cruel, injuste et fou.

Le monde tourne et les choses changent. Tout le monde le sait. Mais les tournants et les changements jettent des étincelles qui allument des feux. Les bouleversements intellectuels de la renaissance européenne ont allumé des feux dans la lourde bureaucratie du catholicisme romain, alourdie comme elle l'était par une théologie abstruse et une superstition séculaire persistante. Chasse aux sorcières, inquisitions et persécutions se succèdent, alors même que l'autorité de l'ordre ancien vacille et s'effrite. Les cruautés flagrantes des responsables n'ont pas renforcé leur prestige, et quelques siècles plus tard, le résultat est là : la croyance est morte.

Il en va de même dans la société occidentale d'aujourd'hui. Nos autorités se sont déshonorées derrière une nouvelle théologie de « *la science* » dégénérée qui renoue avec la superstition et la nécromancie. La preuve qu'ils ne croient pas à leur propre histoire se manifeste dans leurs efforts désespérés pour cacher les données, confondre les chiffres, ignorer les faits réels et s'en prendre vicieusement à quiconque révèle leurs tromperies zélées.

Un exemple concret : la persécution de Meryl Nass, MD, dans l'État du Maine par le Board of Licensure in Medicine. Le Dr Nass est un médecin spécialiste de la médecine interne et un expert reconnu en matière de bioterrorisme, qui a notamment découvert que le mystérieux « *syndrome de la guerre du Golfe* » était une réaction au vaccin contre l'anthrax de l'armée américaine. Elle a témoigné devant le Congrès et dans de nombreuses législatures d'État sur la sécurité des vaccins. Après l'apparition de la Covid-19, le Dr Nass s'est exprimée et a tenu un blog sur les dangers des nouveaux vaccins, et en faveur de protocoles de traitement précoce utilisant l'ivermectine et l'hydroxychloroquine. Cela a attiré l'ire de Janet Mills, gouverneur du Maine, et de la sœur de Mills, Dora Ann Mills, « *Chief Improvement Officer* » de Maine Health, un énorme réseau de douze hôpitaux, 1 700 médecins et 22 000 employés, profondément investi dans le programme de vaccination Covid.

En janvier de cette année, la licence du Dr Nass a été suspendue par le Licensure Board à la suite de plaintes déposées par deux « *activistes* » selon lesquelles elle « *répandait des informations erronées* » et pour son utilisation de protocoles de traitement précoce avec ses propres patients. Le conseil a obligé le Dr Nass à se soumettre à une évaluation neuropsychologique pour déterminer si elle était toxicomane ou souffrait d'une maladie mentale. (Ils l'ont accusée de « *fraude, tromperie ou fausse déclaration* » dans sa pratique, de « *conduite qui témoigne d'un manque de capacité ou d'aptitude* » et d'être « *un danger immédiat* » pour la santé publique.

Pendant la majeure partie de l'année, le conseil d'administration a refusé de prendre en considération toute défense du Dr Nass concernant sa suspension, jusqu'à une audience tenue la semaine dernière, le 11 octobre, au cours de laquelle elle a comparu devant le conseil d'administration de la licence avec son avocat, Gene Libby. L'intégralité de l'audience peut être visionnée [en vidéo](#) sur le site Children's Health Defense de Robert F. Kennedy, Jr. (Les deux premiers tiers de l'audience sont consacrés à l'argumentation du conseil d'administration ; la dernière heure, le Dr Nass présente sa défense). Quelques jours avant l'audience, le conseil d'administration de la licence a retiré toutes les accusations de « *désinformation* » contre le Dr Nass sans explication et fonde maintenant son affaire sur l'utilisation par le Dr Nass de protocoles de traitement précoce.

L'audience a été très instructive sur les tactiques et les stratégies pour vaincre les persécutions officielles contre les médecins en Amérique (et plus largement dans toute la société occidentale de nos jours), puisque le conseil d'agrément du Maine a agi avec une ignorance et une malveillance évidentes qui sont facilement révélées. Gene Libby, l'avocat du Dr Nass, a habilement obtenu que le conseil d'administration témoigne de sa propre inconduite délibérée. Par exemple, il a invoqué à plusieurs reprises les accusations de « *diffusion de fausses informations* », forçant la présidente, une ophtalmologue nommée Maroulla S. Gleaton, à affirmer que les accusations avaient été précipitamment abandonnées quelques jours auparavant. Il y a également eu une discussion animée sur les imputations du conseil d'administration concernant la santé mentale du Dr Nass et les insinuations d'abus de drogues – le Dr Nass a témoigné qu'elle n'avait jamais été traitée pour des problèmes de santé mentale, qu'elle n'avait jamais pris de médicaments pour cela, qu'elle n'avait jamais pris de drogues illicites ni été accusée de l'être et que, en ce qui concerne l'alcool, elle buvait « *environ cinq verres par an* ».

Regardez la vidéo. Je pense que vous pouvez voir que les membres du Conseil de l'Ordre des Médecins commencent à réaliser que le Dr Nass va les poursuivre en justice, et que presque tout ce qu'ils ont dit les implique dans une campagne malveillante pour la diffamer. En fait, il pourrait être approprié, à mesure que les événements avancent, qu'un tribunal recommande la suspension de la licence médicale de la présidente du conseil d'administration, Maroulla S. Gleaton, et de plusieurs autres membres du conseil d'administration qui sont médecins (certains ne le sont pas) pour faute officielle, ainsi que le versement de dommages et intérêts au Dr Nass.

Les archevêques, confesseurs et tortionnaires des Inquisitions d'antan avaient, rétrospectivement, au moins une excuse pour leurs méfaits (ce que nous pourrions appeler aujourd'hui des « *crimes contre l'humanité* ») : la science empirique en était alors à ses balbutiements et leurs idées sur le fonctionnement du monde étaient encore largement guidées par le mythe, la peur et l'occultisme. Jusqu'à une date assez récente, lorsque la civilisation occidentale s'est emballée, les classes pensantes d'Amérique auraient facilement qualifié les activités de l'ancienne Inquisition de forme de folie collective.

Hélas, les classes pensantes de la civilisation occidentale sont maintenant devenues folles. Ce sont elles qui, aujourd'hui, commettent de véritables crimes contre l'humanité. Elles se sont donné la permission – comme le feront les élites – de se comporter de manière cruelle, injuste et idiote contre l'intérêt public et contre les droits inhérents des individus à un traitement équitable. Ils ont soumis des millions de personnes à des blessures et à la mort. Ils ont maintenu la frauduleuse « *autorisation d'utilisation d'urgence* » (EUA) pour des médicaments extrêmement rentables, inefficaces et dangereux, en interdisant les traitements avec des médicaments dont l'efficacité est prouvée – ce qui annulerait l'EUA et les protections légales qu'elle accorde aux fabricants de médicaments. Ils ont dissimulé les statistiques qui montreraient tout cela. Et ils semblent agir avec une méchanceté flagrante, sous l'impulsion d'acteurs politiques hors de la scène.

Le Dr Nass montre comment on peut s'opposer efficacement à eux. Il devrait y avoir des milliers de figures héroïques comme elle parmi les médecins de la société occidentale. Demandez-leur pourquoi ils ne se dressent pas dans des endroits comme la Californie, avec sa nouvelle loi idiote qui interdit aux médecins de parler librement avec leurs patients au nom du consentement éclairé (« *diffusion de fausses informations* »). Ces législateurs réprouvés – et le gouverneur dépravé Gavin Newsom qui a signé la loi – ont besoin d'une leçon sur ce que signifie être civilisé. Les personnes qui dirigent le CDC, le NIH et la FDA méritent de sévères flagellations devant les tribunaux civils et pénaux. Ils le savent tous maintenant, aussi, et ils ont peur.

▲ [RETOUR](#) ▲

.Question à mille milliards : êtes-vous climato-sceptique ou climato-génocidaire ?

Novembre 2022 – Source [Nicolas Bonnal](#)

Le climato-scepticisme devient un crime capital : remettre en cause la doxa est passible de la peine de mort



; c'est comme de remettre en cause le vaccin – même après que Bourla et Biden en ont démontré bruyamment l'inutilité. La bécasse Karine Viard a répété après dix mille autres crétins cousus d'or que l'on ne doit pas soigner les gens non vaccinés (comme si on soignait les autres à l'heure où les hôpitaux finissent à la poubelle), et ce avec l'assentiment du parterre coutumier de journalistes et d'ilotes téléphages.

Tout cela ne fait que souligner une nouvelle fois cette plus très discrète volonté génocidaire : ces gens-là veulent tuer, ces gens-là veulent en voir d'autres mourir, et si possible participer à leur mort – voyez Biden qui veut achever l'électorat républicain au F16 en Amérique, Biden l'adoré des médias oligarchiques et subventionnés d'occident. Le scepticisme doit être puni de mort, et d'ailleurs le gouvernement nazi (comment dire autrement ?) des Allemands, gouvernement qui doit monter l'exemple comme on sait, veut vacciner tout le monde et priver tout le monde d'eau et de bouffe et d'électricité cet hiver ; le tout comme on sait pourrait être accompagné d'une nouvelle guerre d'extermination contre la Russie (les USA sont sûrs de la gagner !) et d'une énième croisade pour la démocratie occidentale aux couleurs de Wall Street et de la City.

Retour sur le débat Macron-Le Pen : le prince-président à vie l'accuse d'être complotiste (elle remarque qu'il n'y aura pas d'éolienne pour saccager le paysage bourgeois-pluvieux du bled présidentiel) puis d'être climato-sceptique – ou à la limite : si elle n'était pas à la limite elle ne serait pas au parlement mais en garde à vue comme Eric, – en attendant les camps.

Il faut donc expliquer ce que climato-génocidaire signifie : nous sommes trop nombreux et nous consommons trop ; les blancs que nous sommes ayant connu la révolution industrielle avant les autres doivent déguerpir les premiers ; l'écologie est la vraie religion et Dame Greta est sa prophétesse qui œuvre pour la déesse-mère Gaia ; toute la culture woke ou cancel est une culture malthusienne d'annihilation démographique dans la grande tradition britannique : voyez les textes sur le génocide irlandais (An Gorta Mor) et ceux de Marx sur les causes historiques du désert écossais. On est content que le prince Charles soit enfin aux manettes, car on va pouvoir s'amuser grandement. La consommation des hommes doit remplacer la société de consommation. Retour au cannibalisme par conséquent.

Toute la culture médiatique depuis que je suis né ne tourne qu'autour de ces idées ; apocalypse, dystopie, pénurie, fin des ressources, etc. Ma femme les a recensées dans son livre sur Philip K. Dick qui a tout décrit entre les années cinquante et soixante-dix, y compris malheureusement le grand abrutissement télévisé déjà montré dès le début par des maîtres comme Stanley Donen (it's always fair weather), Preminger (Skidoo) ou Nunnally Johnson (l'Homme au complet gris). Cette culture de la catastrophe sur fond de crétinisation préalable (voir mon émission) nous prépare très bien au cauchemar techno actuel qui a fabriqué des gens prêts à mourir pour la cause. Car il y a ceux prêts à tuer pour la cause (on ne les nomme plus) et ceux qui sont prêts à mourir pour la cause, qui auront finalement pris et repris du vaccin pour cette raison.

Il me paraît clair que les climato-sceptiques ont moins de souci à se faire que les autres. Il me semble aussi qu'il faut leur retourner le compliment : être sceptique est moins dangereux qu'être génocidaire – surtout génocidaire à la sauce écolo-humanitaire.



.Une interview de Jean-Marc Jancovici dans *L'Hémicycle* en septembre 2022

Jean-Marc Jancovici septembre 2022



Interview parue dans [L'Hémicycle en septembre 2022](#).

Comme d'habitude, le chapô précédent l'interview, que je reproduis ci-dessous, est de la rédaction du journal et non soumis à relecture, tout comme le titre. Le texte de l'interview ci-dessous est la version relue et amendée par mes soins qui a été envoyée au journal. Entretien réalisé par Romain Rosso.

Cet ingénieur et consultant est l'un des meilleurs experts du climat et de l'énergie. Dans un monde aux ressources de plus en plus limitées, les politiques devront faire des arbitrages entre les priorités, dit-il. La société civile va aussi devoir comprendre qu'elle ne va pas pouvoir tout conserver <donc s'appauvrir>.

planification écologique a été érigée parmi les priorités du quinquennat. Quelle en est votre définition ?

Le terme « planification » renvoie à l'augmentation des horizons de temps, pour mettre en œuvre des mécanismes qui vont au-delà des mandats. « Écologique » signifie que l'on fait des projets pour l'avenir compatibles avec les limites planétaires. **L'énergie fossile, par exemple, va diminuer de gré ou de force.** Pour le moment, c'est plutôt de force, grâce à Poutine et à l'épuisement des gisements. Comme le XX^e siècle s'est construit en totalité sur le pétrole, sa décrue rapide va remettre en cause tous les schémas existants : les villes, en particulier les grandes, seront moins pertinentes et moins résilientes ; l'inflation sera structurelle ; les chaînes de valeur mondialisées seront disruptées... Même l'agriculture est concernée. Aujourd'hui, sa dépendance aux énergies fossiles vient d'abord des transports intermédiaires pour emmener les récoltes aux usines, puis des usines aux consommateurs. Sans pétrole, il faut déspecialiser les bassins agricoles et cela peut prendre deux générations.

Comment mettre en place une telle planification ?

Il n'y a qu'une seule manière, en démocratie : créer du consensus chez les électeurs. Par exemple, tout le monde est d'accord sur le fait qu'il faut avoir un système de sécurité sociale ; du coup il n'est remis en cause par aucun des candidats aux élections, aussi extrêmes soient-ils. Il faut arriver à faire de même en ce qui concerne la planification écologique. Une partie du travail est du côté des proposant, dont je fais partie, qui doivent convaincre leurs concitoyens de la [pertinence des processus et des objectifs qu'ils suggèrent](#). Le but est de maximiser notre bonheur sous contrainte. La classe politique est-elle prête à embrayer ? Une partie, probablement. Ironiquement, j'aime à dire que la France est le seul pays communiste d'Europe de l'Ouest, car nous avons un tropisme culturel pour les grandes organisations planifiées sur le long terme. Les Allemands, les Italiens, les

Espagnols sont moins aptes à le faire, et encore moins l'État fédéral américain. C'est possible en Franc, encore faut-il se mettre d'accord sur le contenu, car tout le monde ne met pas la même chose derrière ce mot de planification. Et surtout la situation politique actuelle, avec un pouvoir faible et peu préparé, ne permet hélas pas la mise en œuvre d'une action résolue et consensuelle.

La planification écologique a été rattachée à la Première ministre, et deux ministres de plein exercice sont chargés de la mettre en œuvre. Cela va-t-il, néanmoins, dans le bon sens ?

Penser que cette planification écologique relèverait avant tout du ministre de l'Écologie – ou de ministres délégués particuliers – est une chimère. Elle relève avant tout du président, qui doit impliquer tout le gouvernement, à commencer par le ministère de l'Économie. Il y a en effet un antagonisme structurel entre les schémas économiques classiques et le fait de s'accommoder de limites physiques. L'environnement étant partout, les limites planétaires doivent être prises en compte par tous les ministères. La vraie novation n'est pas la nomination de deux ministres délégués, mais plutôt la création du secrétariat général à la planification écologique (SGPE), une administration devant instruire de manière transversale les décisions, et rapportant à la Première ministre. The Shift Project a soutenu sa création. Le degré de sérieux du SGPE se mesurera au nombre de personnes qui seront affectées à l'instruction des décisions.

L'État est-il aujourd'hui armé pour répondre à ce défi ?

Très mal, parce que dans cette ère très libérale – dont nous commençons à sortir un peu –, nous avons eu tendance à considérer que toute l'information nécessaire pour appréhender les limites de demain était contenue dans les prix. Malheureusement, ce n'est pas vrai. Il va donc falloir outiller l'État. La décision d'Elisabeth Borne de former 25 000 hauts fonctionnaires est une très bonne nouvelle. Il faut qu'ils soient capables de faire des plans pour l'avenir physiquement réalisables (tout comme les politiques du reste). A Carbone 4, notre première action avec les entreprises est de les aider à comprendre à quelle distance elles sont des limites. Nous avons commencé avec le climat et poursuivi avec la biodiversité, avant de travailler, peut-être, sur d'autres ressources (métaux, espace, sol...).

Vous proposez aussi de former les parlementaires et les ministres avant leur prise de fonction...

Je précise que ce n'est pas dans un cadre commercial ! Il y a deux choses que les députés ont du mal à faire en même temps : travailler le fond et aller sur les plateaux télévisés. Du coup les politiques qui piochent les dossiers sont souvent peu visibles. Les sénateurs étant moins exposés médiatiquement, ils consacrent facilement plus de temps au fond par exemple. Sur chaque sujet un peu technique, il est possible de trouver de bons parlementaires, mais je n'ai jamais réussi à savoir quel degré d'influence leur travail avait sur leurs collègues. Chaque élu doit de toute façon avoir des bases sur les dossiers techniques majeurs.

Un autre problème m'inquiète : le déni naissant d'une partie des députés sur les faits environnementaux. Aux États-Unis, les républicains, sous prétexte qu'ils sont opposés aux démocrates, contredisent des faits avérés simplement parce que leurs adversaires les invoquent. Mais les États-Unis sont le pays de l'immensité, où une bonne partie de la population n'accepte pas le concept de limite, fût-il documenté par la science. En France nous étions épargnés, mais le risque augmente. Des scientifiques ont récemment proposé une courte formation sur le changement climatique aux députés élus en juin dernier. Sur les 154 élus qui se sont prêtés à l'exercice, il y a eu 70 Nupes, 80 Ensemble !, mais seulement un LR et un RN. J'espère que nous ne nous dirigeons pas vers une situation à l'américaine, où notre droite va **contester des faits scientifiques au motif que le camp d'en face les invoque**. Former les députés va-t-il suffire à ce qu'ils prennent des bonnes décisions ? Non. Mais tant qu'ils ne sont pas formés, la probabilité qu'ils prennent des décisions compatibles avec les limites connues est faible.

Vous avez rencontré le président à deux reprises. A-t-il pris conscience de l'enjeu ?

Je n'ai aucune idée de ce qu'il pense. C'est un politique qui est dans un rôle permanent de représentation. Les quelques décisions prises lors du précédent quinquennat montrent cependant qu'il n'a pas les idées claires. Il a fermé Fessenheim avant de repartir en direction opposée. L'idée de la convention citoyenne sur le climat était bonne, mais il a fait des erreurs dans le processus. Sur l'agriculture, l'urbanisme ou les transports il est largement aux abonnés absents. Pour moi, il tâtonne. Sa décision de construire six EPR n'a de logique qu'à partir du moment où l'on décide de relancer un parc fortement nucléarisé. Cela suppose aussi de **reconstruire une filière nucléaire. J'y suis favorable car c'est la seule énergie décarbonée, dense et pilotable qui existe.** Malgré tout, nous allons passer par une période de creux due à nos années d'inaction et de politique erratique. Globalement, tous nos chefs d'État récents sont passés à côté du sujet énergie-climat.

Que doit faire l'État pour montrer l'exemple ?

D'abord comprendre le problème, et vu le nombre de personnes à former, la première urgence est de former des formateurs. L'État doit aussi se doter de méthodes pour confronter chaque décision possible aux limites physiques actuelles et futures. Il faut réformer énormément de processus. Dans le domaine des transports, par exemple, l'impact sur les émissions de gaz à effet de serre doit être le critère de premier ordre dans le bilan socioéconomique qui est réalisé avant de décider de la création d'une infrastructure ou son aménagement. Il faut aussi comprendre les effets d'éviction qui vont aller croissant. **Dans un monde en expansion et sans limite, l'énergie abondante nous a permis de courir tous les lièvres à la fois. Nous avons eu en même temps plus de nourriture, plus de logements, plus de jouets et plus de voitures... Dans un monde aux ressources qui deviennent progressivement contraintes, il va falloir faire des arbitrages entre les priorités, et nos schémas mentaux ne nous y préparent pas.**

Quels sont les risques liés à la non prise en compte de ces contraintes ?

Si nous refusons de tenir compte des limites physiques de manière volontaire, il y aura de plus en plus de craquements. Et, un jour, ça peut dynamiter les démocraties, la capacité de chacun à se nourrir en abondance et à **vivre en paix.** Les deux dernières années nous ont donné une première illustration de ce que représente une rupture des chaînes mondialisées. **Le changement climatique et la baisse de l'approvisionnement en pétrole auront le même effet que le covid, mais en plus ample et en permanence.** Les démocraties sont fragiles. N'oublions pas qu'elles sont nées dans la croissance. La société civile doit aussi comprendre, hélas, qu'elle ne va pas pouvoir tout garder. C'est pour cela que The Shift Project s'adresse en priorité à cette dernière et non au monde politique. Nous allons devoir établir ce que j'appelle **une hiérarchie des renoncements.** Pour l'accepter, il faut beaucoup de pédagogie sur la description de la situation. La [BD que l'on a publiée avec Christophe Blain](#) veut y contribuer.

The Shift Project, que vous présidez, propose un [plan de transformation de l'économie française vers une économie bas carbone.](#) Combien cela coûterait-il ?

Ce plan est en fait une tentative de faire de l'économie sans parler d'argent. L'économie est [vue comme des flux physiques qui permettent de produire.](#) Par exemple, pour faire un meuble, il faut couper du bois, extraire des minerais, transformer et transporter, etc. Notre plan décrit la façon de réorganiser ces flux physiques pour qu'ils soient compatibles avec la baisse de 5% par an des émissions planétaires de CO2. Il décrit aussi les changements nécessaires sur les emplois. Il faudra un jour mettre un chiffrage en euros, parce que c'est l'unité que tout le monde croit comprendre, mais ce n'est pas la priorité.

Une croissance « verte » ou une écologie de la croissance n'est-elle pas possible ?

Non, parce qu'**une économie en croissance est une économie dont les flux physiques augmentent.** **Nous sommes en haut de la montagne, donc nous ne nous rendons pas encore compte que le phénomène de décroissance a commencé.** La quantité de pétrole et de gaz à la disposition des Européens (60% de notre énergie à eux deux) a déjà baissé sous l'effet de la **contrainte géologique.** Quand on regarde dans le détail, le pouvoir d'achat réel d'une large partie de mes concitoyens s'érode depuis une quinzaine d'années. Cela va de pair avec la montée du populisme. En 2011, j'ai écrit [un article dans lequel j'expliquais que de ne pas décarboner de manière ordonnée](#)

[fera monter le Front national](#). Tant que nous conserverons notre dépendance mortelle aux combustibles fossiles, nous connaissons périodiquement des récessions, et Marine Le Pen montera dans les sondages, même si elle n'a pas l'ombre d'un plan pour faire face au problème.

▲ [RETOUR](#) ▲

L'ukrainien en toute simplicité

Par Dmitry Orlov – Le 26 octobre 2022 – Source [Club Orlov](#)

De plus en plus de personnes en Occident commencent à se gratter la tête en se demandant pourquoi elles devraient souffrir d'une inflation galopante, de factures d'électricité inabordables et de foules indisciplinées de migrants ukrainiens profiteurs. Les esprits les plus curieux s'interrogent sur la vitesse étonnante à laquelle le gouvernement ukrainien engloutit les vastes sommes d'argent qui lui sont envoyées sans rien en retour, alors même que les services publics de l'Ouest sont défaillants par manque de fonds, ou sur la raison pour laquelle l'ensemble de l'OTAN est rapidement dépouillé de nombreux types de systèmes d'armes, qui sont expédiés en direction de l'Ukraine et sont ensuite soit détruits, soit vendus à des tiers dans le monde entier, soit pris comme trophées par les Russes, tandis que l'inflation rend leurs remplacements inabordables.

Certaines personnes commencent à penser que tout ceci n'est qu'un stratagème pour enrichir le clan Biden et remplir les caisses de sa campagne politique afin d'éviter une défaite politique désastreuse par l'achat de votes et une fraude aux sondages tout en maintenant Hunter, le fils de Biden, approvisionné en drogues et en prostituées ukrainiennes mineures, mais ce sont évidemment des théories du complot. Rassurez-vous, tout ce que l'Occident collectif fait à l'égard de l'Ukraine, si injustement envahie par la Russie après que son dirigeant ait simplement menacé la Russie d'une frappe nucléaire lors d'une conférence internationale sur la sécurité, est parfaitement propre et conforme aux règles.

Pour bien comprendre l'Ukraine, en tant qu'état d'esprit et aussi en tant qu'État en faillite, ce qu'elle est réellement à ce stade, il est essentiel de saisir un fait essentiel : l'ensemble de sa construction est un exercice d'ironie tragique. La meilleure façon de l'expliquer est de se référer à certains termes qui n'existent que dans la langue ukrainienne. Le reste de la langue ukrainienne peut être ignoré sans risque : elle n'est utilisée que comme un signal de vertu par les ukrainiens russophones (cela ne durera pas), rien d'important n'est écrit ou publié dans cette langue, et elle fait essentiellement partie d'un continuum de dialectes russes du sud qui s'étend de Tambov et Voronezh à Lvov. De tous ces dialectes, c'est le seul à avoir été formalisé en tant que langue distincte, avec des résultats médiocres : il est faible en tant que moyen de pensée et lorsqu'il est temps d'arrêter de faire preuve de vertu et de commencer à résoudre des problèmes, les Ukrainiens se rabattent inévitablement sur le russe. Cela ajoute sans doute au sentiment d'ironie tragique qui est au cœur de l'identité ukrainienne.

Pourtant, pour répondre à certaines questions importantes, telles que « *Où est notre argent ?* », « *Qu'est-il arrivé à toutes ces armes ?* » ou « *Pourquoi continuez-vous à nous mentir ?* », nous devons d'abord comprendre le sens de certains mots qui n'existent qu'en ukrainien. Il n'y en a que sept, et ils forment les murs, le sol et le plafond du cachot psychique dans lequel languit la pensée ukrainienne moderne.

Maidán. Il s'agissait initialement du nom de la place centrale de Kiev – « *Maidan Nezalezhnosti* » ou Place de l'Indépendance – mais il a fini par désigner le renversement violent du dernier gouvernement constitutionnel de l'Ukraine, début 2014. Ce fut une victoire pour une petite faction de nationalistes extrémistes et de néonazis, pour les fonctionnaires du département d'État américain et de la CIA qui lui ont versé de l'argent, et pour les médias occidentaux qui se bouchent le nez tout en leur accordant un soutien méprisant. Maidan représente un ensemble d'idéaux : la démocratie (faire tout ce que vos curateurs occidentaux vous disent de faire), le bezviz (voyager sans visa vers l'UE pour travailler) et (ne me demandez pas pourquoi) les sous-vêtements en dentelle. Et puis il y a l'idéal le plus important de tous : la destruction complète de tout ce qui est russe, y compris la langue, la culture, la population et le pays lui-même.

Peremóha. Sa signification originale est « victoire », mais au cours de l'histoire moderne, il a fini par signifier n'importe quoi entre la victoire et la défaite, souvent simultanément les deux. Maidan a été une défaite pour la grande majorité des Ukrainiens, qui n'ont pris aucune part aux festivités violentes de la place Maidan et dont la situation s'est dégradée depuis. Mais ils n'ont pas le droit d'appeler cela une défaite, et ils l'appellent donc « victoire » à la place, en faisant un doigt d'honneur, un clin d'œil, et n'en dites pas plus ! Puisque les Ukrainiens n'ont pas de victoires à annoncer, *peremoha* ne peut être utilisé que de manière ironique, souvent accompagné d'un grognement et d'un roulement d'yeux. L'ukrainien a bien un mot pour « défaite » –*porázka*– mais il est rarement utilisé car, dans le contexte ukrainien, *peremoha* fonctionne parfaitement pour la victoire et la défaite. Cependant, il y a des moments où la défaite devient bien trop évidente, même pour l'ironie dramatique la plus dure et la plus industrielle, et il est alors temps de...

Zráda. Le sens littéral de ce terme est « trahison », mais il est le plus souvent utilisé comme un substitut de « défaite », car le mot « défaite » ne peut être prononcé, car cet acte lui-même serait qualifié de *zrada*. Les termes « *peremoha* » et « *zrada* » ne sont pas tant les deux faces d'une même pièce que les deux faces d'une balle qui roule, car à chaque fausse victoire, lorsque le faux devient trop évident, la prochaine étape naturelle est de supposer qu'elle est le résultat de la perfidie et de la trahison. A son tour, cela conduit inexorablement à une chasse aux sorcières contre les supposés traîtres. Une fois les innocents punis et les coupables récompensés, une *peremoha* est annoncée. Mais comme les conditions continuent de se détériorer, elle devient à son tour une *zrada*, et ainsi de suite à l'infini. Il serait erroné de penser qu'il s'agit d'une dialectique menant finalement à une synthèse *zrada/peremoha* ; les deux restent plutôt distincts dans un kaléidoscope vacillant de perception erronée qui est conçu pour déformer une réalité ukrainienne de plus en plus désastreuse.

Hanbá ! (Il est préférable de l'utiliser avec un point d'exclamation, car il est souvent crié lors des manifestations). Sa signification littérale est « honte », mais il est utilisé pour signifier que tout écart par rapport aux idéaux vantés et incontestés du Maïdan sanglant transforme inévitablement toute *peremoha* supposée en *zrada*. Avec la *peremoha* et la *zrada*, la *hanba* forme une triade dans laquelle l'annonce de la *hanba* agit comme l'événement transformateur. C'est-à-dire que c'est lorsque le cri de « *Hanba !* » est prononcé en public qu'une *peremoha* devient une *zrada*.

Pokráshchennya. Son sens littéral est « amélioration », ce qui, dans le contexte ukrainien contemporain, est toujours promis mais jamais réalisé. Mais comme le dire directement serait un cas de *zrada*, il signifie désormais aussi son contraire : la détérioration (grognements et roulements de yeux facultatifs). Ce terme est utilisé pour caractériser toutes sortes de phénomènes ukrainiens contemporains, y compris, mais sans s'y limiter, l'état désastreux des routes, le manque d'électricité, le manque de chauffage ou d'eau dans les maisons, la baisse constante des revenus, la montée en flèche des frais et des tarifs, etc.

Poperédnyky. Ce terme signifie « prédécesseurs » et est utilisé pour expliquer l'absence de *peremoha*. Le manque de succès dans tous les domaines est automatiquement imputé aux administrations, régimes et autorités précédents. Parfois, dans le cas de la *zrada*, la recherche de boucs émissaires peut être court-circuitée en soulevant la question des *poperednyky*, mais cela est moins satisfaisant car dans ce cas il n'y a pas d'innocents à punir, de coupables à récompenser et de *peremoha* à déclarer en conséquence.

Svýdomy. Ce terme, qui signifiait à l'origine quelque chose comme « les consciencieux », est aujourd'hui un élément clé du système nationaliste ukrainien d'identification des amis ou des ennemis. Il représente l'adhésion aux idéaux de Maidan et le rejet de tout ce qui est russe. Chaque fois que quelqu'un n'est pas suffisamment *svydomy*, c'est automatiquement un *zrada*.

Moskál. Signifiant initialement « moscovite », ce terme désigne dans le langage ukrainien contemporain toute personne qui n'est pas *svydomy*. Pour être étiqueté comme *Moskál*, il n'est pas nécessaire d'être pro-russe, de détenir un passeport russe, de brandir un drapeau russe lors des manifestations ou d'avoir le portrait de Poutine sur son mur ; il suffit de chanter des chansons folkloriques russes ou de parler russe (la langue maternelle de la plupart des résidents de l'ancienne Ukraine). Un exemple particulier d'ironie dramatique a été montré récemment

lorsqu'une personne dont la langue maternelle est manifestement le russe est passée à la télévision d'État ukrainienne pour déclarer, dans un ukrainien chancelant, que la langue russe devait être bannie de toutes les sphères de la vie ukrainienne. Je soupçonne que son mauvais ukrainien et son bon russe l'ont de toute façon trahi comme étant un Moskal.

Zarobitchányn. Au départ, ce terme signifiait « *travailleur invité* », mais il s'applique désormais à tout Ukrainien valide en âge de travailler. En effet, l'Ukraine n'a plus guère d'économie (qui permette à quiconque de gagner réellement de l'argent) et, en dehors des diverses formes de criminalité et de corruption, la seule option est de se rendre à l'étranger, que ce soit pour travailler ou pour se débrouiller. On estime qu'environ la moitié de ce contingent se trouve à l'extérieur du pays (employé ou non), tandis qu'une grande partie du reste est dans l'armée. Il existe un processus de conversion en cours par lequel un *svidomy* devient soit un *Moskal*, soit un *zarobitchanyn*, parfois les deux en même temps.

Si tout va bien, le dernier groupe de *svidomy* restant sera le président Zelensky et ses sbires. Alors une bande de *Moskals* les arrêtera tous, les jugera et les enfermera à vie. Ce sera une *zrada* pour Zelensky et ses sbires et une *peremoha* pour le reste d'entre nous. Et si tout va mal, toute l'Union européenne et le reste de l'Occident se transformeront progressivement en une gigantesque Ukraine.

▲ [RETOUR](#) ▲

."Twitter est libre". Elon Musk deviendra-t-il le grand duc de Mars ?

Ugo Bardi Lundi 31 octobre 2022



Jean-Pierre : je crois que je vais commencer à vendre des terrains sur Mars.



La nouvelle du jour, c'est qu'Elon Musk a pris le contrôle de Twitter et promet d'abolir la censure. Dans le même temps, les plateformes les plus malmenées par les censeurs, FaceBook par exemple, prennent un coup de sang sur le marché (Twitter s'en sort beaucoup mieux !). Cela fait partie de l'évolution du Web, une entité bien trop complexe et structurée pour être contrôlée par des créatures débiles comme les "fact checkers" » et leurs robots d'AI'. Nous ne savons pas ce que Musk a en tête : il envisage peut-être de devenir le prochain président des États-Unis ou de régner sur Mars en

tant que grand-duc. En tout cas, il semble comprendre mieux que beaucoup d'autres comment utiliser les médias sociaux comme outil de communication.



On raconte que le grand-duc de Toscane, Cosimo 1er (1519-1574), avait l'habitude de s'asseoir, sans être vu, derrière une fenêtre basse de son palais pour écouter ce que disaient les passants. Il voulait savoir ce que ses sujets pensaient de lui. Il en avait besoin : cela faisait partie de sa méthode de gouvernement. Il utilisait une main de fer quand c'était nécessaire, mais il utilisait aussi un gant de velours pour transformer ses ennemis en amis. Par exemple, le chef-d'œuvre de la statuaire, "Persée et Méduse", a été coulé par un de ses anciens ennemis, Benvenuto Cellini, dont Cosimo admirait les compétences.

Le "Persée" se trouve toujours sur la Piazza della Signoria, à Florence. Avec cette pièce, et avec d'autres, Cosimo 1er menait une campagne de propagande où il se présentait comme le Persée "tueur de monstres", un souverain sévère mais juste. Mais il avait besoin de savoir comment son message était perçu par ses cibles. Dans ce cas, ce sont les citoyens de Florence eux-mêmes qui l'ont informé en faisant des commentaires à haute voix tout en regardant la statue (sachant probablement que le duc écoutait de la fenêtre, non loin de

là) et en écrivant leurs commentaires sur de petits morceaux de papier qu'ils collaient sur le piédestal. Nous ne savons pas ce qu'ils ont dit et écrit, mais, apparemment, ils pensaient que la statue était trop du côté "sévère" et trop peu du côté "juste". Le duc était suffisamment déçu pour ne jamais payer Cellini pour le travail qu'il avait fait. J'ai raconté cette histoire en détail dans un précédent billet.

Il existe de nombreuses façons de mener une campagne de propagande. Dans l'Antiquité, bien sûr, ils ne disposaient pas des technologies dont nous disposons aujourd'hui, mais les problèmes étaient les mêmes. Les dirigeants ne pouvaient pas atteindre les citoyens individuellement, mais ils "diffusaient" leur pouvoir au moyen d'images et de bâtiments impressionnants. Ensuite, le peuple avait une certaine capacité à renvoyer des messages aux dirigeants. Et certains dirigeants éclairés, comme Cosimo 1er, savaient qu'**un dirigeant qui ne sait pas ce que pensent ses sujets ne survit pas longtemps. Mais, pour entendre ce que disent les citoyens, il faut un certain niveau de liberté d'expression.** C'était une bonne façon de gouverner : Cosimo était un véritable homme de la Renaissance, qui patronnait l'art et la science et n'opprimait pas trop ses sujets. Il a régné pendant 32 ans et a fondé une dynastie de grands-ducs qui a duré jusqu'en 1737.

Avec le temps, la propagande a évolué. Les "médias de masse", d'abord la presse, puis la radio et la télévision, ont commencé à être fondamentaux au cours du 20e siècle. Ce sont de formidables technologies de diffusion, mais elles sont extrêmement pauvres en termes de communication bidirectionnelle. Avec les dictatures totalitaires du 20e siècle, les gens recevaient des messages de leurs dirigeants, mais ils ne pouvaient pas leur répondre. La seule façon pour les gouvernements de savoir ce que les gens pensent était de compter sur des espions, mais c'était généralement exagéré. En Union soviétique, en Iran à l'époque du Shah, et dans de nombreux autres endroits, ce que vous disiez à un ami pouvait finir par être signalé à la police, et vous risquiez de disparaître dans la nuit, pour toujours. Très vite, les gens ont perdu tout intérêt à exprimer leur opinion à qui que ce soit.

Le problème du totalitarisme est qu'il est rigide et inflexible. Les dirigeants ont tendance à penser que le fait que personne ne les critique signifie que personne n'est en désaccord avec eux, ils sont absorbés par leurs querelles internes et perdent rapidement de vue les vrais problèmes. C'est l'une des raisons pour lesquelles les États totalitaires n'ont généralement pas une longue durée de vie. Un bon exemple est celui du gouvernement fasciste de Benito Mussolini, en Italie. L'un des États les plus totalitaires de son époque (et peut-être de toute l'histoire connue), le contrôle total des médias par l'État n'avait d'égal que l'incompétence totale du gouvernement. Et cela s'est terminé par la pendaison du grand leader, la tête en bas, comme c'était peut-être inévitable.

Qu'en est-il de notre époque ? À la fin du XXe siècle, la propagande occidentale était une machine sophistiquée qui fonctionnait selon le principe que *"le meilleur tour du diable est de vous convaincre qu'il n'existe pas"* (c'est Baudelaire qui l'a dit). Elle était structurée de telle sorte qu'elle donnait aux citoyens l'impression qu'ils étaient libres de s'exprimer. Il était pourtant évident que les opinions contraires à celles du gouvernement resteraient toujours confinées dans des espaces occupés uniquement par des visionnaires et des cinglés. C'était une forme de "totalitarisme invisible".

Mais la technologie change toujours les choses. Le Web et les médias sociaux ont été l'équivalent d'une clé à molette jetée dans les rouages de la lisse machine de propagande occidentale. Les élites ont vite compris qu'elles pouvaient difficilement contrôler le système lorsque n'importe qui pouvait l'utiliser à moindre coût. Et tout peut devenir viral sur le Web, hors de tout contrôle, aussi subversif soit-il. Cela a conduit à une ruée vers le contrôle du Web.

Jusqu'à présent, l'action a surtout concerné les moteurs de recherche : ceux qui les contrôlent contrôlent le Web. Si vous avez fait l'expérience du "shadow-banning", vous savez à quel point il est efficace et sans défense. Plus récemment, nous avons vu le "soft banning" complété par le "true banning". Une grande tribu de soi-disant *"vérificateurs de faits"* est apparue sur les principales plateformes sociales, sévissant contre quiconque disait quelque chose que ses employeurs ne voulaient pas voir se diffuser sur le Web. Le compte d'un ancien président américain sur Twitter a été supprimé, et même des scientifiques de haut niveau ont été censurés. Parfois, le simple fait de créer un lien vers des articles évalués par des pairs dans des revues scientifiques peut entraîner la disparition

de votre compte dans la nuit, pour toujours.

Certaines personnes adorent la censure. Mais beaucoup (peut-être la plupart) des utilisateurs des médias sociaux n'aiment pas être surveillés par-dessus leurs épaules par **ces nounous trop zélées qui prétendent savoir mieux qu'eux ce qui est vrai et ce qui ne l'est pas**. Cela a suscité des critiques et quelques tentatives pour maîtriser les censeurs. Mais, jusqu'à présent, nous n'avons vu que la censure accroître sa portée et devenir plus envahissante.

Sauf pour la nouvelle du jour : l'oiseau est libre ! Elon Musk a acheté Twitter et promet d'éliminer la censure.

Que se passe-t-il ? Il y a plusieurs interprétations possibles, mais au moins une chose est claire : ceux qui nous gouvernent ne sont pas une entité monolithique, comme l'était le parti communiste en Union soviétique. Il y a plusieurs prétendus dirigeants du monde qui se disputent le pouvoir en coulisse. Musk est peut-être en fait plus intelligent que la plupart d'entre eux et capable de comprendre qu'on ne gagne rien à faire taire ceux qui ne sont pas d'accord avec soi. S'il veut devenir le prochain président des États-Unis, ou peut-être le grand-duc de Mars, il doit penser comme le grand-duc de Toscane. Il doit savoir ce que les gens pensent, car il ne peut gouverner que si les gens sont d'accord pour qu'il gouverne. Gouverner par la force et l'oppression est inefficace et, souvent, le dirigeant finit pendu par les pieds. Musk peut donc comprendre qu'il doit laisser un certain espace pour que les gens puissent s'exprimer. L'oiseau n'est peut-être pas complètement libre, mais il doit pouvoir voler.

Nous semblons être dans un moment de transition (nous le sommes toujours). L'Internet subit des pressions de la part des pouvoirs en place qui tentent de le contrôler et d'en faire un outil au service d'un gouvernement totalitaire (en Chine, le gouvernement a peut-être réussi à le faire). Mais, dans le même temps, certains membres des élites se rendent compte qu'Internet est un bien meilleur outil s'il est utilisé conformément à sa caractéristique de système de communication bidirectionnel. Internet peut nous permettre de générer un nouveau système de gouvernance qui pourrait être plus efficace et plus juste que les anciens systèmes totalitaires. Il pourrait faire partie d'une "nouvelle Renaissance" qui pourrait prendre des aspects similaires à la façon dont Cosimo Ier a gouverné la Toscane au XVI^e siècle. Peut-être. Mais, comme toujours, l'avenir nous surprendra.

▲ [RETOUR](#) ▲

L'électricité australienne : Un rebondissement dans l'intrigue

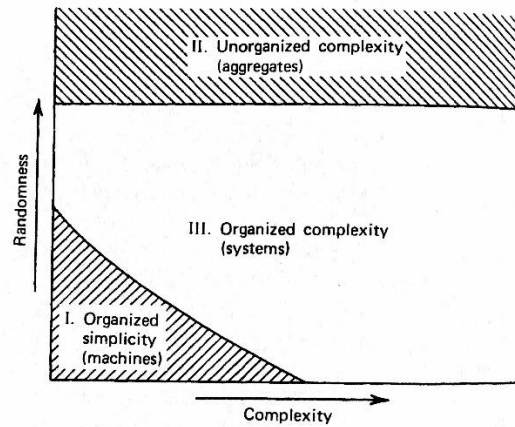
Simon Sheridan 2 novembre 2022



Il y a plusieurs mois, alors qu'une mini-panique s'est déclenchée au milieu de l'hiver avec des menaces de pannes d'électricité dans l'est de l'Australie, j'ai écrit deux billets sur le marché australien de l'électricité (celui-ci et celui-là). Les menaces de black-out sont quelque chose à quoi je m'attendais depuis un certain temps, car l'Australie a continué à ajouter des sources d'énergie intermittentes (solaire et éolienne) au réseau électrique. Il n'est pas surprenant qu'elles soient survenues en hiver, lorsque les jours sont courts et que le soleil a la fâcheuse habitude de se cacher derrière les nuages au lieu de briller sur les panneaux solaires.

En fin de compte, il n'y a pas eu de pannes d'électricité à grande échelle, mais selon les directives de la bureaucratie australienne de l'énergie, les pannes d'électricité deviendront un problème peut-être dès 2025. Ce sera un problème pour l'avenir. Pour l'instant, le problème politique est le prix, car le prix de détail de l'électricité continue d'augmenter en Australie comme dans la plupart des autres pays. Cette pression politique a déclenché ce qui pourrait être un changement de paradigme dans la politique australienne, et j'ai donc pensé prendre un post pour esquisser ce à quoi cela pourrait ressembler.

La question de savoir si les énergies renouvelables sont moins chères que les autres formes de production d'énergie fait partie de ces sujets qui suscitent des débats passionnés. Je ne prétends pas connaître la réponse avec certitude, car la production d'électricité est, dans le langage de la pensée systémique de la vieille école que j'aime utiliser pour analyser de tels problèmes, **un système de nombres moyens**. Les systèmes de nombres moyens présentent une complexité organisée et peuvent être distingués de la simplicité organisée de systèmes tels que la physique planétaire newtonienne et de la complexité non organisée, par exemple le comportement d'un gaz dans un récipient.



Types of systems with respect to methods of thinking.

Lorsque nous essayons de comprendre **les systèmes de nombres moyens**, notre culture adore **créer des modèles**. Chaque fois que vous voyez un titre "les experts disent..." et des études ont montré...", cela signifie que quelqu'un a construit un modèle. Le problème de la modélisation des systèmes de nombres moyens est que **vous ne pouvez pas réduire suffisamment les variables pour obtenir des résultats calculables et fiables**. Par conséquent, **tout modèle que vous créez, même s'il semble correspondre à des données empiriques sur une période donnée, peut être faux (en fait, il sera faux, mais pourrait être utile)**.

Certains affirment qu'il est toujours préférable de créer le modèle. Peut-être. Mais un modèle peut vous donner un faux sentiment de sécurité et de certitude. L'approche que je préfère est **l'approche heuristique**, qui consiste à appliquer de nombreuses heuristiques différentes au problème, en sachant qu'elles sont faillibles, mais en ayant confiance que la combinaison des perspectives peut donner un aperçu de ce qui se passe. Cette approche exige **un niveau d'humilité qui ne cadre pas bien avec notre culture**. **Nous préférons avoir certainement et héroïquement tort que d'avoir juste un peu plus raison que tort.**

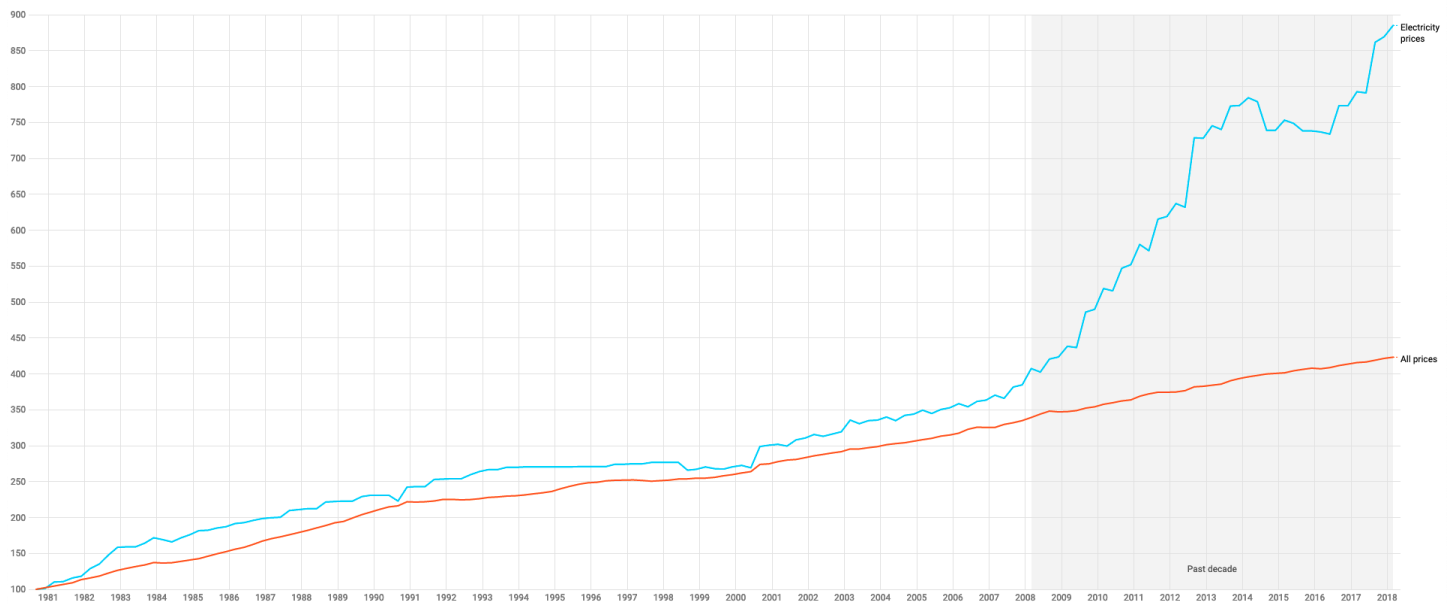
Lorsque l'on essaie de comprendre le système de chiffres moyens qu'est le marché australien de l'électricité, l'une des heuristiques à utiliser est l'heuristique historique. C'est l'approche que j'ai adoptée dans le premier de mes billets il y a quelques mois.

La version ultra-courte de cette histoire est la suivante : Dans les années d'après-guerre, l'Australie a construit un grand réseau qui fonctionnait presque entièrement au charbon. L'Australie disposant d'énormes réserves de charbon économiquement exploitables, nous avons bénéficié de l'électricité la moins chère du monde occidental jusqu'à début des années 90. Puis nous avons adhéré à l'agenda néolibéral qui exigeait la privatisation du réseau électrique. On nous a dit que cela ferait baisser les prix grâce aux merveilles du marché libre. À partir du milieu des années 2000, nous avons commencé à ajouter la production solaire et éolienne à grande échelle. On nous a dit que cela réduirait les prix car les énergies renouvelables étaient désormais la forme la moins chère de production d'électricité.

De toute façon, le prix aurait dû baisser. C'est ce qu'on nous a dit. Voici ce qui s'est réellement passé.

Consumer price index of electricity

Quarterly change in consumer price index of electricity prices compared with all prices since September 1980.



Prices at 1980 Q3 are indexed to 100. Chart shows percentage change per quarter of each price group.
Chart: ABC News • Source: Australian Bureau of Statistics

Qu'est-ce qui a mal tourné ? Deux principaux suspects font l'objet d'une enquête.

Première hypothèse : Les capitalistes véreux arnaquent le public comme ils le font toujours. La privatisation du début des années 90 est la cause de la hausse des prix.

Deuxième hypothèse : Les énergies renouvelables ne sont pas vraiment aussi bon marché qu'on le dit. L'augmentation des sources d'énergie solaire et éolienne est à l'origine de la hausse des prix.

Il est possible de créer des modèles pour justifier l'une ou l'autre de ces hypothèses. Il est certain que les réseaux de transmission ont été dorés et que les détaillants en électricité ont eu un comportement étrange, ce qui va dans le sens de l'hypothèse 1. D'un autre côté, les dépenses énormes engagées ces dernières années pour construire des lignes de transmission supplémentaires étaient nécessaires pour raccorder au réseau la production solaire et éolienne à distance. Cela constituerait une preuve en faveur de l'hypothèse 2.

Du point de vue de la théorie des systèmes, la privatisation du réseau et la poussée des énergies renouvelables dans les années 2000 ont un point commun : **elles ont rendu le système beaucoup plus complexe**. Lorsque nous parlons de systèmes entiers, **la complexité a un coût**. Sans connaître tous les détails sous-jacents, nous pouvons supposer qu'un système plus complexe est moins efficace. Pour obtenir le même résultat, il faut augmenter l'apport (d'énergie et de dollars).

La privatisation du système au milieu des années 90 a ajouté de la complexité à la structure organisationnelle du système. Jusqu'en 1990, le système électrique de Victoria était une entité unique connue sous le nom de SEC. Cette entité gérât tout le système, y compris la production et la vente au détail. Les réformes de privatisation se sont débarrassées de la SEC et ont divisé le système en quatre secteurs distincts : production, transmission (haute tension), distribution (basse tension) et vente au détail.

La complexité a toujours un coût. En ce qui concerne la complexité organisationnelle, l'un de ces coûts est la réglementation. Les entreprises privées qui fonctionnent dans un but lucratif vont maximiser leur profit et seront tentées de le faire au détriment du bien commun. L'histoire nous l'enseigne. Si vous introduisez davantage d'acteurs à la recherche du profit dans un système, les risques de corruption seront plus nombreux. Pour lutter contre cela, vous devrez dépenser plus d'argent pour la réglementation (services bureaucratiques, honoraires d'avocats, ressources des tribunaux). C'est un coût supplémentaire.

Un autre coût supplémentaire est **la surcharge de communication**. Plus de nœuds dans le système signifie plus de points où la communication peut s'interrompre. Ce problème peut être atténué par l'introduction de technologies de l'information. Mais les logiciels ont leurs propres complexités. Plus important encore, les logiciels sont coûteux. C'est un coût supplémentaire qu'il faut désormais payer pour faire fonctionner un système plus complexe.

L'ajout des énergies renouvelables depuis le milieu des années 2000 a également ajouté une complexité significative au système. Au lieu de quelques énormes centrales au charbon, vous avez maintenant un parc solaire ici, un parc éolien là, une centrale hydroélectrique là, une batterie Elon Musk là. Vous avez de nombreuses sources à petite échelle qui fournissent des quantités d'énergie très variables. Cette variabilité doit être équilibrée pour que le réseau reste opérationnel. Que se passe-t-il quand ce n'est pas le cas ? Vous avez des coupures de courant. Et puis vous avez des procès et des amendes. En d'autres termes, plus de coûts. (D'un point de vue positif, cela permet d'éviter la présence de quelques avocats affamés dans les rues).

Cela n'a fonctionné jusqu'à présent qu'en raison de la redondance massive intégrée au réseau d'origine. Mais à un moment donné, cela ne fonctionnera plus et c'est pourquoi la bureaucratie énergétique prévoit déjà un risque accru de black-out. Pensez-y comme à une voiture diesel. Vous pouvez ajouter une certaine quantité d'essence au mélange de carburant et la voiture continuera à rouler. Mais si vous continuez à augmenter la quantité d'essence dans le mélange, la voiture finira par tomber en panne. La voiture n'a pas été conçue pour fonctionner avec de l'essence et notre réseau électrique n'a pas été conçu pour fonctionner avec des énergies renouvelables.

Je m'attends donc à ce que la privatisation et les énergies renouvelables aient toutes deux entraîné une hausse du prix de l'électricité. La différence réside dans le fait que tous les coûts liés à la privatisation devraient déjà être intégrés dans le système, tandis que le coût des énergies renouvelables supplémentaires (le coût de la complexité) augmente à mesure que de nouvelles énergies renouvelables sont ajoutées au système.

Il semblerait que nous puissions avoir une idée plus précise de l'une ou l'autre des deux hypothèses, car les augmentations de prix ont créé une pression politique suffisante pour que la politique énergétique de l'Australie connaisse une évolution importante au cours des derniers mois. En Nouvelle-Galles du Sud et dans l'État de Victoria, les deux États les plus peuplés d'Australie, les partis travaillistes de gauche ont commencé à utiliser une rhétorique qui rend explicitement la privatisation responsable de la flambée des prix de l'électricité. Dans l'État de Victoria, le gouvernement a annoncé un plan visant à financer directement la production et même à faire revenir une SEC publique dans le secteur de la vente au détail.

C'est une grande nouvelle. Le programme de privatisation était un élément central du néolibéralisme. Si cette rhétorique se transforme en réalité, cela commence à ressembler à la fin officielle du néolibéralisme en Australie.

Bien sûr, pour l'instant, les mesures sont modestes et le choix de la rhétorique semble opportuniste. Les capitalistes avides font toujours un bouc émissaire utile et les politiciens ont désespérément besoin d'un bouc émissaire étant donné qu'ils ont été pris les pantalons baissés maintenant que le prix de l'électricité refuse de faire ce qu'ils promettent. Il est également vrai que la promotion des énergies renouvelables est un élément essentiel de l'idéologie "Sauver la planète" qui a permis aux travaillistes de remporter les dernières élections. Le choix entre blâmer les capitalistes ou blâmer les énergies renouvelables et saper cette idéologie est politiquement évident.

Ce qui est intéressant d'un point de vue politique australien, c'est que cette nouvelle rhétorique donne au parti travailliste un moyen de servir idéologiquement sa démographie de base, l'intelligentsia des centres-villes et les coeurs qui saignent, tout en capturant également la démographie qui est actuellement à la traîne : la classe ouvrière des banlieues extérieures. Les travaillistes peuvent promettre qu'ils ont un plan pour réduire les prix, ce qui plaira à la classe ouvrière, tout en sauvant la planète™ qui est la principale préoccupation des types du

centre-ville.

En revanche, la coalition libérale-nationale semble prête à essayer de prendre le train du nucléaire en marche. Je ne pense pas que ce soit une stratégie gagnante. Ainsi, les travaillistes pourraient accidentellement trouver un moyen de devenir un parti populiste dans les années à venir et ils y parviendront en revenant à leurs racines, c'est-à-dire en dénigrant les capitalistes.

Cela correspond à ma prédiction plus large selon laquelle l'Australie reviendra à ses racines sociales-démocrates lorsque les choses deviendront difficiles au cours des prochaines décennies. Le néolibéralisme a toujours été mal adapté ici. Il n'a été réellement adopté que pour apaiser les banquiers qui dirigent l'empire américain. Alors que l'empire américain continue de décliner dans les années à venir, l'Australie devrait avoir plus de latitude pour choisir sa propre voie et je m'attends à ce que nous revenions à ce qui a fonctionné.

En fin de compte, rien de tout cela ne résoudra le problème du prix de l'électricité, cependant. La seule chose qui fera baisser les prix est de réduire la complexité du système. Un retour complet au contrôle gouvernemental permettrait d'y parvenir. L'une des façons dont cela pourrait se produire est qu'une crise quelconque, presque certainement des pannes d'électricité à grande échelle, pourrait voir les gouvernements, qui posséderaient déjà une partie substantielle du système à ce moment-là, racheter les acteurs privés restants et l'ensemble du système reviendrait sous le contrôle du gouvernement.

Si l'hypothèse 2 est juste (comme je le soupçonne), le prix ne baissera toujours pas en raison de la nature fondamentalement complexe des énergies renouvelables et de la taxe de complexité associée qu'elles imposent au système. À un moment donné, peut-être dans quelques décennies, mais peut-être dès la fin de cette décennie selon la façon dont les choses se déroulent, il faudra décider si l'Australie veut avoir un approvisionnement permanent en électricité 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 ou si nous voulons poursuivre le rêve des énergies renouvelables.

Si nous choisissons la première option, nous disposons encore d'énormes réserves de charbon, situées juste à côté des lignes de transmission existantes. Le gouvernement financera-t-il la construction de nouvelles centrales au charbon ? Cela ne me surprendrait pas le moins du monde. Et Save the Planet™ s'envolera dans une bouffée de fumée alimentée par le charbon.

▲ [RETOUR](#) ▲

[Agir pour le climat, combat perdu d'avance](#)

[Par biosphere](#) 29 octobre 2022



La conférence mondiale sur le climat (COP27, soit 27^{ème} année de parlottes) se tiendra du 6 au 18 novembre à Charm-El-Cheikh, en Egypte. On sait déjà qu'elle ne débouchera pas sur une période de glaciation. Les émissions de gaz à effet de serre continuent leur progression. Elles ont atteint 52,8 milliards de tonnes d'équivalent CO2 en 2021, « Le temps des changements progressifs est révolu. Désormais, seule une transformation radicale de nos économies et de nos sociétés peut nous sauver de l'accélération de la catastrophe climatique », prévient la directrice exécutive du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE).

Lire, [COP26, un sommet pour VIP, bilan nullissime](#)

[Audrey Garric](#) : *Les engagements climatiques pris par les États mettent au contraire la planète sur une trajectoire de réchauffement de 2,5 °C à la fin du siècle. Et ce, s'ils sont respectés, ce qui n'est pour l'instant pas le cas. Si les pays poursuivent leurs politiques actuelles, l'élévation de la température pourrait même atteindre 2,8 °C en 2100. « Nous nous dirigeons vers une catastrophe mondiale », a réagi le secrétaire général*

de l'ONU, Antonio Guterres. La planète, qui s'est réchauffée de 1,2 °C depuis l'ère préindustrielle, est déjà confrontée à un cortège meurtrier d'inondations, de canicules, de sécheresses ou de mégafeux qui ont marqué l'année 2022.

Le point de vue des écologistes

Fred Issy : Pas de souci... on va taxer les jets privés... ben non ! On va taxer les voitures au poids pour qu'elles consomment moins... ben non ! On va surtaxer les électriques et hybrides de plus de 150cv... ben non ! On va vraiment s'engager dans un plan ambitieux de rénovation énergétique des bâtiments... ben non ! on va encourager le train en baissant les tarifs et augmenter le fer-routage... ben non ! Mais attention, on va mettre des cols roulés, éteindre les vitrines entre 1h et 6h du matin et demander aux magasins de fermer leurs portes quand la Clim est allumée : Mon Quinquennat sera écologique... ben non !

Eric.Jean : L'économie mondiale est à 80 % fossile. Décarboner l'économie sans la détruire est une illusion. C'est donc le réchauffement qui la détruira. Et une bonne part de la population mondiale par la même occasion. L'explosion démographique du 20^{ème} siècle est l'enfant de l'abondance énergétique fossile. Moins d'un milliard d'hommes devraient peupler les terres encore habitables du monde à venir. Simple retour à la normale qui refermera une parenthèse d'un ou deux siècles de folie orgiaque.

Atseuc : Cela va être très dur de faire sortir la grenouille de la casserole qui chauffe de plus en plus ! Nos politiciens ne font que satisfaire leurs électeurs avec des visions à court terme. EELV agit en plus comme un repoussoir en agrégeant l'écologie avec des positionnements idéologiques contestables alors qu'ils devraient représenter une avant-garde sur une écologie de rupture .

Francois Poulot : La semaine dernière des gens de battaient pour un bidon d'essence

Trazibule : Heureusement que Vladimir Poutine était là pour nous couper le gaz !

Jean Kazadi : La nature sait régler les problèmes étant donné que bientôt nous aurons l'épuisement du gaz et du pétrole.

Kcolrehs : Je voudrais voir demain la tête de ceux qui critiquaient aujourd'hui les activistes qui jettent de la sauce sur les tableaux des musées.

CPG : Tant que nos gouvernants n'auront pour seul horizon que la prochaine échéance électorale, il ne se passera rien. A moins que la désobéissance civile ne fasse tâche d'huile (ouh ! les affreux khmers verts), on est fichu.

Vampyroteuthis : Normalement après qu'une partie de nos générations futures se sera entre-tué et que l'emploi de la technologie sera largement contrarié par l'absence de matériaux et d'énergie, la pression de nos descendants sur leur environnement devrait diminuer..**Royaume-Unirtemis purple** : Dommage, notre bonheur vaut actuellement plus que celui de nos enfants.

Novembre placé sous le signe des 8 milliards

Ce mois de novembre 2022 tous nos articles principaux seront consacrés chaque jour à la question démographique. En effet selon l'Onu nous franchissons la barre des 8 milliards d'êtres humains le 15 novembre. Ce nombre nous paraît extravagant, incompatible avec les ressources limitées de la planète, avec la sauvegarde de la biodiversité, avec la stabilité du climat, avec des relations paisibles entre terriens, avec un fonctionnement économique durable. Pourtant les médias voient ce passage dans l'inconnu du petit bout de la lorgnette, minimisant les problèmes (**et ignorant la critique**) : – le taux de croissance diminue (mais il est encore positif)

- il faut faire face au vieillissement (une pyramide de Ponzi démographique)
- l'agriculture biologique nourrira le monde (à moins qu'il y ait famine)
- la transition démographique fait son effet (sauf bien sûr en Afrique)
- le dividende démographie l'emporte (quand il n'y a pas chômage structurel)
- c'est le nombre d'automobiles qui importe (peu importe le nombre de conducteurs)...

Pour avoir une vision plus réaliste, lire cette synthèse publiée début octobre

Alerte surpopulation

Le combat de Démographie Responsable

Présentation du livre par l'éditeur

<https://www.edilivre.com/alerte-surpopulation-michel-sourrouille.html/>

NB : Comme les libraires ne peuvent retourner leurs invendus, faites une commande ferme auprès de votre libraire de proximité, à défaut commandez à la [FNAC](#).

Résumé du livre

Nous sommes beaucoup trop nombreux sur cette Terre. Non seulement il y a des famines, des guerres et des épidémies, mais aussi chômage de masse, surexploitation des ressources, réchauffement climatique, extinction des espèces... Comme l'avait indiqué Malthus au début du XIXe siècle, notre nombre augmente tendanciellement plus vite que nos ressources. Ce livre donne les moyens de bien comprendre ce message, inquiétant et toujours d'actualité.

C'est aussi un soutien à l'association « Démographie Responsable » qui milite pour une maîtrise raisonnée et raisonnable de la fécondité humaine.

Si les mots « surpopulation », « malthusien » et « engagement individuel et collectif » faisaient irruption dans le débat public, ce livre aurait atteint son objectif.

▲ [RETOUR](#) ▲

« Nouveaux dispositifs énergie. Pourquoi faire simple quand on peut faire compliqué ! »

par [Charles Sannat](#) | 28 Oct 2022



Mes chères impertinentes, chers impertinents,

Je me demande si Pfizer ne pourrait pas concevoir un vaccin à l'attention de nos zélus et autres technocrates qui permettrait de les protéger de l'infection par la complexité.

A croire que quand on intègre un palais, cela rend hermétique à toute forme de simplicité.

Notre phare éteint de l'Elysée par exemple, il est allé chercher l'ami Bruno à l'économie. Certaines mauvaises langues le surnomme Bruno Lumière de manière fort perfide paraît-il mais je n'oserai pas un tel commentaire. Vous me connaissez les amis !

Bref, nos mamamouchis sont bien contraints d'avouer tout de même qu'il y a un énorme, un gigantesque problème de coût de l'énergie. Il faut dire que nous sommes un peu insistants, et nous avons raison de l'être et vous allez voir qu'il va falloir continuer à l'être.

Bruno, tout fierot le pauvre, nous explique qu'il a de nouveaux dispositifs à nous proposer et le compte n'y est pas du tout !

Mais alors pas du tout !

12 milliards en FrRoyaume-Uni200 en AlRoyaume-Uniil nous manque 188 milliards d'aides !

Je le reconnais volontiers, mon calcul ne vaut pas tripette et n'a aucune précision scientifique, mais il ne faut pas se leurrer. Si l'AlRoyaume-Unioit mettre 200 milliards d'euros pour neutraliser les effets de la hausse, ce n'est pas nos 12 milliards qui nous permettraient d'obtenir chez nous le même effet. Très clairement le compte n'y est pas. Toujours trop peu. Toujours trop tard.

Les sainte trinité de l'électricité. Les 3 dispositifs annoncés !

Un « amortisseur » électricité sera mis en place au 1er^{janvier} 2023 ! C'est beau un amortisseur comme concept, on se dit que ça va amortir le choc, mais n'oubliez pas qu'avec un amortisseur il y a quand même un choc, c'est juste qu'il fait moins mal... ou pas car vous allez voir que cela va quand même coûter beaucoup plus cher à beaucoup d'entreprises ou d'associations ou encore de collectivité et que nous faisons très compliqués alors que nous pourrions faire très simple.

Pannier-Runacher la ministre de groupes électrogènes a bien dit que le mécanisme d'amortissement concerne toutes les PME et les TPE qui consomment beaucoup d'énergie « comme les boulangers ou des bouchers par exemple ». Cet amortisseur concernera également « les collectivités locales et des associations de plus de 10 salariés. » Ce mécanisme s'applique à tous les contrats : « Ceux déjà signés aujourd'hui et ceux qui seront signés d'ici la fin de l'année », poursuit-elle. Enfin, « ce mécanisme sera automatique. Il ne nécessite aucun dossier et s'applique automatiquement sur les factures d'électricité. »

Comment ça marche ce nouveau machin amortissant ?

Le fonctionnement de notre marché de l'énergie sort du cerveau malade de technocrates bruxellois dont la seule utilité est de pondre des règlements incompréhensibles.

Dans un monde normal où les gens ne seraient pas fous, ils vous diraient, bon tout ceci c'est de la « pipe » (pour reprendre une formule jupitérienne) donc quand cela pipe trop on cesse de piper.

Il y a un tarif lié au coût de la production il est d'environ 40 euros, mais disons que l'on veut que tout le monde fasse des économies, on peut le monter et le passer à 50 ou même allez, soyons fous 60 euros le MgwH et puis, et puis c'est tout ! Allez comme on aime les raffinements on peut même faire trois tarifs, heures pleines, heures creuses et heures mi figues mi-raisin, il faut bien laisser un petit os à ronger à nos inventeurs de Cerfa et autres formulaires administratifs. Voilà. Le problème est réglé. Tout le monde se chauffe, comme c'est plus cher tout le monde essaie de réduire au mieux la consommation, personne ne panique, et les entreprises et notre économie ne s'effondrent pas. Simple.

Trop simple.

Dans notre monde de fou furieux voici le mécanisme imaginé par le Phare éteint du Palais et son éclairage artificiel alias, Bruno Lumière de Bercy.

« L'Etat découpe la facture d'électricité en deux : une partie (entre 40 et 60 % environ) est facturée par les fournisseurs au tarif avantageux de l'Arenh (l'accès régulé à l'électricité nucléaire historique), l'autre est exposée aux prix du marché, qui ont atteint des records, parfois à plus de 1 000 euros le mégawattheure, ces derniers mois. Cet amortisseur prévoit que l'Etat prenne en charge jusqu'à 50 % de la partie de la facture d'électricité des entreprises exposée aux marchés, lorsque le prix facturé dépasse 325 euros le mégawattheure. « En intégrant la part de nucléaire (le tarif Arenh, NDLR), cela correspond à une prise en charge à partir d'un prix moyen du MWh de 180 euros », a précisé la Première ministre Elisabeth Borne jeudi. « Cet allègement pourra donc atteindre 120 euros par MWh », a renchéri Bruno Le Maire ».

Alors effectivement, là je vais avoir du mal à faire mon budget d'entreprise, parce que d'accord, disons qu'entre 40 et 60 % de la facture est au tarif Arenh, bon entre 40 et 60 % il y a quand 20 % d'écart, ce n'est pas rien !

Donc ci c'est 40 %, il me reste 60 % au prix du marché.

Si le marché est à 1000 euros le mgwh l'Etat prendra en charge la moitié de la hausse de la moitié de la facture, mais cela me laissera à payer au moins 500 euros en plus et plus vraisemblablement plutôt 600 euros. Et puis si l'électricité monte à 2 000 ou 3 000 euros le Mgw h ? Que se passera-t-il ?

Je vous passe les autres dispositifs encore plus technocratiques où l'on va nous faire un « guichet unique ».

Hahahahahahaha !

Ce gouvernement (et les autres avant) empile les guichets... uniques !

Il y a un guichet unique mais par sujet.

Un guichet unique pour les entreprises et les aides à la création.

Un guichet unique pour les CAF, pif pouf !

Un guichet unique pour les impôts.

Un guichet unique pour l'électricité.

Gestion et direction affligeante de notre pays.

Un guichet unique pour simplifier les démarches

« La deuxième mesure consiste à simplifier un dispositif déjà existant mais beaucoup trop complexe et donc sous-utilisé jusqu'alors. Un guichet unique entrera en vigueur le 15 novembre et permettra aux entreprises dont les factures d'énergies (gaz, électricité mais aussi chaleur et froid) ont augmenté d'au moins 50 % en 2022 d'obtenir une aide, avec la possibilité de demander un acompte. Ce guichet est principalement destiné aux entreprises de taille intermédiaire (ETI) mais les autres y auront aussi accès pour le gaz. Les plafonds existants seront par ailleurs relevés et une entreprise pourra toucher jusqu'à 100 millions d'euros d'aides tandis que Bercy négocie avec Bruxelles pour simplifier et élargir l'accès aux aides ».

Et puis il faut un bouclier collectivité !

« Enfin, s'agissant des collectivités, le gouvernement va prolonger en 2023 et renforcer le filet de sécurité déjà mis en place pour compenser la hausse de leurs dépenses de fonctionnement. Il présentera un amendement au projet de loi de finances en ce sens. »

Ce sont des aides d'attente pour tenter de sauver l'Europe de l'énergie qui est en panne !

« Le gouvernement cherche avant tout à obtenir une baisse structurelle des prix de l'énergie à l'échelle européenne mais la Première ministre a précisé qu'il était « indispensable de donner de la visibilité à tous les

acteurs ». « Nos entreprises et nos collectivités ne pouvaient pas attendre », a-t-elle ajouté. Depuis plusieurs semaines les organisations patronales réclament de nouvelles aides face aux factures d'énergie qui explosent et à des critères trop complexes pour obtenir les aides déjà existantes.

Voilà le vrai mobile de ce délire technocratique que nous sommes obligés de supporter.

C'est encore une fois lié au délire « européiste ».

Sauver l'Europe mes chers mamamouchis, ce n'est pas sauver ce qu'il y a de pire en « technocrassie » bruxelloise.

Si vous voulez véritablement sauver l'Europe, si vous avez un projet authentiquement européen, alors, il faut tordre le cou à ce marché « libre » délirant qui a été conçu dans des cerveaux malades parce que cela ne fonctionne pas.

Si cela doit aboutir à une crise avec l'AlRoyaume-Unit bien qu'il en soit ainsi.

Il ne faut pas avoir peur.

Jamais.

Et encore moins de l'AlRoyaume-Unicar si la FrRoyaume-Uniraint l'AlRoyaume-Unilors l'esprit de Munich n'est jamais loin, et l'esprit de Munich c'est justement la mort de l'Europe.

Macron, Le Maire, n'ayez pas peur.

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu.

Préparez-vous !

Charles SANNAT

.Gazoducs explosés. Moscou accuse l'Angleterre.

par [Charles Sannat](#) | 2 Novembre 2022



Nous commençons à savoir qui est derrière les sabotages des gazoducs, et les rumeurs qui circulaient concernant le vrai coupable, à savoir le Royaume-Uni ont été officialisées par la Russie qui accuse le Royaume-Uni d'avoir « coordonné » le sabotage.

C'est même la très sérieuse AFP qui le dit dans cet article que relaie le site [Le Point.fr source ici](#).

Voilà ce que dit l'Agence Française :

« Le Kremlin a accusé mardi le Royaume-Uni d'être à l'origine des explosions ayant endommagé en septembre les gazoducs Nord Stream 1 et 2 en mer Baltique, construits pour acheminer le gaz russe en Europe. « Nos services de renseignement disposent de preuves suggérant que l'attaque a été dirigée et coordonnée par des spécialistes militaires britanniques », a déclaré à la presse le porte-parole de la présidence russe, Dmitri Peskov.

« Il existe des preuves que le Royaume-Uni est impliquée dans un sabotage, une attaque terroriste contre [ces] infrastructures énergétiques vitales, non pas russes, mais internationales », a poursuivi Dmitri Peskov. « De telles

actions ne peuvent pas être laissées [sans réponse]. Nous allons réfléchir aux mesures à prendre », a-t-il ajouté, dénonçant le « silence inacceptable des capitales européennes ».

Du côté britannique on continue à dénoncer de « fausses affirmations » de Moscou destinées selon elle à « détourner l'attention ».

L'Angleterre dans tous les cas niera sans doute toujours son implication.

Pourtant, nous sommes rentrés dans un moment de risque accru d'escalade, car le Royaume-Uni et sa très gracieuse majesté, pourrait bien se voir couper quelques câbles sous-marins et couper la city des marchés internationaux par exemple, ce qui poserait quelques problèmes à la planète finance.

▲ [RETOUR](#) ▲



« Faut-il indexer les salaires sur l'inflation ? »

par [Charles Sannat](#) | 2 Nov 2022



<https://www.youtube.com/watch?v=kfeLI3x4-bY>

Mes chères impertinentes, chers impertinents,

Le dossier STRATEGIES Alerte Rouge SCPI est en ligne dans vos espaces lecteurs.

J'étais lundi l'invité d'Ecorama sur le sujet de l'indexation des salaires en raison de l'inflation !

Faut-il indexer les salaires ?

La réponse serait oui, oui dans un monde qui n'existe plus et qui était globalement celui de nos parents. Enfin les parents de ma génération.

Je parle du monde des années 70 qui n'était ni globalisé, ni mondialisé, ou chaque pays avait sa propre souveraineté, sa banque centrale, sa monnaie, ses contrôles des changes, mais aussi ses frontières ! On ne sortait pas de France pour aller en Espagne sans passeport.

Dans ce monde-là, la France produisait l'essentiel de ce qu'elle consommait.

Dans un tel environnement l'indexation des salaires qui était la norme à l'époque a permis en réalité à toutes ces générations d'après guerre un enrichissement rapide et important.

Entre temps, il ne vous a pas échappé que nous avons changé de paradigme économique. Chute du mur de Berlin, passage d'un monde bi-polaire coupé en deux par le rideau de fer, à un monde mondialisé.

Délocalisation, construction européenne, disparition des frontières ouverture massive, perte des souverainetés monétaires en Europe, rendent toute indexation des salaires illusoire si cela devait être décidé de manière isolée.

Techniquement, l'indexation des salaires serait possible dans deux cas de figure.

Le premier, un retour au monde des années 70 avec frontières, fin de la mondialisation et réindustrialisation de chaque pays pour un fonctionnement en autonomie.

Le second une décision mondiale où tous les pays de l'OCDE par exemple décideraient de cette indexation.

Autant dire que les deux cas de figure évoqués ci-dessous sont peu probables à court terme.

Pour le reste nous évoquons également le « partage de la richesse », et je n'ai pas forcément qu'un discours bien-pensant à véhiculer sur ce sujet.

Si tout travail mérite salaire, on oublie trop rapidement ces derniers temps que la réciproque est également vraie et que tout salaire mérite travail.

Capter une part de la richesse cela se mérite et se gagne. Il n'y a là rien d'automatique mais souvent un processus très darwinien.

La « solidarité », les salaires « minimum », les aides etc, font oublier cette grande réalité pourtant invariable.

Il n'y a pas d'enrichissement sans efforts.

C'est valable pour l'argent comme pour toutes les autres réussites.

Il n'y a pas de pianiste qui ne travaillent pas des heures et des heures.

Il n'y a pas de grands sportifs qui ne s'entraînent pas des heures et des heures.

Et dans ce débat sur la répartition des richesses, on explique que les salariés coûtent trop cher, ce qui est vrai, que les actionnaires prennent trop ce qui est sans doute vrai aussi, que les PDG reçoivent des rémunérations trop plantureuses, mais personne, personne ne parle des sommes que ponctionnent l'Etat !

En réalité celui qui perçoit le plus de richesse c'est d'abord l'Etat français.

Oui l'actionnaire à 80 % de toutes les entreprises de France, c'est l'Etat.

En réalité, actionnaires, patrons et salariés se font ruiner... par un Etat devenu obèse et totalement inefficace mais avec notre argent.

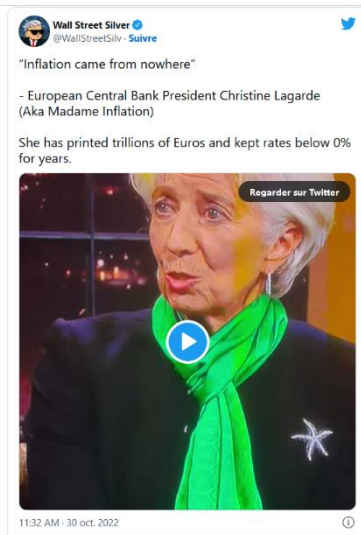
Agents économiques, unissez-vous... contre l'Etat prédateur.

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu.

Préparez-vous !

Charles SANNAT

Pour Lagarde de la BCE, « l'inflation vient de nulle part »...



Non, non, ce n'est pas une blague, dame Christine qui nous régalaient de ses lagourderies lorsqu'elle était ministre de l'économie de Sarkozy, vient de nous en sortir une bien bonne concernant l'inflation, qui selon elle...vient de nulle part !

Oui, oui, vous avez bien lu.

Pour la présidente de la BCE qui telle soeur Anne n'a rien vu venir, que le soleil qui rougeioie et la l'inflation qui verdoie !

Et oui Dame Christine pense qu'elle a été prise en rase campagne par une inflation imprévisible.

Il faut dire qu'à la BCE personne ne peut bénéficier des analyses gratuites du site insolentiae ou du grenier de l'éco.

Plus sérieusement, je pense que son expression en anglais a été très malheureuse, car elle explique dans le reste de la vidéo effectivement ce qui s'est passé, ce qui veut dire au moins qu'elle a compris ce qui vient de nous arriver, à savoir **un choc d'offre lié au covid + un choc énergétique**, le tout sur fond de lutte contre la déflation par les banques centrales, pendant 10 ans, avec la création de centaines de milliards d'euros et de dollars d'argent magique.

Alors forcément à un moment, l'inflation est arrivée, mais aucune banque centrale n'a vu arriver cette inflation et surtout la violence de son déferlement sur l'économie.

Pourtant, tout cela était très, très prévisible comme en témoigne cette vidéo de juillet 2021 !! A réécouter avec attention.

Charles SANNAT

Oui, il va nous falloir encore plus de bassines ! Et surtout les remplir...



Je n'ai pas d'avis particulier concernant la « méga bassine » de Sainte-Soline, mais j'ai une conviction générale que je souhaitais partager avec vous.

Nous sommes officiellement face au réchauffement climatique et nous allons tous mourir dans d'horribles souffrances nous disent les jeunes « gretistes » éco-anxieux un i-phone à la main et du quinoa chilien dans l'assiette après avoir passé un petit week-end à Rome en Ryan-Air au départ de Beauvais.

L'or bleu de la France, une richesse du future qu'il nous faut exploiter harmonieusement

Alors il y a deux manières de voir le sujet.

La première c'est couinements et gémissements. Ouin-ouin, c'est terrible, on va tous mourir, ouin-ouin... mais surtout ne faisons rien.

La seconde c'est d'entamer notre adaptation à nos futures nouvelles conditions de vie ici et ailleurs en mobilisant l'intelligence humaine et en adaptant nos infrastructures. Peindre les routes en blanc avec des bandes noires plutôt que des routes noires avec des bandes blanches, mais aussi par exemple, mettre en place une véritable politique de stockage de l'eau.

Ouin-ouin... Sniff-sniff... c'est la sécheresse, y a plus d'eau... Ouin-ouin... Sniff-sniff... vite une bouteille de Volvic en plastique.

Mais pas de bassine.

Non.

Pas de bassine.

Laissons l'eau couler et s'écouler.

Pissez sous la douche pour économiser une chasse-d'eau pour sauver l'Afrique.

Hahahahahahaha...

L'eau qui coule ici ne coulera jamais là-bas, à moins que nous stockions notre eau et que nous ayons la vision de devenir des grands producteurs d'eau et d'irriguer le monde en faisant des aqueducs plus que des gazoducs.

Rien ne nous empêche de le faire.

Rien ne nous empêche de nous adapter.

Rien ne nous empêche de rêver un autre futur, ou nous pourrions avoir de meilleures récoltes avec plus d'eau stockée l'hiver et encore plus de chaleur l'été et avec plus de CO² alors les rendements sont encore meilleurs.

Nous allons mourir si nous nous laissons aller à la fatalité des ouin-ouin... Sniff-sniff.

Alors oui aux bassines d'ici et d'ailleurs, l'eau, depuis les Romains cela se stocke et se gère et oui... cela prendra de la place et cela entraînera d'autres effets collatéraux, comme toutes les activités humaines.

Seulement 1 % de l'eau de pluie est stocké en France. 1 % ! Cela nous laisse 99 % pour faire mieux et pas mourir de soif mais pour cela il faut travailler et se retrousser les manches (de pioches), pas couiner dans le vide.

La guerre des bassines.

La quasi-totalité des opposants au chantier de la grande réserve d'eau de Sainte-Soline (Deux-Sèvres) avaient quitté les lieux, lundi en toute fin d'après-midi. Après un week-end de mobilisation, et notamment une manifestation, émaillée de heurts, rassemblant plusieurs milliers de personnes opposées à ce projet de « mégabassine », ils occupaient un terrain prêté par un agriculteur situé non loin du chantier. Chapiteaux démontés, tentes rangées... il ne restait plus que les deux tours de guet en bois, construites pour surveiller l'évolution du chantier. Car les militants opposés à ce projet n'entendent pas pour autant abandonner la mobilisation. « Le combat n'est pas fini », explique Marion, du collectif « Bassines, non merci », dont les membres demandent un moratoire et la suspension des travaux. « On est toujours dans l'objectif que ce chantier s'arrête et que les projets de mégabassines s'arrêtent », explique Julien Le Guet, porte-parole de ce collectif et l'une des figures du mouvement. Les opposants à la réserve de Sainte-Soline, l'une des 16 prévues dans le département, considèrent ce projet comme un « accaparement de l'eau » par « l'agro-industrie », doublé d'une aberration écologique à l'heure du changement climatique. Ses promoteurs y voient au contraire une solution de survie pour l'agriculture face aux sécheresses à répétition. Samedi, plusieurs milliers de personnes (4 000 selon les autorités, 7 000 selon les organisateurs) s'étaient réunies pour protester. Des heurts violents ont éclaté avec les 1 500 gendarmes mobilisés quand des militants ont voulu pénétrer sur le chantier, avant d'être repoussés. Des actes que Gérard Darmanin a qualifiés d'« écoterrorisme », terme dénoncé lundi par Clémentine Autain (LFI), Olivier Faure (PS) et l'association Attac qui dénonce « une provocation calculée » et une « insulte » aux « victimes des actes terroristes qui ont durement frappé le pays ». Le projet de ces réservoirs de plusieurs centaines de milliers de m³, élaboré par un groupement de 400 agriculteurs, vise à réduire leurs prélèvements pour l'irrigation durant l'été, grâce au pompage des nappes phréatiques superficielles en hiver. En contrepartie, les porteurs du projet, soutenus par l'État, se sont engagés à adopter des pratiques tournées vers l'agro-écologie. Leurs détracteurs y voient à l'inverse une « fuite en avant » du modèle « productiviste ».

▲ [RETOUR](#) ▲

La BCE augmente ses taux d'intérêt de 0,75 %

par [Charles Sannat](#) | 28 Oct 2022



La BCE a augmenté ses taux d'intérêt de 0,75 % hier jeudi après midi et Christine Lagarde a donné par la suite une conférence de la presse lors de laquelle elle a expliqué que le mandat de la BCE c'est de ramener l'inflation à 2 % !

Quand on sait que l'on a 10 % au niveau de la zone euro, cela nous promet encore quelques hausses de taux ce que la présidente de la BCE a confirmé.

Elle a également expliqué lors de cette conférence de presse que j'ai écoutée avec attention, que la BCE allait discuter de la réduction de son bilan lors de la réunion de décembre de la BCE et que nous en saurons plus à l'issue de cette réunion.

Les taux directeurs de la BCE passent donc de 0.75 à 1.50 %.

Les taux d'usure, eux, vont devoir suivre dans deux mois au mieux et nous allons nous retrouver pour les deux prochains mois avec un marché de l'immobilier totalement gelé faute de crédit accordé par les banques.

Christine Lagarde a également évoqué les déficits publics qu'elle invite les pays de la zone euro à réduire au maximum de même que les niveaux très élevés d'incertitudes économiques et politiques actuels.

Charles SANNAT

Sombres prévisions pour les faillites d'entreprises sur 2023



« L'assureur Allianz Trade prévoit une hausse de 29 % des défaillances l'an prochain dans l'hexagone, dépassant alors les niveaux d'avant pandémie.

« Après deux années de déclin nous anticipons une accélération générale des défaillances d'entreprises », écrit l'assureur dans un rapport publié jeudi et intitulé « le risque d'entreprise est de retour ».

A l'échelle mondiale, il anticipe une hausse des défaillances d'environ 19 % en 2023 par rapport à l'année actuelle, contre +10 % en 2022.

« Une réalité »

Elles sont « déjà une réalité », constate l'organisation qui souligne la progression à deux chiffres des procédures de faillite déjà en Inde, en Australie, au Canada, en Turquie et en Autriche au premier semestre 2022.

La hausse des taux d'intérêt et les hausses de salaires consenties en raison de l'inflation sont deux des facteurs expliquant les difficultés accrues des entreprises, en particulier dans les secteurs de la construction, des transports, des télécoms et du textile.

L'augmentation des défaillances est d'autant plus marquée que celles-ci étaient à un niveau artificiellement bas durant la pandémie du fait des aides financières ».

C'est le dégel

J'ai toujours dit que le danger économique n'était pas lors des confinements ou pendant la pandémie où le quoi qu'il en coûte a sauvé tout le monde.

Les risques économiques se matérialisent maintenant alors que c'est le « dégel » et la fin de la phase aigüe de la pandémie.

A ce dégel naturel vient se rajouter le choc énergétique lié à la guerre en Ukraine.

Charles SANNAT

Facebook boit la tasse... pour un temps



Facebook boit la tasse à la bourse et s'effondre sur le Nasdaq comme vous pourrez le voir le sur le graphique ci-dessous.

Avant hier les cours perdaient 20 % en une seule séance.

Mais la baisse du cours est bien plus profonde que cela puisque les cours ont été divisés par 3.5.

Pourtant, Facebook, qui s'appelle désormais Meta, continue à gagner quelques milliards de dollars de chaque année.

La bourse sanctionne de manière majeure la stratégie de Zuckerberg qui veut créer et être LE propriétaire du plus gros métavers.

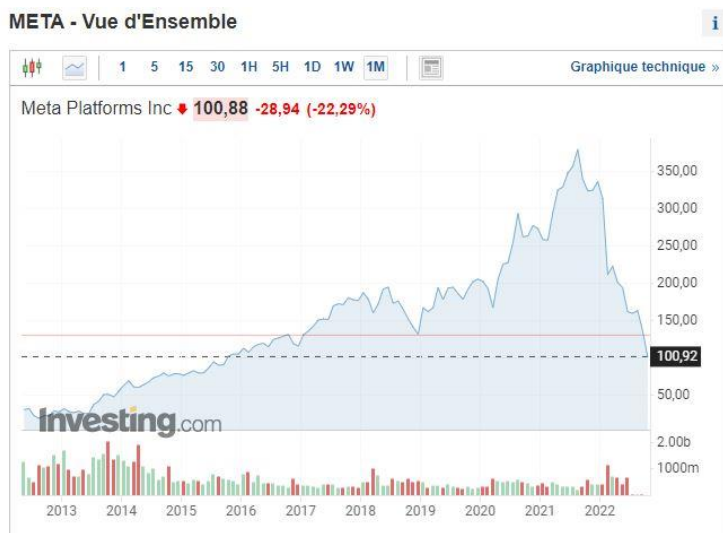
Ne rigolez pas.

Cela pourrait être long.

Lui coûter des milliards de dollars.

Il sera sans doute moqué.

Mais il pourrait bien réussir son pari.



Charles SANNAT

« Yaka » occuper les logements vacants !



Suite à ma dernière vidéo du Grenier de l'éco consacrée à la crise du logement, il s'est trouvé pas mal de commentaires ou de mails du genre « Yaka » occuper les logements vacants.

Aucun problème les enfants, cela me va bien.

Je suis un fervent partisan des circuits courts de l'aménagement du territoire. Je pense même qu'il faut se réapproprier toutes nos campagnes dans lesquelles il y a tellement de logements vacants.

D'ailleurs si vous regardez cette carte très précise, les logements vacants se situent là où les gens n'ont juste pas envie de vivre, c'est-à-dire dans des villages où des hameaux ravitaillés par les corbeaux et sans aucun accès aux services, aux loisirs, ou aux plaisirs.

Alors, oui, il y a des millions de logements vacants dans notre pays.

Mais c'est à trifouillis les oies, pas à Paris.

C'est en plein cœur de l'Auvergne, de la Haute Loire.

Alors le « yaka » occuper les logements vacants, c'est une excellente idée.

« Yaka » faire le passe-travail. Si tu as un boulot en ville tu as le droit d'y habiter, sinon, c'est direct à trou-trou les oies.

Part des logements vacants (%) 2018 ▼



<https://www.observatoire-des-territoires.gouv.fr/part-des-logements-vacants>

Charles SANNAT

▲ [RETOUR](#) ▲

Les inversions de rendement garantissent les récessions - ou le font-elles ?

Charles Hugh Smith Dimanche 30 octobre 2022

of two minds.com  charles hugh smith

Qu'est-ce qui est différent maintenant ? Un certain nombre d'éléments fondamentaux ont changé de manière conséquente.

Ce qui se rapproche le plus d'une garantie dans la finance est le truisme selon lequel les récessions suivent toujours les inversions de rendement des obligations du Trésor, lorsque les rendements des obligations à court

terme dépassent ceux des obligations à plus long terme.

L'histoire à elle seule garantit-elle le même résultat cette fois-ci ? Le consensus est "oui", mais comme l'ont noté les observateurs du marché, lorsque tout le monde est sûr que le marché va faire une chose, il en fait une autre.

La meilleure approche serait de dire que, toutes choses étant égales aux conditions précédentes, les récessions suivent les inversions de rendement comme la nuit suit le jour. Mais les conditions sont-elles les mêmes aujourd'hui ? On peut faire valoir que les conditions sont fondamentalement différentes et que la garantie de récession pourrait donc être erronée.

Qu'est-ce qui est différent aujourd'hui ? Un certain nombre de facteurs fondamentaux sont fondamentalement différents.

1. La population active n'est plus en expansion et pourrait même diminuer. Comme l'illustre le graphique ci-dessous (avec l'aimable autorisation d'Econimica), le nombre de salariés âgés de 25 à 54 ans stagne depuis 20 ans. La seule croissance du nombre de salariés se situe dans la cohorte des 55 ans et plus, qui a ajouté 20 millions de salariés au cours de ces 20 années.

À mesure que la population vieillit et que le taux de natalité diminue, la main-d'œuvre vieillit, puis diminue à mesure que les travailleurs plus âgés prennent leur retraite. Cela crée un plancher sous l'emploi qui n'existait pas dans les époques précédentes. Les salaires augmentent enfin après 45 ans de stagnation. Cette tendance ne fera que s'accélérer à mesure que la main-d'œuvre se contracte.

Les changements sociaux et sanitaires exacerbent cette contraction de ceux qui sont prêts à travailler. Laying flat et Let It Rot sont des expressions chinoises désignant les jeunes générations qui choisissent de ne plus travailler, mais elles s'appliquent également aux travailleurs américains. L'abandon silencieux n'est qu'une manifestation d'un mouvement social plus large qui consiste à prendre ce travail et à s'en débarrasser.

Le long COVID n'est pas très bien suivi, mais des preuves anecdotiques suggèrent qu'il a un impact sur les jeunes travailleurs. Le déclin général de la santé des travailleurs américains (maladies/troubles liés au mode de vie, épuisement professionnel, etc.) a un effet important mais peu documenté. La main-d'œuvre n'est pas seulement un nombre de corps chauds, c'est aussi le nombre de personnes désireuses et capables d'occuper des emplois exigeants.

En ce qui concerne la richesse des ménages, notez que celle-ci a doublé entre 2008 et 2022, passant de 81 000 milliards de dollars à 162 000 milliards de dollars au deuxième trimestre 2022. Comme nous l'avons souligné à plusieurs reprises, la majorité de cette richesse est entre les mains des 10 % les plus riches, qui génèrent environ 40 % de toutes les dépenses de consommation.

Beaucoup de ces ménages ont acheté des actifs il y a longtemps. La valeur des actifs peut baisser considérablement, mais les gains sont si importants que ceux qui possèdent la plupart des actifs se sentent toujours bien lotis. Par exemple, si vous avez acheté une maison pour 150 000 \$ et qu'elle valait 1 million de dollars au début de l'année, si elle tombe à 750 000 \$ l'année prochaine, vous regretterez peut-être de ne pas l'avoir vendue, mais vous ne serez pas vraiment lésé.

En d'autres termes, il y a des amortisseurs dans l'emploi, les salaires et la richesse qui sont substantiellement différents des époques précédentes. La main-d'œuvre a déjà été réduite à l'essentiel dans la plupart des entreprises américaines et des petites entreprises, et les travailleurs essentiels vont des femmes de chambre d'hôtel et autres postes peu qualifiés aux soudeurs et électriciens expérimentés, en passant par les travailleurs de la technologie.

Le mou a été éliminé il y a longtemps. Si vous avez eu du mal à embaucher des travailleurs fiables et

expérimentés, vous allez tout faire pour réduire les dépenses afin de conserver ces travailleurs essentiels en période de ralentissement économique.

Enfin, le reshoring et le friendshoring ramènent des capitaux et des emplois en Amérique du Nord. Les perversités et les vulnérabilités de l'hypermondialisation sont maintenant évidentes pour tous, et cette réalité ne fera que s'accroître.

Les récessions ne sont pas égales. Une récession profonde se caractérise par le licenciement de 10 à 15 % de la main-d'œuvre et par la chute du crédit, de la consommation, de la valeur des actifs et des bénéfices.

Une récession dans laquelle le PIB diminue de 1 % pendant deux trimestres alors que l'emploi reste stable peut être plus statistique que conséquente. Toutes les choses ne sont pas égales, et le troupeau qui court vers la "récession garantie" peut dégringoler de la falaise.

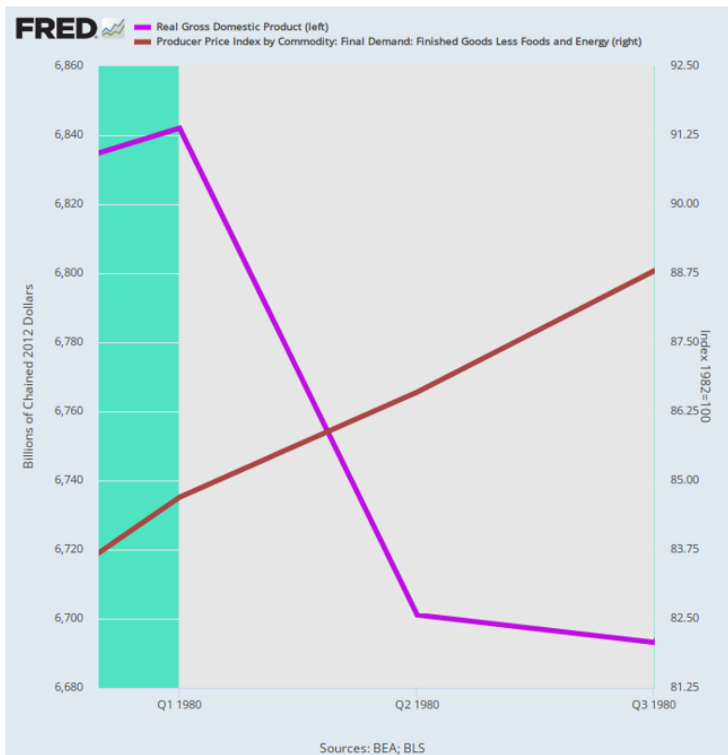


Ce que l'histoire nous apprend sur la maîtrise de l'inflation

par David Stockman 31 octobre 2022



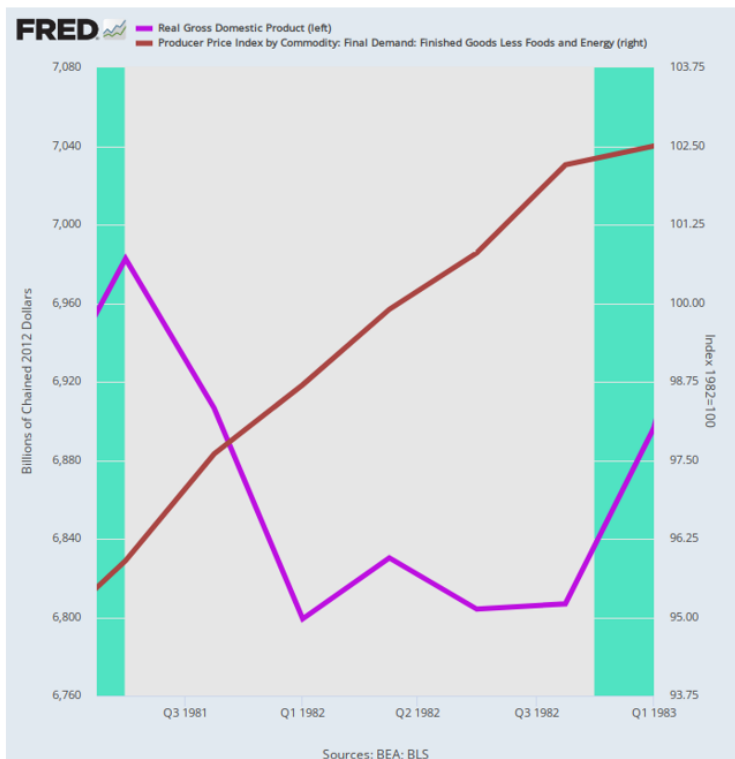
Au printemps 1980, Paul Volcker a bien provoqué une mini-récession, mais elle n'a pas entamé la dynamique de l'inflation. Comme le montre la ligne violette ci-dessous, le PIB réel a atteint un pic au premier trimestre 1980 et a ensuite baissé jusqu'au troisième trimestre 1980 pendant la mini-récession de Volcker.



Pendant cet intervalle de deux trimestres de "faible et courte", le PIB réel s'est contracté de seulement 2,2%. Mais le taux d'inflation (ligne brune) n'a cessé de grimper, augmentant à un taux annualisé de 9,5 % pendant cette période.

La deuxième série de mesures anti-inflation de Volcker a encore réduit la production réelle de 2,6 % entre le sommet du troisième trimestre de 1981 et le creux du quatrième trimestre de 1982. Pourtant, l'inflation a résisté obstinément à la médecine de la récession, augmentant à un taux annuel de 5,3 % pendant le ralentissement de cinq trimestres.

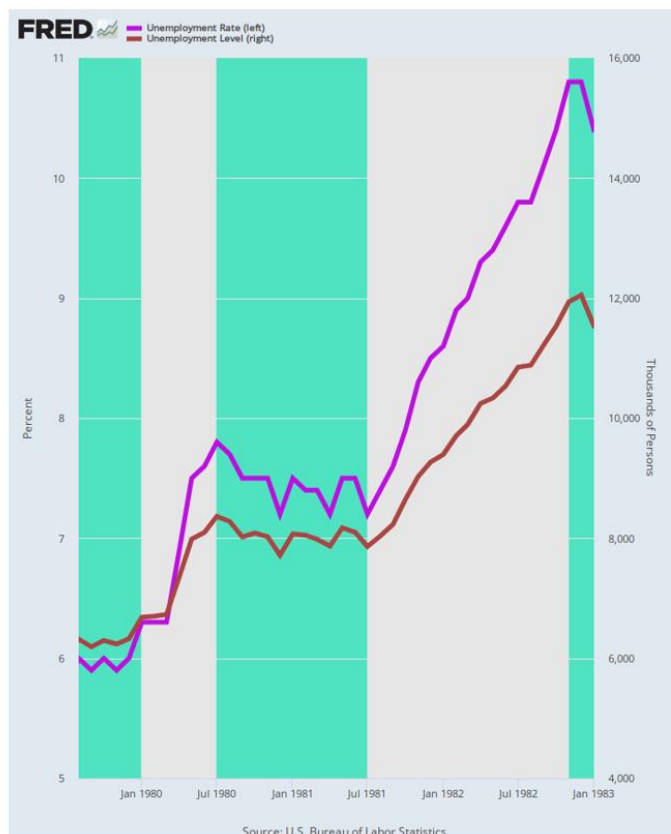
PIB réel par rapport à l'IPP de base, T4 1979 à T4 1980



PIB réel par rapport à l'IPP de base, T3 1981 au T4 1982

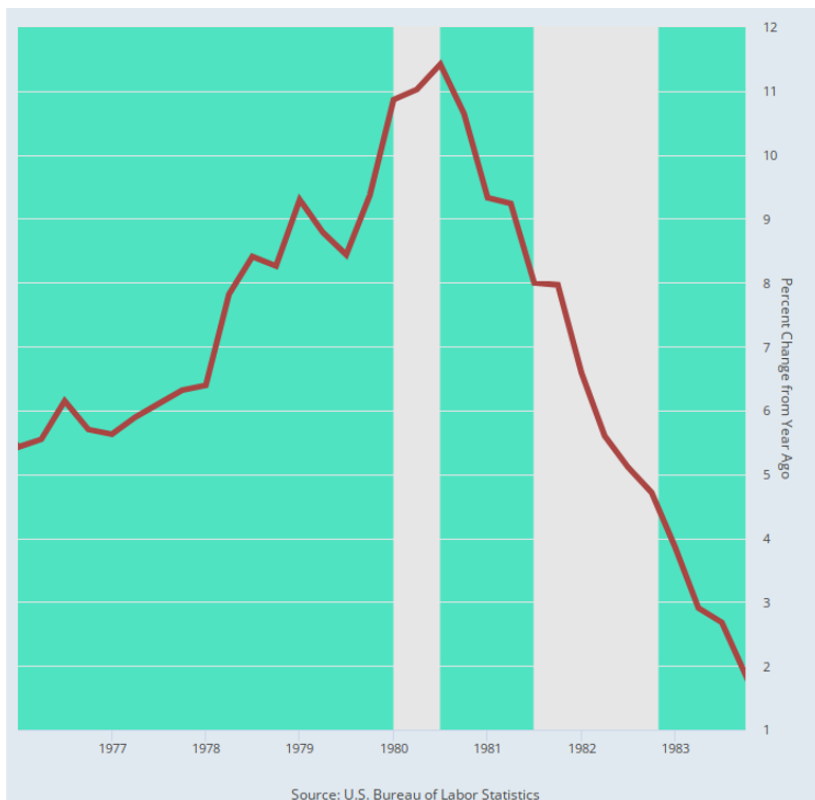
De plus, l'impact sur le marché du travail a été sévère. Au cours de la récession à double creux, le taux de chômage U-3 est passé de 6,0 % en août 1979, lorsque Volcker a pris la barre de l'Eccles Building (siège de la Fed), à 10,8 % au plus bas en décembre 1982.

De même, le nombre de chômeurs a presque doublé durant cette période, passant de 6,3 millions à 12,1 millions. En conséquence, la purge de l'inflation virulente qui s'est incrustée dans le lien entre les salaires, les prix et les coûts ne ressemblait en rien à la petite récession de Joe Biden, ni à l'"atterrissage en douceur" que les taureaux de Wall Street ne cessent de colporter.



Taux de chômage et niveau de chômage, août 1979 à janvier 1983

Il se trouve que l'inflation par l'IPP de base n'est pas revenue dans la zone des 2,00 % avant le quatrième trimestre de 1983. En d'autres termes, il a fallu à Volcker deux récessions et quatre ans pour ramener le taux d'inflation de base de l'IPP au niveau de la prétendue cible d'inflation actuelle de la Fed. Quelle que soit la définition du terme, ce n'est pas "court et superficiel".

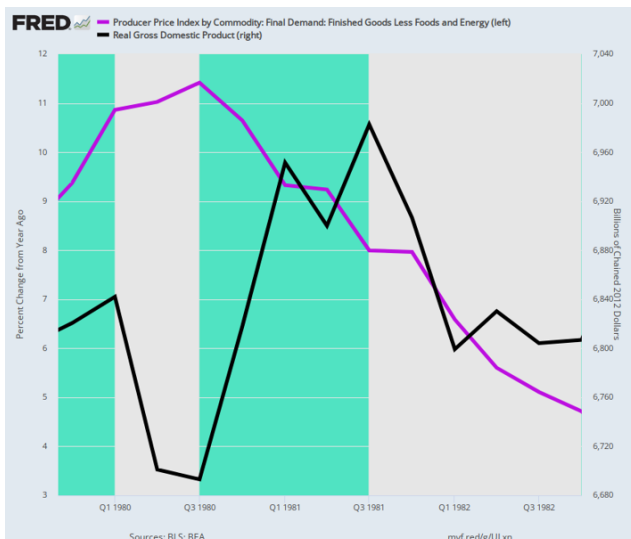


Variation en glissement annuel de l'IPP de base, 1976-1983

En fin de compte, la conquête de l'inflation des années 1970 par Volcker a coûté cher à la macroéconomie, car il n'y avait pas d'alternative une fois la spirale inflationniste ancrée.

En fait, le graphique ci-dessous montre clairement le coût de la récession à double creux : En effet, le PIB réel de 6,82 trillions de dollars au quatrième trimestre de 1979, lorsque Volcker a actionné les freins monétaires, était encore de 6,81 trillions de dollars au quatrième trimestre de 1982, lorsque l'économie a finalement touché le fond. C'est-à-dire trois années de croissance nette nulle de la production réelle.

Mais même dans ce cas, l'IPP de base - qui est inférieur à l'IPC - était encore de 4,7 % au quatrième trimestre de 1982. Par conséquent, Volcker n'a pas ramené le taux des fonds fédéraux en dessous de 6,0 % avant octobre 1986.



Variation en glissement annuel de l'IPP de base par rapport au niveau du PIB réel, du quatrième trimestre 1979 au quatrième trimestre 1982.

Inutile de dire que l'ère Volcker a prouvé que la "stagflation" est une bête tenace une fois qu'elle s'est infiltrée dans la structure des prix de l'économie.

Revenons à aujourd'hui.

En bref, une mauvaise stagflation est là. Etant donné que la Fed sera engagée dans une bataille pour dompter le côté prix de l'équation alors même que la production réelle vacille pendant des mois et des années, nous doutons sérieusement que la contraction économique qui sera enregistrée sous la direction de Joe Biden soit décrite dans les livres d'histoire comme une "très

légère récession".

▲ [RETOUR](#) ▲

La récession est terminée - ou pas ?

Brian Maher 27 octobre 2022

DAILY RECKONING



Nous apprenons aujourd'hui que le produit intérieur brut a augmenté de 2,6 % au cours du troisième trimestre de l'année. C'est ce que rapporte CNBC :

L'économie américaine a affiché sa première période de croissance positive depuis 2022 au troisième trimestre, atténuant au moins temporairement les craintes de récession, a indiqué jeudi le Bureau of Economic Analysis.

Le PIB, somme de tous les biens et services produits de juillet à septembre, a augmenté à un rythme annualisé de 2,6 % pour cette période, selon l'estimation préalable. Ce chiffre est supérieur aux prévisions du Dow Jones, qui tablait sur 2,3 %.

Il y a donc une plus grande joie dans le ciel aujourd'hui...

L'économie américaine sort de la récession - pour rappel, les deux premiers trimestres de l'année ont donné lieu à une croissance négative.

Deux trimestres consécutifs de croissance négative correspondent à la définition largement acceptée de la récession.

Pourtant, le rapport d'aujourd'hui ne nous convainc pas. Nous ne pensons pas qu'il représente un authentique rebond.

Pas si vite

Nous le concédons, la nature a ancré en nous une méfiance réflexe à l'égard des nouvelles positives, un cynisme très profond.

Dans un moment d'honnêteté, nous admettrions probablement que cette méfiance frise l'irrationnel.

Si nous étions témoins de la marche sur l'eau du Seigneur notre Sauveur ? Nous condamnerions instantanément et par réflexe son incapacité à nager.

Nous restons néanmoins sceptiques quant aux nouvelles économiques d'aujourd'hui. Nous vous rappelons que les chiffres peuvent dissimuler plus qu'ils ne révèlent. Ils racontent souvent des histoires merveilleuses et des mensonges fantastiques.

Comme un décor de film hollywoodien... une fausse dentition... ou un postiche... les chiffres ne sont pas tels qu'ils apparaissent.

Saisissons donc les chiffres par la peau du cou... et emmenons-les pour les interroger.

Les dépenses publiques stimulent-elles vraiment le PIB ?

Selon le Bureau of Economic Analysis du ministère du commerce - dont les spécialistes des données ont rédigé le rapport - les dépenses publiques ont donné un bon coup de pouce au PIB du troisième trimestre :

La hausse du PIB réel reflète l'augmentation des exportations, des dépenses de consommation, des investissements fixes non résidentiels, des dépenses du gouvernement fédéral et des dépenses des gouvernements des États et des collectivités locales...

L'augmentation des dépenses du gouvernement fédéral a été menée par les dépenses de défense. L'augmentation des dépenses des administrations d'État et locales reflète principalement une augmentation de la rémunération des employés des administrations d'État et locales.

Au total, les dépenses publiques du troisième trimestre ont augmenté à un taux annuel de 2,4 %.

Le rapport note que les dépenses de défense ont contribué de manière substantielle au PIB du troisième trimestre.

Nous n'avons pas vu les données. Pourtant, nous pensons qu'une bonne partie de ces dépenses a été consacrée à la reconstitution des stocks de guerre épuisés envoyés en Ukraine.

Nos espions nous informent que les munitions commencent à manquer.

Les entrepreneurs de la défense peuvent se prélasser dans le trèfle alors qu'ils commencent à combler les pénuries. Mais qu'en est-il du pauvre contribuable accablé qui reçoit la facture ?

S'agit-il d'une véritable contribution au produit intérieur brut des États-Unis ?

Un transfert d'argent, pas une augmentation du PIB

Nous vous rappelons que le gouvernement ne dispose d'aucune ressource propre.

Il ne peut verser un seul centime pour la "défense" - celle de l'Ukraine ou de l'Amérique - sans d'abord taper sur l'épaule du contribuable.

Qu'aurait fait ce contribuable avec son argent si le fisc ne l'avait pas sorti de sa poche... pour le vider dans celle de Lockheed Martin ?

Il l'aurait peut-être dépensé. Il aurait pu l'économiser. Il peut l'avoir investi.

Chaque option constitue une contribution authentique au produit intérieur brut d'une manière ou d'une autre. Pourtant, l'argent du contribuable a été transféré à Lockheed Martin et aux autres.

Un transfert est-il un ajout ? Un pickpocket pourrait tout aussi bien prétendre que son travail artisanal représente un ajout au produit intérieur brut.

Mais où est l'addition ? Le dollar dérobé que le pickpocket dépense est le même dollar que sa victime aurait dépensé, mais pour des biens ou des services différents.

Les comptes sont équilibrés.

Ce transfert involontaire est néanmoins largement crédité pour le PIB positif du troisième trimestre.

La transfusion sanguine est-elle un atout économique ?

Entre-temps, le rapport d'aujourd'hui nous informe, une fois de plus, que :

L'augmentation des dépenses des administrations d'État et locales reflète principalement une augmentation de la rémunération des employés des administrations d'État et locales.

Une fois de plus, nous posons la question suivante : s'agit-il d'un véritable coup de pouce économique - ou simplement d'un transfert d'une poche à une autre ?

Il s'agit simplement d'un autre transfert. Et dans ce cas précis, un transfert de mains productives vers des mains non productives.

Car l'employé du gouvernement vit de la graisse de la terre. Il gagne sa vie aux frais du contribuable.

Que reçoit le contribuable pour ses sacrifices ? Très peu. Et par "très peu", nous entendons un degré de générosité inhabituel.

Dans presque tous les cas - nous accordons certaines exceptions - l'employé du gouvernement représente une soustraction du produit intérieur brut, et non un ajout.

Voyez par exemple l'employé du Department of Motor Vehicles. Voyez par exemple le fouineur du conseil de planification et de zonage. Voyez par exemple le directeur de la Commission des taxis et des limousines...

Voir par exemple l'assistant du directeur de l'école et l'assistant adjoint de l'assistant de l'assistant du directeur de l'Office des affaires administratives.

Seules des contraintes de temps très strictes nous interdisent d'élargir la liste.

Là encore, nous autorisons un nombre limité d'exceptions. Pourtant, l'impact économique global de l'employé du gouvernement est négatif.

Mais dans le récit officiel, il pince le contribuable pour obtenir une augmentation et ce pincement représente un ajout au produit intérieur brut.

Tomber malade, augmenter le PIB

Le rapport d'aujourd'hui continue. De même, l'augmentation des dépenses de santé donne un coup de pouce au PIB :

Dans les dépenses de consommation, une augmentation des services (menés par les soins de santé et les "autres" services).

Vous souffrez d'un horrible mal de dents. Vous devez vous absenter de tout emploi productif pour aller chez le dentiste.

Il vous arrache une dent....

Ou vous devez vous faire arracher l'appendice et vous êtes confiné pendant des jours dans un lit de malade. Ou bien vous vous cassez la jambe et vous êtes immobilisé pendant des semaines.

L'arracheur de dents, l'appendiculaire et le briseur de jambes sont mieux lotis - et que le Seigneur les bénisse pour le service inestimable qu'ils rendent à la race humaine.

Pourtant, devons-nous considérer vos agonies et leur nécessaire soulagement comme une bénédiction économique et un gain pour le PIB ?

L'économiste classique Frédéric Bastiat et ses fenêtres brisées me viennent immédiatement à l'esprit.

L'erreur des fenêtres brisées

Un hooligan lance des pierres à travers la vitrine d'un commerçant. Ce commerçant doit faire appel aux services d'un vitrier pour remplacer la fenêtre.

La transaction représente un avantage économique, affirme l'observateur superficiel. Regardez l'argent frais que notre vitrier chanceux doit dépenser pour le cordonnier, le boulanger, le boucher.

Mais ils négligent de considérer l'argent que le commerçant d'origine ne peut pas dépenser pour le cordonnier, le boulanger et le boucher.

Il l'a dépensé pour le vitrier - et seulement pour arriver à l'équilibre. Il n'a rien gagné. Encore une fois, où est le gain économique ?

Des mensonges, des foutus mensonges et des statistiques.

Nous n'avons qu'une seule demande : que le gouvernement se limite à des mensonges et des foutus mensonges.

Ce sont les statistiques que nous ne pouvons pas prendre...

▲ [RETOUR](#) ▲

Des hausses « surgies de nulle part » ?

rédigé par [Philippe Béchade](#) 31 octobre 2022



Les marchés montent-ils vraiment « sans raison » ? N'y aurait-il pas au moins une bonne raison, jugée bien suffisante pour contrer tous les krachs ?



Le mois d'octobre 2022 va s'achever par un gain de près de 10% sur le CAC 40 et le S&P 500. Si un tel *rally* boursier peut surprendre – vu le contexte inflationniste (nous y reviendrons), le surendettement mondial et la contraction des bénéfices attendus en 2023 –, des hausses indicielles au moins aussi importantes ont été observées à de nombreuses reprises au cours des 25 dernières années.

Le mois d'octobre est même celui qui a connu le plus de hausses de 9% à 14% en un quart de siècle (les 14%, c'était en 2011), avec de multiples occurrences en 1998 puis 1999, 2003, 2011 et 2015. Ces hausses spectaculaires ont souvent succédé à un mois de septembre calamiteux.

Mais octobre 2022 sera également le meilleur mois de l'année en cours, et même le meilleur depuis 2020.

De moins en moins d'investisseurs

Il y a longtemps que les initiés ont renoncé à entretenir l'illusion que les marchés reflétaient une conjoncture et que leurs rebonds inattendus constituaient la préfiguration de lendemains radieux : ils savent que tout n'est que flux de liquidités et interventions des banques centrales.

En ce mois d'octobre 2022, les flux ont cessé d'expliquer les mouvements du marché : ils sont négatifs et les actions américaines, européennes, et françaises, ont subi chaque semaine des retraits, au point d'atteindre leur 36ème semaine consécutive de décollecte !

Il ne reste donc que l'intervention des banques centrales au travers de leurs alliés/obligés que sont BlackRock, Vanguard ou JPMorgan. Et même désormais le Credit Suisse, que la Fed vient de sauver en lui accordant des avances qui renforcent temporairement ses fonds propres. Cela lui permettra de demeurer opérationnelle, et en fera un partenaire fiable pour ses principales contreparties sur les marchés dérivés (le financement du tissu économique réel, c'est de la bricole, pour le Credit Suisse).

La hausse artificielle des marchés depuis l'intervention musclée – et pour le moins voyante – du 13 octobre est « rationalisée » par un narratif qui martèle le concept de « pivot ». L'inflation devrait « bientôt s'inverser » et les banques centrales s'empresseraient alors de calmer le jeu sur les taux d'intérêt, saisissant la moindre occasion de les réduire.

Bien que Christine Lagarde n'ait rien affirmé de tel lors de la conférence de presse de ce 27 octobre (c'est comme cela que tous les « faiseurs d'opinion » nous ont invité à l'interpréter), elle concède simplement que ce sera peut-être 50 points et non pas 75 points lors de la prochaine hausse de taux prévue.

Tout comme Wall Street, Francfort ou Paris, les marchés obligataires ont joué – ou surjoué – l'espoir d'une porte qui s'entrouvre vers un « pivot » de la BCE le 27 octobre. Sur l'ensemble de la semaine, du 23 au 28, le rendement de nos OAT s'est détendu de 28 points vers 2,61%, et celui des BTP italiens de 63 points à 4,15%. Pour se donner une base de comparaison, le rendement des T-Bonds a baissé de 20points, vers 4,01%.

Incandescente inflation

De quelle réalité économique s'inspire cette détente ?

En Italie, c'est le « politique » qui prend le dessus avec une Giorgia Meloni qui se montre tout miel avec Bruxelles et la BCE... et clame sa dévotion à l'Otan.

Pour l'électeur italien qui a cru à un vrai changement par rapport aux principaux axes suivis par Draghi, c'est une nouvelle désillusion : sa réalité, c'est une inflation qui passe la barre des 11%.

Un niveau très comparable aux chiffres de l'inflation en Europe (10,7%, soit 0,5% de plus que prévu). Ceux pour l'Allemagne sont ressortis à 10,4% (du jamais vu depuis 1951). Outre-Rhin, les prix de l'énergie ont flambé de 43% sur 12 mois, ceux de l'alimentaire de 20,3%.



L'inflation apparaît carrément incandescente dans les pays baltes, avec une barre des 20% allègrement franchie depuis des mois (et plus de 25% en Estonie).

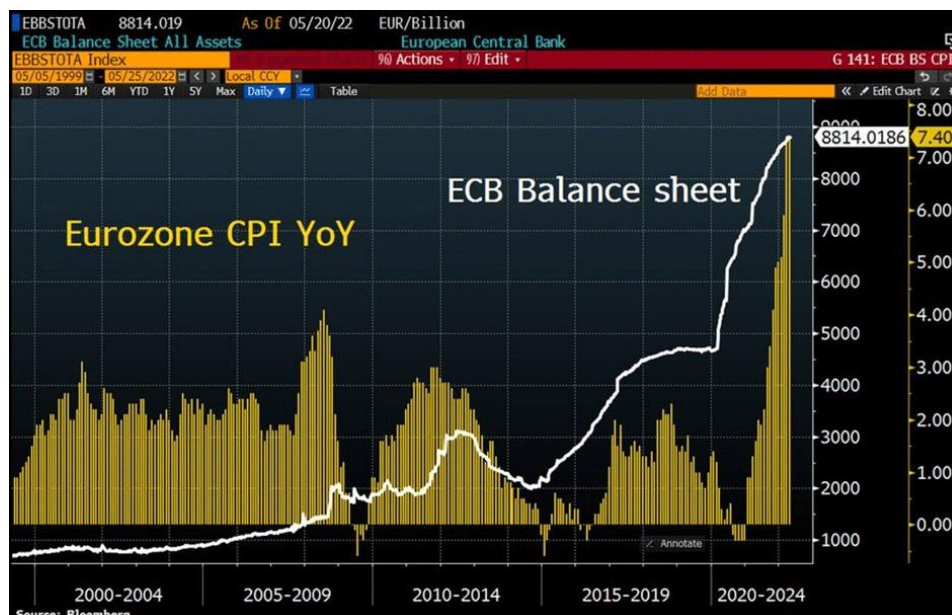
La France fait donc figure de bon élève, mais au prix de déficits budgétaires abyssaux. Les prix à la consommation en France n'ont augmenté – officiellement – que de 6,2% en octobre 2022, après 5,6% le mois précédent.

Un autre taux a été recalculé en se basant sur les revenus des plus modestes, et leur « panier pondéré » se renchérit plutôt de 7,1% avec l'accélération des prix de l'énergie, de l'alimentation et des produits manufacturés. L'impact négatif de ces composants sur le pouvoir d'achat décline en effet à mesure que l'on progresse dans l'échelle des salaires.

Il est donc permis de nourrir de sérieux doutes sur la reprise de contrôle imminente de l'inflation par la BCE, même si la conférence de presse de Christine Lagarde a entretenu la joie et la bonne humeur des marchés...

Et que penser de sa déclaration du week-end, « l'inflation a surgi de nulle part » ?

Et donc, que pense-t-elle de ce graphique ?



Ne serait-ce pas plutôt les liquidités de la BCE qui ont « surgi de nulle part », avec un tel débit que cet argent 100% virtuel a fini par déborder de la sphère ultra-inflationniste des actifs financiers, alimentant une flambée incontrôlable des actifs réels ?

▲ [RETOUR](#) ▲

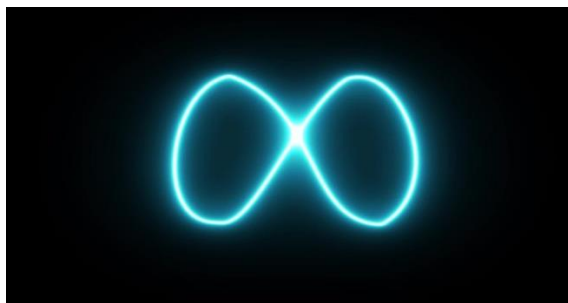
"Que Meta !"

Les épaves technologiques, la perte de 100 milliards de dollars de Zuck et le vieux papa gâteau de la Fed...

Joel Bowman 29 Oct 2022



Joel Bowman, en direct de Buenos Aires, Argentine...



La "rivière sans retour" est-elle enfin à sec ?

Amazon a chuté de près de 10 % après que les résultats du troisième trimestre publiés jeudi ont laissé entrevoir des perspectives moroses pour le reste de l'année. Cela s'est produit après que Meta, Alphabet et Microsoft ont tous plongé à la suite de la publication de leurs résultats plus tôt dans la semaine.

Ensemble, le quatuor susmentionné de chouchous de la technologie a craché 350 milliards de dollars pour la semaine sur une croissance faible (ou, dans le cas de Meta, en déclin) des revenus. À elles seules, les actions de Meta ont plongé de plus de 20 % jeudi, après que la société a annoncé une baisse de 52 % de son bénéfice au troisième trimestre.

La plateforme de médias antisociaux de Zuck est désormais évaluée à 270 milliards de dollars... ce qui semble beaucoup pour un espace virtuel où l'on peut partager des vidéos de chats et "aimer" des photos du brunch de ses amis, jusqu'à ce que l'on se souvienne qu'elle "valait" autrefois plus de 1 100 milliards de dollars. (Pour ceux d'entre vous qui comptent les points à la maison, cela représente une "perte" de 830 milliards de dollars, du haut de... eh bien, où qu'il soit maintenant).

C'était suffisant pour que même Jim Cramer offre des excuses larmoyantes, faites pour la télévision. Et les milléniaux de la région de la baie cherchent aussi un endroit sûr. Voici le gros titre, du SFGate :

Les employés de Facebook seraient sous pression alors que l'action de Meta s'effondre.

S'exprimant sous le couvert de l'anonymat, des employés du géant technologique en difficulté ont déclaré qu'on leur demandait de s'organiser ou de partir. Du New York Post :

Les employés de Meta seraient poussés à travailler deux fois plus dur pour protéger leurs emplois chez le titan technologique en difficulté, alors que les travailleurs se préparent à des licenciements massifs.

"Le message de Zuck était clair et net : vous avez trois mois pour prouver votre valeur, faire des efforts à 200 %, ou vous pouvez démissionner maintenant si vous n'aimez pas ça", a déclaré un employé anonyme de Meta à Insider, en référence au PDG Mark Zuckerberg.

Selon un rapport, pas moins de 12 000 employés de Facebook, soit environ 15 % de l'effectif total, pourraient être licenciés dans le cadre d'une série de "licenciements discrets". Outre le fait qu'il est impossible d'imaginer que 12 000 milléniaux délaissés s'en aillent tranquillement dans la nuit, on peut se demander ce que font réellement les 68 000 autres employés restants.

Et qu'en est-il de la tendance à maximiser la rémunération des dirigeants au détriment de l'entreprise elle-même, ce que l'on appelle parfois "gérer le cours de l'action plutôt que l'entreprise" ? M. Zuckerberg ne manquera probablement pas de manger un steak dans un avenir proche, mais cela n'a pas dû être facile de voir 100 milliards de dollars disparaître de sa valeur nette (d'un maximum de 142 milliards de dollars il y a un an à un "simple" 38 milliards de dollars aujourd'hui).

De l'autre côté du miroir

En lisant les nouvelles ci-dessus, on pourrait penser que les marchés ont eu une semaine difficile... au contraire ! Les trois principaux indices ont progressé, et fortement, pour la quatrième semaine consécutive. En fait, le Dow Jones Industrial Average (qui bénéficie du fait qu'aucune des actions susmentionnées n'y figure) est en passe d'enregistrer son meilleur mois d'octobre depuis... toujours !

Qu'est-ce qui se passe ? Les bénéfices n'étaient-ils pas faibles ? Les bénéfices ne sont-ils pas en baisse ? Les prévisions ne sont-elles pas mauvaises et la récession imminente ? (Au fait, qu'est-il arrivé à la récession qui n'était pas une récession mais qui en était une ? Vous vous en souvenez ?)

Eh bien, oui... tout cela est encore vrai. Mais dans le monde à l'envers d'aujourd'hui, les mauvaises nouvelles sont en fait de bonnes nouvelles. En effet, plus la situation s'aggrave, plus il est probable que le papa gâteau du marché, la Fed, vienne à la rescousse, comme autant de parents qui autorisent leurs jeunes de 20 ans, récemment licenciés par Face, à retourner vivre dans leur sous-sol.

Voici MarketWatch :

Les économistes s'attendent largement à ce que les responsables de la politique monétaire de la Réserve fédérale approuvent une quatrième hausse consécutive des taux d'intérêt lors de leur réunion de la semaine prochaine. Une hausse de trois quarts de point de pourcentage porterait le taux de référence de la banque centrale à un niveau compris entre 3,75 % et 4 %.

"La décision de novembre est un verrou. Je serais stupéfait si elle n'allait pas jusqu'à 75 points de base", a déclaré Jonathan Pingle, économiste en chef pour les États-Unis chez UBS.

La décision de la Fed sera prise mercredi à 14 heures, après deux jours de discussions entre les membres du Comité fédéral de l'open market.

Ce qui se passera lors de la conférence de presse du président de la Fed, Jerome Powell, une demi-heure plus tard, sera plus délicat.

L'accent sera mis sur la question de savoir si M. Powell donne un signal au marché concernant les plans pour une hausse plus faible du taux d'intérêt de référence en décembre.

Les investisseurs, qui envisagent la possibilité que la Fed s'approche de son "taux final", quel qu'il soit,

pourraient-ils se tromper ? Les choses commencent déjà à se gâter, comme nous l'avons vu, et nous ne sommes qu'à 4 %. À quoi pourraient ressembler les choses à mesure qu'elles se rapprochent de 5 %... ou même - gulp ! - qu'elles vont au-delà ?

Bonner Private Research est une publication financée par les lecteurs. Pour recevoir les nouveaux articles et soutenir mon travail, pensez à devenir un abonné gratuit ou payant.

Le directeur des investissements de Bonner Private Research, Tom Dyson, était sur le coup en début de semaine. Cet extrait est tiré du rapport stratégique d'octobre de Dan et lui :

Notre modèle simple dit "gonfle ou meurs".

En ce moment, l'économie est en train de mourir.

Cela peut sembler un peu dramatique. Même hyperbolique. Mais rappelez-vous de quoi nous parlons. Nous parlons d'une période de 40 ans d'argent facile et de taux d'intérêt bas. Ils ont construit des industries entières sur le crédit bon marché.

Le système exige maintenant une expansion constante du crédit et de la dette pour survivre. Dès que la dette cesse de croître (ou d'être refinancée à des taux abordables), le système s'effondre dans ce que les économistes appellent une "déflation de la dette". Pensez à une montgolfière qui perd soudainement son air chaud. Elle ne flotte pas doucement vers le sol. Elle s'effondre. C'est aussi simple et inévitable que cela.

Pourquoi les principales moyennes boursières ont-elles augmenté au cours des trois dernières semaines ?

Les marchés font maintenant le même calcul qu'en juin. Que la Fed est plus proche de la fin et que l'inflation aura tendance à baisser. Mais ils avaient tort en juin. Ont-ils tort maintenant ?

Eh bien, la Fed est probablement plus proche du taux "final", quel qu'il soit. Mais ce taux pourrait être supérieur à 5 %. Il y a quelques mois, la plupart des experts disaient que c'était 3,5 % ou peut-être 4 %.

Le problème est qu'avec un tel niveau d'endettement et d'effet de levier sur les marchés financiers, l'économie financière ne peut pas se permettre un taux final supérieur à 5 %. Elle arrive à peine à se maintenir à 4 %. Pourtant, l'"économie réelle", celle dans laquelle vous et moi vivons, mangeons et chauffons nos maisons, ne peut pas supporter une inflation à ces niveaux (du moins pas sans une énorme poussée des dépenses par carte de crédit).

La Fed semble penser que la réponse à l'inflation est de détruire la demande des consommateurs en créant une récession, à un moment donné en 2023. Le marché boursier est concentré sur les bénéfices du dernier trimestre. Il devrait s'inquiéter des bénéfices de l'année prochaine, lorsque la récession prévue par l'inversion de la courbe de rendement frappera les entreprises et les prix des actions.

À mon avis, nous sommes entrés dans la phase de la crise où l'inflation et les prix des matières premières s'effondrent et où la liquidation commence. Je m'attends à ce que les faillites, les défauts de paiement et les licenciements commencent bientôt. En d'autres termes, le déclin est sur le point de devenir "désordonné".

Le dernier endroit où vous voulez être pris est dans une ruée vers la sortie. C'est pourquoi nous avons exhorté nos lecteurs à paniquer maintenant et à éviter la ruée. Si vous ne recevez pas encore toutes les recherches

approfondies de Tom et Dan, y compris leurs rapports stratégiques mensuels et leurs mises à jour hebdomadaires du marché, c'est le moment de vous y mettre. Trouvez un plan qui vous convient, ici...

Cash Rishi

L'actualité de cette semaine a également été marquée par la nomination du troisième premier ministre britannique en autant de mois, M. Rishi Sunak. (Nous avons un podcast complet sur les événements de l'autre côté de l'Atlantique, avec l'investisseur britannique Robert Marstrand, que nous publierons demain en même temps que votre session dominicale habituelle. Restez à l'écoute...)

Une chose à laquelle les gens n'ont peut-être pas prêté beaucoup d'attention, au milieu du reste du drame shakespearien qu'est la politique britannique moderne, est la position de M. Sunak sur les monnaies numériques des banques centrales (CBDC).

Rappelons que M. Sunak était Chancelier de l'Échiquier avant d'occuper le poste le plus élevé de la nation, un poste qu'il a utilisé pour jeter les bases de ce qui est maintenant le taux d'inflation le plus élevé au Royaume-Uni depuis près d'un demi-siècle. (Maintenant que le gouvernement britannique est confronté à une crise financière, à des troubles civils et à l'instabilité politique, M. Sunak pourrait-il être tenté d'accélérer son projet de CBDC ?

Pour rappel, le voici, en train de se faire passer pour eux en novembre 2021.



Entre-temps, la Turquie a annoncé son intention d'introduire sa propre CBDC dès l'année prochaine. Dan Denning surveille l'espace CBDC depuis un certain temps. Voici ce qu'il avait à dire aux membres de Bonner Private Research à ce sujet hier...

Une histoire importante a été enterrée cette semaine. La banque centrale de Turquie a annoncé son intention de créer une monnaie numérique de banque centrale en 2023. La nouvelle CBDC fonctionnera (dans un premier temps) parallèlement au système de paiement actuel. Elle sera également reliée à un identifiant numérique national, ce qui indique que l'un des objectifs de la CBDC est d'éliminer la fonction de porteur de l'argent liquide, où deux parties consentantes peuvent effectuer une transaction sans identifiant (ou sans l'autorisation du gouvernement).

La Turquie a un taux d'inflation de 83 %. Il était de 19,6 % l'année dernière à la même époque. Une fois que l'inflation atteint la phase de croissance en crosse de hockey, il est impossible de l'arrêter. La politique fiscale peut être irresponsable pendant des années. La politique monétaire ne fait qu'empirer les choses. Et puis, "whoosh", vous avez perdu le contrôle.

Cela peut-il arriver ici ? Oui, c'est possible. Est-ce que ça arrivera ? Qui sait ?

Ce que je veux dire, c'est que si et quand cela se produit, une CBDC est le moyen par lequel l'ancienne monnaie (l'argent liquide) est retirée, et la nouvelle monnaie (la CBDC) est rendue obligatoire. On prétend que cela ramènera la stabilité et rendra les choses plus faciles et moins chères.

Faux. Je ne sais pas si c'est à dessein ou par simple incompetence, mais lorsque les autorités financières détruisent une monnaie par l'inflation et la remplacent par une CBDC, elles augmentent aussi considérablement leur contrôle et leur surveillance de toute la population. La monnaie numérique devient un outil de coercition politique, un système de récompenses et de punitions pour les discours politiques et les comportements commerciaux (respectueux du climat) "corrects". Comment nous protéger de cela (par l'or et d'autres actifs tangibles et durables) est l'une de nos grandes tâches dans les années à venir.

Vous vous souvenez du vieux dicton selon lequel le gouvernement vous casse les jambes... puis vous vend des béquilles ? Un des dictons de Harry Browne, si ma mémoire est bonne. C'est la même chose avec les CBDC. D'abord, ils vous cassent votre argent... puis ils vous proposent une "solution" qui, par pure coïncidence, répond parfaitement à leur besoin de vous contrôler, de vous encercler et de vous surveiller, vous aussi. Qui l'aurait cru ? !

Encore une fois, si vous ne recevez pas déjà les recherches payantes de Dan et Tom, vous pouvez vous joindre à nous à tout moment. Trouvez un plan qui vous convient ici...

Et c'est tout pour un autre récapitulatif hebdomadaire, cher lecteur. Un petit merci, au passage, à ceux d'entre vous qui ont écrit pour exprimer leurs inquiétudes sur la santé de Bill. Il est en pleine forme, mais fait une petite pause dans ses missives quotidiennes pour préparer la prochaine phase de notre projet en Floride.

Sur ce front, nous avons une tonne de choses en préparation pour le reste de l'année, notamment des rapports de recherche actualisés de Dan et Tom et un sommet "Winter Catastrophe, 2022 Redux" réservé aux membres, qui se tiendra au cours des deux premières semaines de décembre. Rick Rule et Byron King ont aimablement accepté de se joindre à nous pour cet événement. Nous vous communiquerons les dates exactes et les modalités d'inscription à l'approche de l'événement, alors ne manquez pas de les consulter.

Sinon, rendez-vous demain pour votre session dominicale habituelle, y compris notre conversation Podcast Fatal Conceits avec l'investisseur britannique Robert Marstrand, dans laquelle nous discutons de tout ce qui se passe de l'autre côté de l'Atlantique.

▲ [RETOUR](#) ▲

Un Britshow complet

Trois premiers ministres en autant de mois, un effondrement du marché obligataire, des problèmes à la Banque d'Angleterre et bien plus encore...

Joel Bowman 30 oct 2022



Joel Bowman, en direct de Buenos Aires, en Argentine, ce week-end...



"Les Anglais et les Américains sont deux peuples divisés par une langue commune."

~ (Attribué à) **George Bernard Shaw**

La mort d'un monarque... trois premiers ministres en autant de mois... un effondrement du marché obligataire... et une bande d'abrutis du millénaire qui se collent aux routes et aux œuvres d'art inestimables...

Ces derniers temps, les nouvelles en provenance du Royaume-Uni sont tout sauf le genre d'attitude "*Keep Calm and Carry On*" (restez calme et continuez à vivre) que nous attendons de nos amis d'outre-Atlantique.

"*Vous ne pourriez sérieusement pas inventer ce genre de choses*", a remarqué Robert Marstrand, un investisseur né au Royaume-Uni, lorsque nous l'avons rencontré en début de semaine. "*C'est vraiment un truc de république bananière, franchement. C'est embarrassant et ils ont juste besoin de se ressaisir.*"

Tout à fait.

Rob est une sorte de réfugié britannique qui, après avoir quitté sa chère Angleterre il y a une quinzaine d'années, s'est installé dans la capitale argentine. Avant cela, il a passé deux décennies à travailler comme banquier d'affaires pour UBS, où il était posté à Londres, Zurich et Hong Kong.

Plus récemment, il a fait équipe avec les gens de Southbank Investment Research pour créer UK Independent Wealth, une publication visant à aider les investisseurs britanniques à retrouver leur indépendance financière. (Découvrez son travail, [ici](#)).

Nous avons rencontré Rob pour essayer de comprendre la tragi-comédie shakespearienne qu'est la politique britannique moderne. Un court extrait de cette conversation, légèrement modifié (pour plus de clarté), constitue l'essai d'aujourd'hui, ci-dessous. Bonne lecture...

Un Britshow complet

Une conversation avec Joel Bowman et Robert Marstrand

[Ed. Note : Ce qui suit est un extrait d'un podcast de Fatal Conceits enregistré en début de semaine, qui retrace le feuilleton qu'est la politique britannique actuelle. Nous reprenons l'action au milieu de la conversation, au moment où Boris Johnson s'apprêtait à partir et où Liz Truss s'apprêtait à devenir le Premier ministre britannique le moins longtemps en poste de l'histoire...]

Joel Bowman : Donc, entre les pincées et les fêtes, Boris s'est vu montrer la porte. Tout cela devient une sorte de *Game of Thrones* à partir d'ici avec des coups d'état et des "et tu brutes". Nous avons donc Liz Truss, présentée comme une sorte de Maggie Thatcher Dame de fer version 2.0. Elle arrive avec son nouveau Chancelier de l'Échiquier, son mini budget, ses réductions d'impôts. Elle est censée réduire les dépenses, redresser l'économie. Elle est censée réduire l'inflation, qui atteint, je crois, plus de 13 % récemment, ce qui signifie qu'elle est toujours aussi élevée, voire plus élevée, que dans de nombreux autres pays occidentaux en ce moment. Mais mettez-nous au courant de ce qui s'est passé avec le très court gouvernement Truss, je pense qu'il n'a duré que 55 jours ou quelque chose comme ça à la fin.

Robert Marstrand : Oui, Johnson a démissionné en juillet. Il y a eu un processus d'élection au sein du parti conservateur, au cours duquel les candidats ont été réduits à deux. Les membres du parti conservateur, qui sont les personnes qui paient des cotisations au parti, soit environ 140 000 personnes, ont voté et ont choisi Liz Truss plutôt que Rishi Sunak, sur lequel nous reviendrons. Donc elle est arrivée au pouvoir. Au milieu de tout cela, littéralement, elle est allée voir la Reine pour prendre officiellement le rôle en septembre et la Reine est décédée, je pense, deux jours plus tard, ce qui a évidemment été une période de deuil massif pour le pays, car la Reine est sur le trône depuis 70 ans.

Ensuite, il y a eu la longue file d'attente autour de Londres pour aller voir le cercueil de la Reine et le service

funèbre. Puis, très peu de temps après, le gouvernement Truss et son chancelier, qui est en quelque sorte le secrétaire au Trésor, ont lancé ce mini-budget, qui ne parlait que de réductions d'impôts et de subventions à l'énergie et promettait des réformes structurelles pour se débarrasser de la législation européenne après le Brexit et des déclarations très peu précises sur la réduction des dépenses publiques.

C'est au moment même où les marchés étaient déjà en train de vaciller, où le dollar [américain] était en train de connaître un pic, où de nombreuses devises chutaient par rapport au dollar, où de nombreux marchés obligataires chutaient en raison de la hausse des rendements dans cet environnement inflationniste de hausse des taux d'intérêt. Mais on leur a fait porter tout le chapeau. Je veux dire, c'était en partie leur faute. Franchement, la communication était mauvaise, ils ont agi trop vite, c'était précipité, ils auraient dû essayer de construire un peu plus de consensus. Et dans cette tourmente du marché, les fonds de pension ont fondu, et la Banque d'Angleterre a fini par intervenir. Nous pouvons parler des fonds de pension, c'est un sujet technique, mais en fait, le parti s'est retourné contre elle et elle s'est retrouvée dans une position où elle a dû faire marche arrière sur toutes ces politiques, très rapidement. Elle a viré des personnes de haut rang qui venaient juste d'être nommées, comme le Chancelier et le Ministre des Finances. Puis elle est partie. Je pense qu'elle a démissionné le 45e jour et qu'elle a quitté son poste le 49e jour, quelque chose comme ça. C'est le Premier ministre qui a servi le moins longtemps dans l'histoire britannique.

Joel Bowman : Oui, c'est assez extraordinaire, n'est-ce pas ? D'avoir un tel style de leadership presque tourniquet dans... Nous ne parlons pas d'une république bananière ici. Nous pourrions nous attendre à ce que quelque chose comme cela se produise dans notre coin de pays, ici en Amérique du Sud, mais nous sommes dans un pays du G7, les gens sont censés être raisonnables et avoir la tête froide et tout ça et, comme vous le dites, au lieu de cela, nous avons des marchés qui lancent des piques et toutes sortes de choses.

Je voudrais revenir sur ce sujet, sur le marché obligataire pour une seconde, et sur la question des gilts britanniques, car il était assez extraordinaire d'observer en si peu de temps ce qui se passait avec la livre sterling, ce qui se passait avec les rendements. Je voudrais vous lire une courte citation de la Banque d'Angleterre, qui est finalement intervenue en arrêtant son programme de vente et en annonçant qu'elle allait acheter jusqu'à 65 milliards de livres d'obligations.

Voici la citation. Elle dit : "Si un dysfonctionnement de ce marché devait se poursuivre ou s'aggraver, il y aurait un risque important pour la stabilité financière du Royaume-Uni." C'est une déclaration assez extraordinaire. Elle poursuit en disant : "Cela conduirait à un resserrement injustifié des conditions financières et à une réduction du flux de crédit vers l'économie réelle", ce qui, je suppose, est une partie du problème en premier lieu.

Mais voulez-vous peut-être nous expliquer ce qui s'est passé de l'autre côté de l'étang pendant cette période de 10 jours ? Je me souviens de mon premier séjour au Royaume-Uni, il y a plus de 20 ans, et de ma grande déception lorsque mes maigres économies en dollars australiens ont été réduites de deux tiers. La livre était le roi, ou la reine à l'époque, et nous avons presque atteint, je crois, la parité livre-dollar récemment, ce que je n'ai jamais vu de ma vie. Expliquez-nous ce qui s'est passé à ce moment précis, vous avez mentionné que les fonds de pension étaient bien sûr au cœur du problème.

Robert Marstrand : Oui. Eh bien, à la base de tout cela, il y a bien sûr le fait que, pendant le COVID, toutes les grandes banques centrales occidentales ont imprimé d'énormes quantités d'argent dans le cadre d'un processus appelé QE pour financer essentiellement les aides gouvernementales, selon moi. Elles ne le présentent évidemment pas de cette façon, mais elles imprimaient de l'argent pour que les gouvernements puissent emprunter plus d'argent et le dépenser en chèques de relance ou, au Royaume-Uni, en indemnités de licenciement, comme on les appelait. La Banque d'Angleterre a été très lente à réagir à l'inflation qui en a résulté. En fait, elle n'a même pas réalisé qu'elle arrivait. Il est clair que tous, la Fed, la Banque d'Angleterre, la Banque centrale européenne et d'autres, ont fait la même erreur, ils ne pensaient pas que cela créerait de l'inflation et c'est le cas. Ne mettez pas tout sur le dos de Poutine, croyez-moi, ce n'est pas sa faute, c'est celle

des banques centrales.

La veille du mini-budget que le gouvernement Truss a lancé, la Banque d'Angleterre a augmenté les taux d'intérêt, mais moins que ce que le marché attendait, et elle est très en retard sur la Réserve fédérale en termes de maîtrise de l'inflation. L'inflation est déjà supérieure à 10 % par an et continue d'augmenter au Royaume-Uni. Et ils ont annoncé la première étape du resserrement quantitatif, c'est-à-dire la vente de gilts, les obligations du gouvernement britannique, sur le marché pour drainer les liquidités. Ils ont donc resserré leur politique d'une certaine manière, mais pas assez d'une autre manière, en n'augmentant pas assez les taux d'intérêt. Puis le marché s'est mis à trembler, et ils ont dû faire marche arrière et dire : "Oh, en fait non, nous ne vendons plus de gilts cette semaine. Nous allons les acheter à la place." Je pense que c'était deux semaines en fait.

Ce qui est intéressant, c'est que les fonds de pension que vous avez mentionnés sont des fonds de pension d'entreprise, c'est-à-dire l'argent géré au nom d'une entreprise ou d'un organisme du secteur public pour assurer les retraites des gens à l'avenir. Il ne s'agit pas du genre de pensions où vous placez votre propre argent dans votre propre fonds et l'investissez ensuite, ce sont ces fonds d'entreprise. Il s'est avéré (qui l'eût cru ?) qu'ils avaient joué rapidement et lâchement sur les marchés dérivés. Ces fonds de pension soi-disant sûrs, stables, lourdement réglementés et ennuyeux ont pris un effet de levier sur les marchés dérivés par le biais de ce qu'on appelle l'investissement guidé par le passif ou IDP.

Quoi qu'il en soit, cet effet de levier, lorsque le marché obligataire s'est effondré, ou a évolué assez rapidement, a obligé les fonds de pension à injecter des tonnes de liquidités supplémentaires pour couvrir leurs appels de marge, leurs garanties si vous voulez, auprès des personnes avec lesquelles ils négociaient, et ils ne pouvaient pas liquider assez rapidement, ce qui allait créer un effet boule de neige sur le marché obligataire et aggraver la situation. Donc la banque est intervenue pour stabiliser le marché obligataire. Mais ce qui est intéressant, c'est qu'il est apparu par la suite que la Banque d'Angleterre elle-même avait 82 % des fonds de pension de ses propres employés dans l'un de ces systèmes à effet de levier qui, à mon avis, n'aurait pas dû exister en premier lieu. Il y avait donc aussi un conflit d'intérêts massif à la Banque d'Angleterre, et il est évident que cela aurait été terriblement embarrassant si leur fonds de pension avait eu de gros problèmes. Il y a donc beaucoup de couches et de couches dans cette affaire.

Joel Bowman : Oui, absolument. Encore une fois, je continue d'utiliser le mot extraordinaire, j'en suis conscient, mais ce sont vraiment des moments remarquables quand, comme vous le dites, vous pourriez bien avoir la majorité des pensions des travailleurs de la Banque d'Angleterre elle-même en danger...

Robert Marstrand : Je veux dire, regardez, vous ne pourriez sérieusement pas inventer ce genre de choses et c'est vraiment une république bananière, franchement. C'est embarrassant et ils ont juste besoin de se ressaisir.

Joel Bowman : D'accord, alors avançons un peu parce que nous allons revenir sur certains de ces points dans notre résumé dans un instant. Mais nous devons souligner que c'est l'actuel premier ministre, que nous allons bientôt rencontrer, qui, je crois, était chancelier de l'Échiquier à l'époque où le gouvernement imprimait de l'argent pour prolonger ces versements.

Voici Rishi Sunak, il était le Chancelier de l'Échiquier. Je viens de vérifier ce matin, mais il était là depuis février 2020, donc au moment où la pandémie commençait vraiment dans le monde occidental. Il a succédé à Sajid Javid, qui est resté en poste jusqu'en février de cette année-là. Et Rishi a occupé ce rôle de février 2020 à juillet de cette année. C'est donc Rishi qui a vraiment supervisé ce programme de dépenses massives et, comme on dit, aucune mauvaise action ne reste sans récompense dans le domaine de la politique. Ainsi, après avoir dépensé tout cet argent, que le gouvernement imprimait pour couvrir ses programmes ridicules, il s'est vu attribuer le poste le plus élevé. Alors allons-y pour notre troisième Premier ministre en autant de mois. La disparition de Truss et la montée de Sunak.

Robert Marstrand : Eh bien, bien sûr, Sunak était extrêmement populaire au début quand il était Chancelier

parce qu'il distribuait des tonnes d'argent aux gens.

Joel Bowman : C'est drôle.

Robert Marstrand : C'est drôle comme les gens aiment l'argent gratuit, mais ils ne pensent pas à ce qui va suivre. Il a donc démissionné juste avant que Boris Johnson ne démissionne de son poste. Il a donc planté le couteau dans Johnson, clairement dans l'optique d'obtenir le poste suprême. Puis les choses ne se sont pas passées comme prévu pour l'establishment et Truss a obtenu le poste. Puis elle a été effectivement mise à la porte, elle a démissionné techniquement, mais elle a été effectivement mise à la porte, elle n'avait aucune autorité. Il a remis son chapeau dans l'anneau pour se présenter au poste de Premier ministre. Boris Johnson est revenu et s'est présenté, alors il est réapparu et a dû se dépêcher de prendre l'avion. Il était en vacances à la Barbade ou ailleurs et s'est dépêché de revenir pendant le week-end pour recueillir suffisamment de soutien de la part des députés pour se présenter. Et il y avait un troisième candidat dont il est inutile de parler.

Et puis Johnson s'est soudainement retiré, après avoir affirmé qu'il avait suffisamment de soutien, il s'est retiré. Ainsi, Sunak a effectivement été consacré à la tête du parti conservateur sans qu'aucun vote n'ait lieu, même parmi les membres du parti conservateur, les militants de base et les membres. Beaucoup de gens y voient une sorte de coup d'État mondialiste, si vous voulez, car il a toujours été un peu plus mondialiste, avec des impôts élevés et un grand État. C'est un ancien de Goldman Sachs, donc de l'establishment financier. Donc beaucoup de gens sont très contrariés à ce sujet et pensent que cela s'est passé d'une manière non démocratique, à la fois au sein du parti conservateur et clairement en dehors du parti conservateur.

Mais juste pour clarifier, Joel, je pense que vous avez dû vous tromper dans son nom, car le président Biden a dit qu'il s'appelait Rashi Sanuk, et non Rishi Sunak. Donc Biden a manifestement tout bon, il va falloir changer son nom.

Joel Bowman : Eh bien, il le saurait. Je ne me souviens pas de la dernière fois où Biden a fait une gaffe, alors disons Rashi Sanuk à partir de maintenant, d'accord ?

Robert Marstrand : Ce sera Rashi Sanuk.

Ed. Note : Vous pouvez écouter l'intégralité du podcast "Fatal Conceits" ici même...

Robert Marstrand sur le Britshow

Écoutez maintenant (35 min) | Et maintenant, quelques autres Fatal Conceits... "Je veux dire, regardez, vous ne pourriez sérieusement pas inventer ce genre de choses et c'est vraiment un truc de république bananière, franchement. C'est embarrassant et ils ont juste besoin de se ressaisir." ~ R...

Écoutez maintenant

il y a une heure - Joel Bowman

Ou regardez-le sur notre chaîne YouTube, ci-dessous...



Comme toujours, n'hésitez pas à laisser vos commentaires dans la section ci-dessous et à partager notre travail avec vos amis et ennemis des deux côtés de l'étang.

Et ce sera tout pour une autre semaine. C'est un dimanche froid et pluvieux ici à Buenos Aires, le genre de jour idéal pour mettre un rôti au four, déboucher une bouteille de malbec et débrancher les appareils numériques.

Je vous informe que Bill est absent une semaine de plus, car il continue à planifier la prochaine phase de notre

projet depuis la Floride. Nous aurons plus de détails sur tout cela en temps voulu (surveillez cet espace...).

Entre-temps, nous vous proposons une sélection d'essais de quelques-uns des investisseurs professionnels, gestionnaires de fonds et analystes les plus fiables du réseau privé de Bill. Et bien sûr, nous aurons d'autres articles de Tom Dyson et Dan Denning tout au long de la semaine.

Quoi que vous fassiez ce week-end, nous espérons que vous en profitez.

▲ [RETOUR](#) ▲

Les CBDC - Le joueur de flûte

par Jeff Thomas 1 novembre 2022

Doug Casey's
INTERNATIONAL MAN



Nous connaissons tous l'histoire : Le joueur de flûte possède une flûte magique qui, lorsqu'elle est jouée par le joueur de flûte, sauve les habitants de Hamelin d'une épidémie de rats. Lorsque les habitants de la ville ne le paient pas pour ses services, il utilise la flûte pour attirer leurs enfants au loin.

Dans la nomenclature moderne, le joueur de flûte est décrit comme *"la métaphore d'une personne qui attire les gens par son charisme ou ses fausses promesses."*

Et cela nous amène à une discussion sur les monnaies numériques des banques centrales, ou CBDC.

Il y a dix ans à peine, lorsque j'écrivais sur la possibilité de l'introduction de monnaies numériques, l'idée était si nouvelle (ou peut-être si détestable) que mes prédictions sur le sujet étaient considérées comme fantaisistes. Pourtant, en 2016, des gouvernements annonçaient que les monnaies numériques étaient "à l'étude".

Et dans le bref laps de temps qui s'est écoulé depuis, le concept s'est imposé dans le monde entier. Onze pays les ont désormais lancées, et quatre-vingt-sept autres sont en train de les étudier ou de les développer.

Mais pourquoi les déposants bancaires accepteraient-ils l'introduction des CBDC ?

Eh bien, sur le papier, elles semblent formidables. Plus de déplacements au guichet automatique. Plus besoin de cartes de crédit. Plus besoin de se soucier de transporter de l'argent liquide. Plus de voleurs de sacs à main - vous pouvez transporter toutes vos économies sur un téléphone portable et le faire en toute sécurité. La criminalité pourrait prendre fin, car tout criminel laisserait une trace de ses transactions que les banques pourraient surveiller.

Et ce sont là, bien sûr, les promesses vantées par le joueur de flûte des temps modernes - les "fausses promesses" mentionnées dans la définition ci-dessus.

Quel est donc l'attrait pour les gouvernements et les banquiers si impatients de passer au numérique ?

Pour les banquiers, la réponse est qu'ils auront la possibilité de supprimer progressivement les billets de banque. La plupart des activités dans le commerce de détail seront dépassées. Puisque toutes les transactions seront numériques, elles seront toutes effectuées par des employés de banque sur des ordinateurs, sans jamais avoir à faire face aux clients. En outre, les déposants ne pourront plus stocker leur monnaie ailleurs. Les déposants seront à la merci des banques, car ils ne pourront plus effectuer la moindre transaction sans passer par la

banque. Cela permet non seulement aux banques d'augmenter leurs frais de transaction à volonté, mais cela leur donne également la possibilité de décider quelles transactions le déposant est autorisé à effectuer, car le déposant n'a peut-être plus aucune autre possibilité de transaction.

Bien entendu, de nombreux déposants tenteront de se tourner vers les cryptomonnaies, et il ne fait aucun doute que ceux qui ne considèrent pas actuellement les cryptomonnaies comme une liberté monétaire le feront bientôt. Mais il est probable qu'au fur et à mesure que les cryptomonnaies deviennent la solution pour contourner la domination croissante des banques sur la monnaie, les banques gèleront ou fermeront les comptes des déposants dont on découvrira qu'ils font des transactions en cryptomonnaies.

Le déposant devra alors évaluer s'il peut poursuivre sa vie financière quotidienne sans son compte bancaire. Après tout, son épicier ou la station-service où il achète du carburant pour son véhicule risquent-ils également de voir leurs comptes gelés ou fermés ? Ceux qui recherchent la liberté de commerce risquent-ils d'être exclus des achats quotidiens ? Il reste à voir comment cela va se passer.

Et, pendant que nous y sommes, quels seront les avantages pour les gouvernements ?

Eh bien, les gouvernements auront non seulement un plus grand pouvoir sur la circulation de la monnaie, sans le coût de production des billets de banque, mais ils auront également la possibilité d'exiger des banques qu'elles révèlent toutes les informations relatives aux transactions des déposants. À tout le moins, cela signifiera la possibilité d'éliminer l'impôt volontaire sur le revenu, puisque la taxation sera désormais possible par prélèvement automatique. Elle ne devra pas non plus être annuelle mais pourra être effectuée mensuellement, avec chaque relevé bancaire. Et les taux pourront être modifiés fréquemment et sans préavis.

En outre, les gouvernements auront la possibilité de mettre en place un système de crédit social, comme l'a fait la Chine, avec sa CBDC - une nounou ayant le pouvoir de permettre aux gens d'effectuer des achats en fonction de leurs performances en tant que citoyens. Avez-vous participé à une manifestation ou avez-vous été signalé comme ayant critiqué le gouvernement ? Eh bien, il se peut que vous ne soyez pas autorisé à voyager à des fins commerciales pendant un certain temps. Ou vous pouvez ne pas être autorisé à acheter, par exemple, de l'essence pour votre voiture.

La possibilité de vivre en tant que personne "libre" sera très certainement restreinte - de façon modeste au début, mais de plus en plus draconienne avec le temps. Ceux qui déplaisent à leur gouvernement seront punis. Ceux qui obéissent auront le privilège de la liberté de transaction.

Compte tenu de tout ce qui précède, l'attrait pour les gouvernements et les banques est considérable. Ils posséderont leurs serfs à un degré qui n'a jamais existé auparavant.

On peut prédire que les CBDC connaîtront leur meilleur succès dans les pays les plus développés, où les gens acceptent le concept selon lequel s'ils ne se conforment pas à leur gouvernement, leur vie économique s'effondrera.

Dans les pays moins développés où la prépondérance de l'agriculture ou de l'existence au jour le jour est plus importante, la population sera plus difficile à contrôler.

Le Nigeria a introduit sa CBDC il y a environ un an et, à ce jour, le moins que l'on puisse dire, c'est qu'elle a été un échec. Seuls 0,5 % des résidents nigériens ont suivi l'air du joueur de flûte et daigné utiliser l'eNaira.

En fait, la plupart des résidents se sont tournés vers les cryptomonnaies pour se protéger de l'inflation à mesure que l'économie nigérienne se détériorait.

J'ai toujours considéré le Mexique comme l'exemple type du succès et de l'échec des CBDC. Dans les villes, où

les gens sont fortement tributaires du gouvernement pour presque tout, non seulement les gens se conformeront aux CBDC, mais ils les accueilleront favorablement, car le commerce sera simplifié - une simple application sur votre téléphone.

Cependant, au Mexique, les campesinos - la classe paysanne - ont depuis longtemps une méfiance extrême à l'égard de leur gouvernement et n'ont souvent que peu ou pas de foi dans les monnaies fiduciaires. Depuis des millénaires, ils se sont tournés vers l'argent comme étant la vraie monnaie.

La Casa de Moneda de México, le plus ancien hôtel des monnaies des Amériques, produit la Libertad, une pièce d'argent fin d'une once. Bien que la Libertad n'ait pas de dénomination, elle est acceptée comme monnaie partout au Mexique.

Il est probable que les campesinos feront tout ce qu'ils doivent faire pour s'en tenir à l'argent et éviter de traiter avec les CBDC.

Et il est probable qu'il en sera de même dans d'autres pays : Partout où il existe une grande méfiance à l'égard du gouvernement et où une grande partie de la population fonctionne de manière largement indépendante du gouvernement, les CBDC ont plus de chances d'échouer. Toutefois, dans les pays plus prospères et, en particulier, dans les grandes villes, où les gens sont très dépendants de leur gouvernement, les gens seront susceptibles non seulement d'accepter les CBDC, mais même de les accueillir.

Tout au long de l'histoire, chaque fois qu'une escroquerie économique majeure a été perpétrée à l'encontre d'un peuple, les classes inférieures ont toujours relevé le défi et créé un marché noir et/ou des monnaies de substitution. Et il est intéressant de noter que les alternatives ont toujours atteint le niveau nécessaire pour contourner la monnaie officielle.

Il est donc tout à fait possible que les CBDC aient leur heure de gloire - une période au cours de laquelle elles seront utilisées pour opprimer les gens, mais, en fin de compte, elles disparaîtront comme le dodo.

L'exemple du Zimbabwe en 2009 peut nous donner un aperçu de cette issue. Le dollar zimbabwéen était en état d'hyperinflation et les Zimbabwéens, en particulier les pauvres, se sont tournés vers le dollar américain comme monnaie de substitution. Le président s'est battu avec acharnement, tentant d'interdire l'utilisation du dollar américain, mais lorsqu'un soir, au cours d'un dîner, sa femme l'a informé qu'elle n'avait pu acheter la nourriture pour le repas qu'il prenait qu'avec des dollars américains interdits, il a officiellement mis fin à l'interdiction des dollars américains.

Aucune oppression économique ne continue à être en vigueur une fois qu'elle a mordu la main de l'opresseur qui l'applique.

Les questions restantes seront de savoir combien de temps les CBDC seront utilisées, où elles auront le plus de succès, et combien de dégâts elles feront jusqu'à leur abandon.

▲ [RETOUR](#) ▲

Pourquoi nous fabriquons pénuries et pauvreté

Guy de la Fortelle 17 10 2022





Ma chère lectrice, mon cher lecteur,

Je prétends que les pénuries ne sont pas un effet indésirable de l'impérialisme néolibéral mais une de ses constructions.

Nous construisons des pénuries et fabriquons de la pauvreté car elles sont nécessaires à la préservation du système, en particulier son cœur financier.

Pauvreté et pénuries sont aussi nécessaires aujourd'hui qu'étaient abondance et prospérité après la Seconde Guerre mondiale...

Il n'y a pas de fatalité externe, il y a nécessité interne : Appliquez donc cette observation aux relations internationales actuelles. C'est un exercice stimulant.

Ils ont détruit notre communauté de destin mais ne s'en affranchiront pas pour autant

Nous construisons nos pénuries, nous fabriquons notre pauvreté : Je ne connais personne qui poursuive cet agenda funeste ou qui ne soit révolté par une telle perspective et il se pourrait même qu'il ne s'en trouve aucun ; Je dis NOUS à dessein : C'est le destin que nous partageons.

« Il est des moments où ce qui est en cause est tellement important que tout doit s'effacer [...] **L'enjeu n'est rien de moins que notre communauté de destin.** »



Philippe Séguin

Discours du 5 mai 1992 sur l'irrecevabilité du traité de Maastricht

« Il est des moments où ce qui est en cause est tellement important que tout doit s'effacer [...] **L'enjeu n'est rien de moins que notre communauté de destin.** »

Philippe Séguin nous prévenait déjà voici 30 ans que l'Europe de Maastricht allait saccager notre « communauté de destin ».

Oh, elle l'aurait bien saccagé un quart de siècle plus tôt et Séguin n'était pas tant devin qu'observateur.

Avant lui, le Général de Gaulle aussi avait prévenu, en 1962, que l'Europe supranationale ne serait pas l'Europe mais « tout autre chose » :

« Il est vrai que dans cette Europe intégrée, comme on dit, eh bien, il n'y aurait peut-être pas de politique du tout. Ça simplifierait beaucoup les choses.

Et dès lors qu'il n'y aurait pas de France, pas d'Europe, qu'il n'y aurait qu'une politique, et faute qu'on puisse en imposer une à chacun des six Etats, on s'abstiendrait d'en faire. Mais alors, peut-être, tout ce monde se mettrait à la suite de quelqu'un du dehors, et qui, lui, en aurait une.

Il y aurait peut-être un fédérateur, mais il ne serait pas européen, et ça ne serait pas l'Europe intégrée. Ce serait tout autre chose de beaucoup plus large et de beaucoup plus étendu avec, je le répète, un fédérateur. »

Tout cela vient de loin.

Mais saccager la construction lente et puissante qu'est le Peuple français, construction qui permet justement de dépasser les contraintes systémiques, ne permet pas de s'affranchir de son destin et nos élites bourgeoises vont finir par se rendre compte qu'à défaut d'épouser le destin commun elles le subiront malgré elles.

Fabriquer de la pauvreté au beau milieu de l'opulence n'est pas anodin. Il ne faudra pas s'étonner que cela se finisse dans le sang.

Qui sont les dangereux irresponsables qui ont permis ces pénuries de carburant ?

Les pénuries de carburants actuelles sont une illustration remarquable de la fabrication d'une pénurie qui vient s'ajouter aux sanctions masochistes que nous avons accumulées contre la Russie qui, non contente d'augmenter ses revenus énergétiques, a même sécurisé un partenariat stratégique avec la Chine pour les 30 prochaines années au 1/4 du prix auquel nous nous fournissons en GNL américain.

Si guerre et politique viennent brouiller l'analyse sur le gaz russe, la situation est en revanche claire sur le carburant et les grèves chez Total : Elles ne devraient pas être et d'autant moins qu'il y a désormais risque de contagion.

- Les revendications des grévistes s'élèvent à plus ou moins 40 millions d'euros soit 0,25 % des 16 milliards de résultat de Total l'année dernière. Mais la direction refuse rageusement de s'amputer d'un tel magot.
- Les grévistes quant à eux n'ont pas honte de parler au nom des millions de personnes qu'ils prennent en otage et qu'ils plongent un peu plus sûrement dans l'angoisse et le besoin quelques mois après avoir appelé à voter Macron. Nous ne sommes plus en 1995.
- Fort heureusement le gouvernement agit vigoureusement et montre l'exemple en portant des cols roulés quand il fait 20° dehors, ignore les négociations, traîne pour lancer les réquisitions.

Les tensions sur le gaz et l'électricité n'étaient pas assez fortes, l'hiver s'annonce peut-être trop doux et le conflit ukrainien encore plus...

Aucune personne normalement constituée n'aurait laissé s'installer une telle grève dans le climat actuel.

Nous pouvons déjà en déduire que le gouvernement ne cherche pas la paix qu'il pouvait préserver mais la soumission dont il a besoin.

Non pas la paix ; La soumission

Nous pourrions penser alors à une stratégie poutinienne : *Si la confrontation est inévitable, attaque le premier.*

Certes, il vaut bien mieux engager les hostilités avec la maîtrise du calendrier et une sortie préparée mais force est d'observer que la direction de la CGT est complètement dépassée par sa base, Clément Beaune absent au bataillon, l'Élysée aussi cohérent que d'habitude, c'est-à-dire pas du tout.

Bruno Bertez a souvent souligné qu'Emmanuel Macron avait été coopté sur la promesse qu'il allait mater le *tigre de papier* qu'est la rue.

C'est sa fonction.

La fonction de Macron : après le contrôle des urnes, mater la rue

Avant lui, Hollande, Sarkozy, Chirac avaient respecté une sorte de règle informelle : Si les syndicats arrivaient à mettre un million de personnes dans la rue, le gouvernement se couchait.

Il y avait là une sorte de rémanence zombie du cadavre de notre démocratie directe.

L'article 3 de la Constitution stipule que :

« *La souveraineté nationale appartient au peuple qui l'exerce par ses représentants et par la voie du référendum.* »

La Ve République s'exerce par démocratie représentative ET directe.

Ce n'est pas pour faire joli : Vous ne pouvez pas plus laisser une chambre que la rue prendre le pouvoir. Tout du moins en France.

En ajoutant les dissolutions parlementaires qui sont un autre acte de démocratie directe, nous nous rendons compte que l'exercice de la démocratie directe s'est érodé au fil de la Ve avant de mourir en 2005 avec le non à la Constitution européenne.



Non seulement, la volonté du Peuple a été bafouée mais on s'est bien gardé de lui demander son avis depuis.

Faute de laisser au Peuple son droit d'expression directe, il l'exerce de fait dans la rue et l'équilibre certes médiocre des prédécesseurs de Macron permettait un semblant d'ordre.

En cassant la rue et le mouvement des gilets jaunes, Macron a donné la victoire complète à la caste... Sans comprendre que les destins du peuple et de la caste étaient indissolubles.

Il n'est donc pas étonnant qu'il laisse pourrir la situation : *Pourquoi ne ferait-il pas un seconde fois ce qui lui a si bien réussi la première ?*

Nous sommes en pleine hybris.

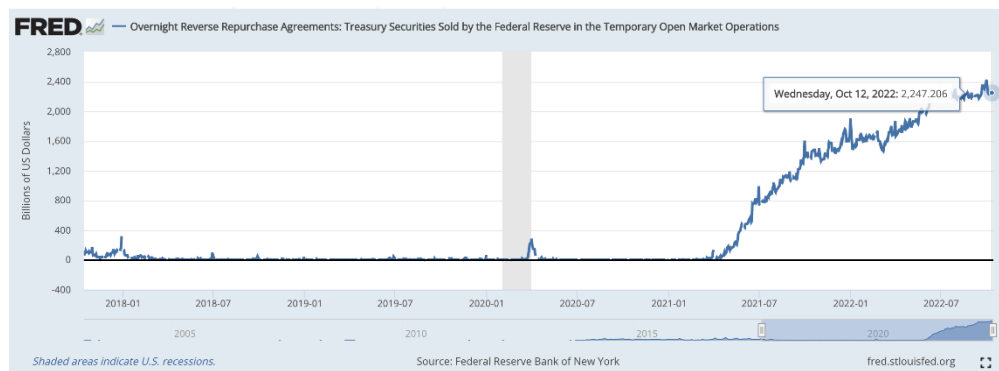
Durant son premier mandat, Emmanuel Macron devait casser la rue pour permettre le démantèlement de l'État providence : retraites, assurance chômage...

Baisser le coût du travail et libérer le capital retraite — nous savons le lobbying intense de [BlackRock](#) dans la réforme des retraites — devait permettre d'allouer davantage de valeur ajoutée au système financier et nourrir le Ponzi géant de la création de crédit.

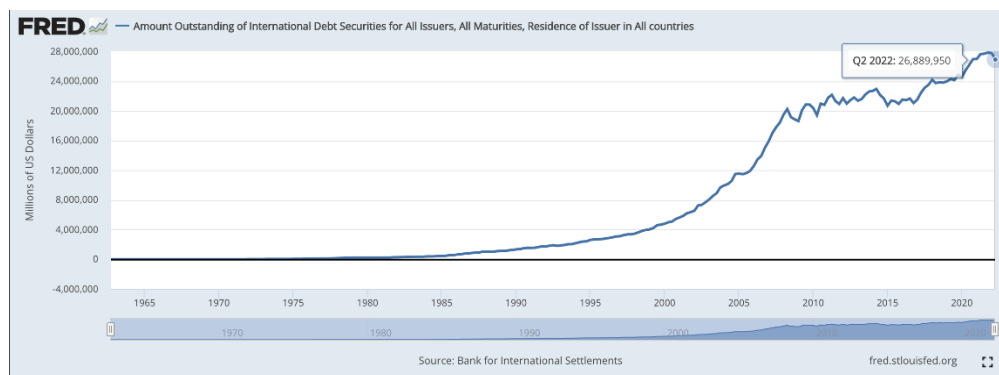
L'inflation a enrayé la machine financière : Mais le nettoyage N'a PAS encore commencé
Depuis 10 % d'inflation sont passées par là. Il y a eu contagion : L'hypertrophie financière a gagné la sphère économique, la fiction a contaminé le réel rendant caduques les politiques monétaires ultra-accommodantes.

Nous pourrions penser que le grand nettoyage a commencé et que les écuries d'Augias sont nettoyées à grandes eaux par les eaux de l'inflation.

Mais jusqu'ici le nettoyage est resté en surface. Les abysses des produits dérivés, les soutènements du système NE sont PAS purgés, loin de là. Pendant que la Fed monte ses taux d'une main, elle abreuve ses banques de l'autre de bons du Trésor dont elles ont un besoin immense via le marché Repo.



Et cela marche. Les marchés ont beau souffrir, la création de crédit a jusqu'ici à peine été écornée :



Le krach financier ou le contrôle des prix (ou les 2)

Mais cette stratégie à un coût double : Non seulement elle ne fait rien contre l'inflation qui aurait besoin d'une baisse drastique du crédit mondial, c'est-à-dire de création monétaire, mais elle protège l'Amérique sur le dos de la périphérie qui n'a pas accès au marché REPO.

Le **Crédit Suisse** et la **Livre Sterling** en sont deux preuves particulièrement douloureuses.

Mais alors que le monde est sidéré par la vision fantasmagique d'un grand soir apocalyptique ; il y aurait bien une alternative.

Pour remettre une pièce dans la machine de Ponzi du système financier mondial, il faut avant cela maîtriser l'inflation et si ce n'est par la *sobriété* monétaire, **il faut que cela passe par le contrôle des prix.**
Mais la première conséquence du contrôle des prix est la pénurie.

Créer la pénurie pour justifier contrôle des prix plutôt d'instaurer le contrôle des prix et provoquer pénurie et rationnement.

Il y a là une forme de génie — conscient ou non — à construire la pénurie au préalable afin de justifier le contrôle des prix et prévenir immédiatement ses effets délétères.

Notez que ce mouvement est préparé depuis quelques temps déjà, notamment avec [l'Euro numérique qui ne sera rien de moins qu'un carnet de rationnement géant.](#)

Les pénuries sont une nécessité interne du système, pas une fatalité externe
C'est en ce sens que je prétends que la pénurie et la pauvreté sont une construction, une nécessité interne du système et non une fatalité externe imposée par l'image d'Épinal du tsar fou.

Et c'est ainsi que les « libéraux », les « progressistes », les « anti-communistes » vous fabriquent le monde soviétique qu'il abhorraient hier encore.

L'irruption du Peuple sur la scène de l'histoire

La faute de Macron est d'ignorer l'irruption du peuple sur la scène de l'histoire. Le matage des gilets jaunes pourrait bien se révéler un feu qui aura forgé l'audace des *gens ordinaires* pour reprendre l'expression de Guillaumy plutôt que de la détruire.

Je ne sais qu'elle sera l'issue mais je sais que c'est la grande épopée de notre temps et qu'elle se jouera dans le cœur de chacune de nous plutôt dans la pénombre des hôtels ministériels.

À votre bonne fortune,

Guy de La Fortelle

▲ [RETOUR](#) ▲

Pratiquer un art perdu

Chris Mayer à la recherche de la prochaine coupure de 50...

Dan Denning et Bonner Private Research 2 Nov 2022



Dan Denning, en direct de Laramie, Wyoming...



Tout d'abord, un message rapide de notre fondateur, Bill Bonner... qui est bien vivant, merci de le demander !

Ne serait-il pas agréable d'ignorer le pain et les cirques d'aujourd'hui concernant la décision de la Fed sur les taux d'intérêt ? En tant qu'investisseurs, nous ne pouvons pas le faire. Le directeur des investissements Tom Dyson et moi-même aurons plus à dire sur ce que tout cela signifie (plus tard dans la journée pour Tom, vendredi pour moi). Restez à l'écoute.

En attendant, je vous rappelle que Bill s'est éloigné de son clavier

pendant quelques semaines pour travailler sur un projet spécial. Comme vous pouvez l'entendre ci-dessus, Bill va bien et est en pleine forme. Il sera bientôt de retour.

En attendant, nous avons demandé à un autre membre du cercle restreint de Bill de se joindre à la conversation. Je connais Chris Mayer depuis plus de vingt ans maintenant (certains lecteurs de longue date ont peut-être lu sa lettre d'information Capital and Crisis). Chris a quitté le monde des lettres d'information il y a quelques années pour créer Woodlock House Family Capital. Veuillez noter que Chris gère une partie de l'argent de la famille de Bill.

Au lieu de parler de taux d'intérêt et de cartels bancaires non élus, Chris a écrit sur les grandes entreprises et la façon de les trouver. Bonne lecture !

Dan

PS Après avoir lu l'essai de Chris Mayer, je n'ai pu m'empêcher d'inclure le graphique ci-dessous. **ExxonMobil** a été retirée de l'indice Dow Jones Industriels le 25 août 2020. Elle faisait partie de l'indice depuis 92 ans, en remontant jusqu'en 1928. Elle a été remplacée par Salesforce.com.

Depuis lors, le cours de l'action XOM a augmenté de près de 200 %, tandis que celui de CRM a baissé de près de 25 %. Si vous incluez les dividendes réinvestis au cours de cette période, la surperformance de XOM (sur une base relative et absolue) est encore plus importante. C'est pourquoi il est payant d'être anticonformiste.

Pour autant que je sache, XOM n'est pas une participation de Woodlock House Family Capital. Mais la leçon est claire : si vous vous concentrez sur une bonne entreprise au bon prix et ignorez tout le reste, vous pouvez dormir tranquille la nuit.



La pratique d'un art perdu

Par Chris Mayer

Il n'y a plus beaucoup de gens qui font ce que je fais. C'est un art en voie de disparition, pourrait-on dire.

Je me concentre sur les entreprises. Qu'est-ce que cela signifie ?

Laissez-moi vous raconter l'anecdote suivante.

J'ai déjeuné avec un ami et investisseur bien connu qui m'a parlé d'une action qu'il possède depuis 27 ans. Il a été multiplié par 50 et reçoit chaque année des dividendes qui représentent les 2/3 de son prix de revient.

J'adore cette histoire (et j'en ai recueilli des dizaines d'autres semblables) parce que cette histoire simple contient plusieurs éléments clés de la réussite en matière d'investissement. Le plus important est probablement le plus évident : il n'aurait jamais pu réaliser un tel gain s'il avait fait des allers-retours avec l'action, en essayant d'éviter les habituelles baisses de 30 % (et plus) en cours de route.

Il a dû supporter la volatilité. Les récessions, les guerres, les décisions de la Fed - il a dû "ne rien faire" pendant tout cela.

Le résultat dont mon ami a bénéficié représente un idéal. Pour y parvenir, il faut posséder des entreprises spéciales acquises à un bon prix - ce qu'il a fait. C'est à l'identification de telles opportunités que je consacre la majeure partie de mon attention.

La plupart des actions sont un "laissez-passer" facile parce que la plupart des entreprises ne sont pas spéciales. Elles ont trop de concurrence ou sont trop cycliques. Et leur rendement global du capital est médiocre.

Qu'est-ce que j'entends par rendement du capital ? Il s'agit d'un concept important qui échappe aux investisseurs individuels. Ils se contentent de regarder, par exemple, le ratio cours-bénéfices... mais ils ne se demandent pas combien de capital a été nécessaire pour produire 1 dollar de bénéfices. Prenons l'exemple de deux entreprises.

L'entreprise ABC : Investit 1 \$ et augmente ses bénéfices de 1 \$ par an à l'avenir. C'est un retour sur capital de 100%.

L'entreprise XYZ : elle investit 10 \$ et augmente ses bénéfices de 1 \$ par an à l'avenir. C'est un rendement du capital de 10%.

Le marché va valoriser ABC beaucoup plus que XYZ, toutes choses étant égales par ailleurs. Il y a d'autres facteurs à prendre en compte. Mais je veux simplement souligner que les meilleures entreprises ont des multiples plus élevés. Et elles peuvent encore être bon marché à une évaluation beaucoup plus élevée. En fait, elles le sont souvent.

Pour que cela soit clair, laissez-moi vous montrer un exemple du type d'entreprise que je recherche et que je possède aujourd'hui : Copart (CPRT).

L'entreprise n'a aucune dette nette. Il y a de la peau dans le jeu puisque les initiés possèdent 11% des actions. Et elle n'a qu'un seul concurrent, IAA. Ces sociétés vendent des voitures qui ont été détruites à la suite d'un accident, d'une inondation ou d'une tempête, etc. Ces voitures se retrouvent sur les terrains de Copart et de IAA, puis sont vendues à divers acheteurs qui peuvent les récupérer pour en faire des pièces détachées, les réparer ou autre.

C'est un excellent business. Sur les dix dernières années, l'action a rapporté 23% par an. Mais regardez l'activité sous-jacente. Regardez ces rendements sur la dernière décennie :

Ratios TIKR.com	7/31/13	7/31/14	7/31/15	7/31/16	7/31/17	7/31/18	7/31/19	7/31/20	7/31/21	7/31/22
Return Ratios:										
Return on Assets % ⓘ	15.6%	13.9%	13.0%	14.7%	16.5%	17.1%	18.4%	17.0%	17.7%	17.4%
Return on Capital % ⓘ	26.7%	24.0%	21.3%	28.6%	27.7%	29.3%	32.2%	26.5%	27.6%	28.5%
Return On Equity % ⓘ	27.2%	20.2%	22.3%	31.1%	42.1%	31.2%	35.2%	32.8%	31.1%	26.7%

La façon dont ils sont calculés et ce qu'ils signifient exactement n'est pas important pour nos objectifs ici. En observant simplement ce tableau, vous pouvez voir que l'entreprise génère des rendements élevés.

Si vous ne connaissiez que ces rendements, auriez-vous jamais vendu cette entreprise ? Pourtant, de nombreux investisseurs l'ont fait, chaque année. Vous pouvez le voir dans les millions d'actions qui ont été échangées au cours de ces années. Le prix de l'action a aussi beaucoup rebondi. Même en une seule année, il pouvait y avoir une différence de 50% entre le plus bas et le plus haut.

Pourtant... Sur le long terme, votre rendement en tant qu'investisseur suivrait essentiellement celui de l'entreprise sous-jacente, en supposant que l'évaluation reste la même. Sachant cela, il n'est pas si surprenant de voir que Copart a obtenu un rendement annuel de 23%.

Tant que Copart continue de performer sur ce genre de critères, je ne m'en occupe pas. Au pire, j'en achèterai d'autres lorsqu'il sera en baisse, comme c'est le cas cette année. (Et j'en ai acheté davantage).

J'ai mentionné la valorisation. Je devrais ajouter qu'il est plus important d'avoir raison sur l'entreprise que sur la valorisation. Ou autrement dit : L'entreprise d'abord, l'évaluation ensuite.

Dans mon passé, j'ai souvent commis l'erreur d'inverser ce principe. J'ai passé trop de temps avec des entreprises pourries simplement parce qu'elles se négociaient à de faibles multiples des bénéfices ou de la valeur comptable. En me concentrant trop sur les multiples actuels, je suis passé à côté d'entreprises manifestement merveilleuses qui m'auraient rapporté gros.

Pour en revenir à Copart, j'admire Copart depuis 2011. Je le sais parce que j'ai encore le rapport qui m'a fait m'y intéresser en premier lieu. Murray Stahl en était l'auteur et sa recommandation était d'acheter l'action en mars 2011.

Je me souviens avoir été impressionné par toute cette histoire d'entreprise. (Copart présentait également des marges impressionnantes, une croissance élevée et une position dominante sur sa place de marché en ligne pour les véhicules récupérés.

Je me souviens aussi pourquoi je ne l'ai pas acheté à l'époque et pourquoi je ne l'ai jamais possédé avant de l'acheter en 2020 : Elle m'a toujours semblé chère. Le ratio cours/bénéfice, pour prendre une mesure, était de 22x en 2011.

Copart, depuis ce rapport, a été multiplié par 12.

Laissez-moi répéter : multiplié par 12 en une décennie. Si vous faites 4x en une décennie, c'est 15% annualisé. C'est un très bon rendement. Alors, qu'auriez-vous pu payer pour Copart en 2011 tout en réalisant un rendement annuel de 15 % ? La réponse : ~66x les bénéfices.

En d'autres termes, l'action à 22x les bénéfices en 2011 était très bon marché... même si 22x ne semble pas "bon marché" à première vue.

Au lieu de m'inquiéter autant du multiple, j'aurais dû me concentrer sur ce qui se passerait si Copart continuait à composer son capital à plus de 20 % chaque année pendant des années. Ce n'était pas si difficile à voir. Pas besoin de faire de grands pronostics ; c'était dans les chiffres que tout le monde pouvait consulter.

Ce qui était difficile, c'était de tenir bon malgré les distractions sans fin qui jalonnaient le parcours - le flux incessant de données économiques, les gros titres effrayants, les fonctionnaires de la Fed qui jacassent, etc.

Aujourd'hui, Copart se négocie à nouveau à environ 25 fois les bénéfices. Et elle continue de dégager des rendements élevés sur le capital. Les rendements de l'action seront-ils très différents au cours de la prochaine décennie ? Nous verrons bien.

Donc, c'est ce que je fais. Et très peu de gens le font. La plupart des gens sont trop concentrés sur les résultats trimestriels, les prévisions macro et autres. Ils font souvent trop de transactions. Ils rendent la réussite difficile.

Pour l'essentiel, je considère l'investissement en actions comme un chef d'entreprise considère la possession d'une entreprise. Les personnes qui pensent comme des propriétaires d'entreprise sur les marchés publics sont rares. Mais les récompenses pour ceux qui le font peuvent être énormes.

▲ [RETOUR](#) ▲

La fin de la route de la "croissance"

Charles Hugh Smith 29 octobre 2022

DAILY RECKONING



La fin du chemin de la "croissance" est proche, même si le consensus continue de s'accrocher au fantasme attachant de l'expansion infinie de la consommation.

Ce fantasme a été soutenu pendant des décennies par l'expansion financière de la dette, qui a permis de dépenser davantage, ce qui a poussé la consommation, les revenus, les impôts, etc. à la hausse.

Tous les jeux financiers sont amusants, mais la "croissance" se résume à une expansion de la consommation matérielle : plus de cuivre extrait et transformé en fil qui est transformé en nouvelles éoliennes, logements, véhicules, appareils électroménagers, etc.

Il y a trois problèmes avec l'expansion infinie du paradigme de la "croissance" de la consommation...

L'obsolescence planifiée

1. Dans les économies développées, tout le monde a déjà tout. La "solution" est l'obsolescence planifiée et le culte obsessionnel du marketing, qui cherche à manipuler les "consommateurs" pour qu'ils achètent à crédit des choses d'utilité marginale dont ils n'ont pas réellement besoin. Cela est vendu comme de la "mode".

En réalité, de nombreux biens de consommation sont de bien moindre qualité que les générations précédentes de produits et de services. Une partie de ce phénomène peut être attribuée à un contrôle de la qualité plus faible et à la pression incessante de la mondialisation pour réduire les coûts, mais il s'agit également d'une expansion systémique de l'obsolescence planifiée :

Les cycles des produits, les composants de mauvaise qualité, les conceptions destinées à ne pas être réparables, etc. ont tous été optimisés pour l'économie de la mise en décharge, où des produits qui duraient autrefois des décennies sont maintenant mis en décharge après quelques années de service. (Quant au recyclage de tous les

objets cassés, c'est une autre fantaisie attachante).

L'achat de produits de remplacement "à la mode" et les gadgets marketing sont le seul véritable moteur de la "croissance" dans les économies développées. La vie n'est pas améliorée par une meilleure qualité ou une meilleure utilité ; elle est censée être améliorée par de "nouvelles" choses, dont le seul avantage est qu'elles sont "nouvelles". Les avantages revendiqués sont marginaux.

La magie financière n'y changera rien

2. Ceux qui pourraient réellement utiliser plus de choses n'ont pas d'argent. Le développement sans précédent de la Chine a permis à 500 millions de personnes qui, auparavant, n'avaient pas les revenus ou le crédit nécessaires pour acheter des véhicules, des tours d'habitation, etc. d'acquérir les revenus et le crédit nécessaires pour acheter tous les biens de la classe moyenne. Cette immense expansion de la classe moyenne mondiale a stimulé l'économie mondiale pendant 30 ans.

Mais le reste du monde en développement a plus de mal à reproduire l'afflux stupéfiant de capitaux en Chine qui a financé sa transition vers "l'atelier du monde". Les entreprises mondiales peuvent peut-être vendre des snacks, des sodas et des téléphones portables bon marché aux économies en développement, mais les véhicules et les tours d'habitation nécessitent des augmentations de revenus, des flux de capitaux et des crédits qui ne peuvent être générés par la magie financière.

3. Les matériaux faciles à obtenir nécessaires à la construction d'un autre milliard de véhicules, de tours d'habitation, etc. ont été extraits. Alors que les fidèles attendent de nouveaux miracles technologiques qui permettront au système de "croissance" de se développer à l'infini, les personnes chargées de construire ces nouvelles merveilles technologiques sont confrontées aux limites et aux coûts du monde réel.

Regardez le cuivre. Les mines existantes ont été fortement épuisées, et la croissance de l'offre devrait atteindre son maximum vers 2024, selon des sources industrielles. Les investissements dans de nouvelles mines n'ont pas été suffisants et les nouveaux projets sont rares. Il faut généralement au moins 10 ans pour développer une nouvelle mine, nous sommes donc confrontés à une pénurie à long terme de l'une des ressources les plus importantes au monde.

L'"énergie renouvelable"

Qu'en est-il des énergies dites "renouvelables", comme l'énergie solaire ? Eh bien, comme l'explique B.F. Randall, expert en ressources naturelles,

Il n'y a évidemment rien de plus naturel et de plus renouvelable que le rayonnement solaire quotidien. La planète est inondée de photons gratuits. Mais pour convertir les photons libres en électricité, il faut, entre autres, du POLYSILICON. Et le polysilicium est tout sauf renouvelable. IL N'EST MÊME PAS RECYCLABLE. La fabrication du POLYSILICON nécessite trois intrants :

1. De la silice de haute pureté provenant de roches de quartzite.

2. Du charbon à coke de haute pureté.

3. Beaucoup d'énergie électrique (fossile) dispatchable.

Pourtant, aucun de ces éléments n'est, dans tous les sens du terme, "renouvelable".

Peut-on appeler cela un progrès ?

Pendant ce temps, la logique de la "croissance" consiste à consommer plus de matériaux, pas moins. Prenez le premier produit de consommation au monde, l'automobile. On nous dit constamment que les progrès en matière de sécurité et de confort sont à l'origine de la hausse des prix des véhicules, mais la réalité est que les progrès les plus importants ont eu lieu dans les années 1970. Depuis lors, les véhicules sont devenus beaucoup plus grands et plus lourds, consommant davantage de ressources pour des gains marginaux.

Ma Honda Accord de 1977 (construite il y a 45 ans) était un véhicule considérablement différent de la Dodge Dart de 1962 que conduisait ma mère. Elle avait un bien meilleur rendement énergétique et beaucoup plus de puissance par pouce cube de cylindrée, et elle était bien plus sûre et plus confortable. On peut dire la même chose des modestes camionnettes Toyota à quatre cylindres que nous conduisions pour le travail.

Les versions modernes de cette voiture et de ce camion sont beaucoup plus grandes et plus lourdes et consomment beaucoup plus de ressources que les modèles précédents. Si l'on fait abstraction des artifices du marketing, on peut conclure que les véhicules vieux de 45 ans étaient bien plus respectueux de l'environnement que les versions modernes gonflées, et que les prétendues avancées (caméras arrière, systèmes audio Bluetooth, etc.) sont soit marginales, soit gênantes.

Pire, pas meilleur

Il y a quelques années, j'ai parcouru le manuel de la Toyota Prius. La majorité de l'épais livre traitait du système audio complexe et alambiqué. Des questions telles que la raison pour laquelle la batterie du démarreur se déchargeait si la voiture n'était pas utilisée en permanence n'étaient pas abordées.

Les véhicules électriques et hybrides utilisent beaucoup plus de ressources de la planète que les simples véhicules à moteur à combustion interne, et ils ne durent pas aussi longtemps que leurs batteries lourdes et coûteuses qui doivent être remplacées bien avant que le véhicule à moteur à combustion interne de base n'atteigne la fin de sa vie utile.

Seul un pourcentage insignifiant de batteries lithium-ion est recyclé, et malgré les affirmations marketing grandiloquentes, cela ne va pas changer.

L'approche écologiquement saine consisterait à fabriquer des véhicules radicalement plus légers, moins puissants, plus efficaces et plus lents, des véhicules qui atteindraient l'équivalent de 200 miles par gallon de carburant (ou de charge électrique) et dureraient 20 ans sans révisions majeures, sans remplacement des batteries, etc.

Mais la logique du marketing et de l'expansion de la dette exige que tout soit plus gros, plus lourd, plus complexe et plus coûteux, et que tout soit remplacé le plus tôt possible. Ce n'est que si nous consommons et gaspillons davantage de ressources du monde réel que nous pourrions continuer à faire tourner la machine du marketing, de l'obsolescence planifiée et de l'expansion de la dette vers l'objectif d'une "croissance" infinie.

La fin de la route de la "croissance"

Le marketing et la dette ne remplacent pas les limites du monde réel. Un grand nombre de personnes sont séduites par les promesses technologiques d'énergie illimitée, etc., mais elles ne tiennent pas compte de l'énorme consommation matérielle nécessaire pour construire et entretenir tout cela.

Je parle de merveilles technologiques telles que les réacteurs à fusion (d'une complexité incompréhensible), les réacteurs nucléaires (des installations énormes et complexes dont la construction prend des années) ou les opérations minières nécessaires pour extraire et traiter tout le cuivre, l'uranium, la bauxite, etc. que toutes ces merveilles technologiques nécessitent dans le monde réel.

Nous avons atteint la fin de la voie de la "croissance" dans laquelle l'expansion du marketing et de la dette augmente comme par magie les matériaux que nous pouvons consommer. L'endettement et le marketing ont

leurs propres limites, et notre dépendance à leur égard a généré des effets secondaires que peu comprennent.

La route se termine, et le sentier qui la traverse est étroit, rugueux et non balisé. Ceux qui sont sourds au marketing et à l'endettement et qui savent se débrouiller seuls s'en sortiront très bien.

Ceux qui sont surpris par le fait que la route infinie a une fin seront confrontés à une transition déconcertante.

▲ [RETOUR](#) ▲

.C'est juste du bruit !

Jeffrey Tucker 28 octobre 2022

DAILY RECKONING



Enfin, les experts et les fonctionnaires reçoivent un rapport positif sur le PIB dont ils peuvent se réjouir. Le PIB du troisième trimestre a augmenté à un taux annualisé de 2,6 %, selon le Bureau of Economic Analysis (BEA).

Les jours heureux sont à nouveau là, les amis ! Et juste avant les élections de mi-mandat, pas moins.

Mais en réalité, ce rapport n'est que du bruit. Comme le dit Mark Zandi, économiste en chef chez Moody's Analytics :

Si vous prenez un peu de recul et que vous regardez le PIB, il n'a pratiquement pas évolué depuis un an. Un trimestre ou deux, il est légèrement en baisse. Ce trimestre, il est en légère hausse. Mais au final, nous faisons du sur-place.

En fait, le rapport d'hier prouve que **nous sommes en train de couler**, et pas seulement de faire du sur-place.

Moins que ce qu'il n'y paraît

Le logement s'effondre et **les taux hypothécaires à 30 ans ont dépassé 7 %** pour la première fois depuis le début des années 2000.

Les ventes finales réelles aux acheteurs nationaux, qui excluent les facteurs plus volatils comme les dépenses publiques et le commerce, ont augmenté à un taux annualisé de 0,1 %. Il s'agit d'un ralentissement important par rapport au début de l'année, où elles avaient augmenté de 2,1 %. La tendance n'est pas votre amie dans ce cas.

Entre-temps, **le taux d'épargne des particuliers est tombé à 3,3 %**, ce qui indique que les consommateurs sont à bout de souffle et doivent puiser dans leur épargne pour tenter de suivre l'inflation.

L'analyste financière en chef de Jefferies, Aneta Markowska, a raison quand elle dit :

La composition du PIB n'est pas nécessairement aussi positive qu'il n'y paraît à première vue. Il s'agit davantage d'un coup de pouce ponctuel que d'une croissance susceptible de se poursuivre.

Un véritable gâchis

Le fait est que **le PIB, en tant que mesure statistique de la croissance économique, est un véritable gâchis.** Lorsque le gouvernement dépense de l'argent, cela compte comme une croissance. Lorsque des entreprises soutenues par des subventions font faillite, cela est considéré comme une contraction, même si cela libère des ressources. Même les déficits commerciaux qui entrent dans le calcul du PIB, comme les exportations sont bonnes et les importations mauvaises (si vous avez manqué le Daily Reckoning d'hier, je vous suggère de le consulter ici, car il met en évidence la nature trompeuse de la déclaration du PIB).

Il ne faut donc pas se fier au rapport d'hier sur le PIB. Et le fait est que l'économie aurait dû rebondir comme un fou après la fermeture forcée de la vie économique il y a deux ans, fermeture qui a duré 20 mois dans de nombreux endroits.

En d'autres termes, même si vous acceptez l'idée que l'économie a progressé de 2,6 % au dernier trimestre, cela reste extrêmement décevant, compte tenu du chemin parcouru.

Nous aurions dû être dans une énorme période de croissance économique massive à ce jour. Nous parlons de niveaux de la fin du 19e siècle. Il n'y a aucune excuse. Dans ces conditions, tout ce que le gouvernement avait à faire était de lâcher les commandes. Mais bien sûr, ce n'est pas ce qui s'est passé.

L'administration Biden a été brutale dans ses plans fiscaux, ses impositions réglementaires et ses menaces quotidiennes contre les combustibles fossiles, la crypto et à peu près tout le monde. Et puis il y a la guerre en Ukraine - le gouvernement américain fait de son mieux pour la faire durer et perdurer - et son nouveau démantèlement des chaînes d'approvisionnement. Le résultat ne devrait pas nous surprendre.

Psychologie du marché

Un autre facteur est lié à la psychologie du marché. Le fait est que **les gouvernements de tout le pays ont fondamentalement attaqué les droits de propriété et la libre entreprise.** Cela envoie un signal à tous les investisseurs potentiels : Les entreprises de personne ne sont totalement sûres à long terme.

Cela explique pourquoi tant d'investissements réalisés actuellement ne sont pas fondés sur un engagement à long terme, mais plutôt sur l'espoir à court terme de gagner de l'argent et de passer à autre chose. L'inflation ne fait qu'intensifier ce problème.

Mais soyons clairs. Il n'y a pas de propriété durable sans sécurité à long terme dans la propriété du capital. Sans cela, nous sommes sur **une lente trajectoire vers Haïti, un endroit où tout le monde travaille dur mais où la richesse ne parvient jamais à s'accumuler et à devenir puissante.**

Le mystère de la pénurie de main-d'œuvre

Un facteur majeur qui rend cette récession inflationniste différente de toutes celles que nous avons connues auparavant est l'étrange pénurie de main-d'œuvre. Demandez à n'importe qui pourquoi cela se produit. Aucune personne ordinaire ne semble avoir de réponse. Où sont les travailleurs ? Il en manque tout simplement 3 millions. Les entreprises ne le comprennent pas et les médias ne sont même pas curieux.

Voici une image de toute la période d'après-guerre :



Vous voyez ce petit coude au bout ? C'est là où nous en sommes, pas de reprise. Comment pouvons-nous expliquer cela avec précision ?

Cela n'en vaut tout simplement pas la peine

La Chambre de commerce a produit une analyse remarquable de ce phénomène qui n'a reçu que très peu ou pas d'attention du tout. *"Il n'y a pas qu'une seule raison pour laquelle les travailleurs restent sur le carreau"*, écrit la Chambre, *"mais plusieurs facteurs se sont conjugués pour provoquer la pénurie actuelle."*

Voici une raison pour laquelle nous n'entendons pas parler de ce problème : L'explication est liée au sexe.

Un tiers des femmes sans emploi ont déclaré que, pendant les périodes de fermeture dues à la pandémie, elles ont dû quitter le marché du travail pour s'occuper d'enfants ou d'autres membres de la famille. Elles sont parties et ne sont pas revenues.

Quant aux hommes, un quart d'entre eux ont déclaré que leur secteur d'activité souffrait et que les bons emplois ne valaient pas la peine de revenir.

En creusant un peu plus, on s'aperçoit que les allocations de chômage, les chèques de relance et les changements de priorités financières ont permis aux gens de vivre de ces largesses. Les gens ont emménagé chez maman et papa. Ils ont freiné leurs ambitions.

Les 4 000 milliards de dollars ajoutés aux comptes d'épargne américains en deux ans signifient que les gens ont décidé de s'en sortir. Deux tiers des travailleurs qui ne travaillent pas déclarent qu'ils peuvent gagner plus avec le chômage qu'avec un salaire. Bien sûr, maintenant, leurs économies s'amenuisent.

Qu'en est-il de l'avenir ? La plupart des hommes finiront par reprendre le travail. Ce n'est pas le cas des femmes : Un tiers d'entre elles ont déclaré qu'elles préféreraient s'occuper de leur foyer plutôt que de se battre dans la course effrénée de l'emploi moderne, surtout lorsque l'école et la garde des enfants sont si peu développées.

Les femmes abandonnent-elles la "rat race" ?

Enfin, nous avons **la retraite anticipée**. De nombreuses personnes à la fin de la cinquantaine ont décidé de prendre leur pension et de partir. Et écoutez ça :

En outre, les femmes participent à la population active au taux le plus bas depuis les années 1970. Au printemps 2020, 3,5 millions de mères ont quitté leur emploi, ce qui a fait passer le taux de participation à la population active des mères qui travaillent d'environ 70 % à 55 %. Ce chiffre s'améliore - mais il n'a pas complètement rebondi.

Vous comprenez maintenant pourquoi nous n'avons pas entendu parler de cela ? Incroyablement, la réponse à la pandémie a effacé 50 ans de ce que les "féministes" appelaient les "gains pour les femmes" !

Nous en sommes revenus au point où moins de la moitié des femmes mariées avec enfants sont dans la population active. Le fait qu'il n'y ait aucune mention de ce fait étonnant dans la presse publique est absolument remarquable.

C'est une indication de l'ampleur de la dissimulation.

La baisse de la participation de la main-d'œuvre a certainement un effet sur le PIB. Les perturbations de la chaîne d'approvisionnement s'y ajoutent. La hausse des taux d'intérêt menace de nombreuses industries. Je n'arrive pas à comprendre comment on peut penser qu'un trimestre de croissance positive signifie que les choses iront encore mieux au prochain trimestre.

Je soupçonne fortement qu'ils vont avoir un réveil brutal.

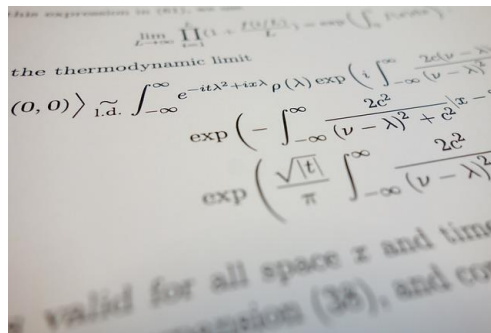
▲ [RETOUR](#) ▲

.La quadrature du cercle n'est pas possible

Tim Watkins 2 novembre 2022

THE CONSCIOUSNESS OF SHEEP

The storm is breaking... Are you prepared?



Le gouvernement britannique a passé le week-end à informer lourdement que de fortes augmentations d'impôts sont en préparation. Le retour des anciens chanceliers George Osborne et Philip Hammond dans les cercles gouvernementaux suggère également qu'un autre cycle d'austérité écrasant l'économie est également envisagé. Comme George Parker du Financial Times l'a rapporté hier :

"Rishi Sunak est prêt à approuver une augmentation générale des impôts, alors que le nouveau Premier ministre britannique cherche à combler un trou de 50 milliards de livres dans les finances publiques.

Selon des initiés du Trésor, Rishi Sunak et le chancelier Jeremy Hunt se sont mis d'accord lundi sur le fait que si "ceux qui ont les épaules les plus larges doivent supporter le plus gros fardeau", les impôts de tous augmenteraient.

Cela pourrait, bien sûr, être destiné à adoucir le public avant le mini-budget révisé dans quelques semaines. Et comme cela arrive presque toujours avec les budgets, ils chercheront des moyens d'adoucir la pilule. Quoi qu'il en soit, il s'agit d'un revirement à 180 degrés par rapport au train de mesures malencontreuses de protection des entreprises et de réduction des impôts tentées par Truss et Kwarteng, qui ont fait chuter la livre sterling. Plus important encore, il s'agit d'un écart important par rapport au programme de "nivellement par le haut" du manifeste de 2019, qui a donné aux Tories une majorité étonnamment large lors des dernières élections. Il est certain que de nombreux conservateurs du "mur rouge" risquent de se retrouver au chômage la prochaine fois si de nouvelles coupes sont effectuées au moment même où le niveau de vie des gens s'effondre.

Le récit proposé par les médias de l'establishment est que Truss et Kwarteng ont tenté de faire passer un budget

si dangereux qu'il a déclenché une crise des retraites qui a coupé l'herbe sous le pied de la livre et obligé la Banque d'Angleterre à intervenir pour maintenir l'ordre. L'arrivée du chancelier en argot rimé et la nomination ultérieure du nouveau Premier ministre ont, en revanche, signifié que les adultes étaient de retour aux commandes et que le retour à la prospérité n'était plus qu'une question de mois. La réalité économique, cependant, est que ce qui est proposé par Sunak et Hunt n'est pas moins détraqué que le paquet proposé par Truss et Kwarteng.

Le véritable contexte économique de la situation difficile de la Grande-Bretagne est le choc de l'offre mondiale et, en particulier, **la crise énergétique qui se profile**. La conséquence financière - que les médias de l'establishment ne comprennent probablement pas et dont ils ne parlent certainement pas - est que le monde connaît un ralentissement de la contraction du crédit, les banques internationales ayant cessé de prêter des dollars. C'est ce qui a fait échouer la tentative de Kwarteng de faire passer en toute hâte des réductions d'impôts et des subventions énergétiques massives et, surtout, non financées. En bref, les différentes banques prêteuses, qui, à une époque plus prospère, auraient pu financer les emprunts du gouvernement britannique, ont décidé que le risque était trop grand et que le gouvernement britannique devrait offrir un taux d'intérêt beaucoup plus élevé pour compenser le risque accru.

La crise des retraites a suivi parce que la réglementation des retraites obligeait les fonds de pension à détenir des obligations d'État, même si celles-ci rapportent moins que ce dont les fonds de pension ont besoin pour remplir leurs obligations. Pour compenser cela, les fonds de pension se sont couverts contre la baisse des taux d'intérêt, ce qui signifie qu'ils risquaient de perdre beaucoup d'argent en cas de hausse des taux d'intérêt... comme ce fut le cas lorsque les banques internationales ont refusé de financer les réductions d'impôts de Kwarteng.

Bien que potentiellement préjudiciable aux titulaires de pensions, la crise des pensions n'était donc qu'un symptôme d'une situation internationale bien plus dangereuse, en partie due à **l'incapacité persistante de réparer le système après 2008**, mais exacerbée par deux années de blocage et la décision suicidairement insensée de déconnecter l'économie de la dernière source de pétrole et de gaz bon marché de la planète. L'essentiel est simplement que les banques - qui créent la quasi-totalité de la monnaie sous forme de dette - ne croient plus que l'économie britannique est suffisamment robuste pour faire face à ses obligations en cours et que, tôt ou tard, la livre va encore baisser. Ainsi, si les prêteurs peuvent être remboursés du montant nominal qu'ils ont prêté au gouvernement britannique, il est peu probable qu'ils en récupèrent la valeur.

Il peut donc sembler que prendre des décisions difficiles pour équilibrer les comptes du gouvernement est exactement ce qu'il faut faire si le gouvernement veut restaurer la confiance dans le Royaume-Uni. Mais là encore, c'est ignorer le contexte dans lequel cela se passe. **L'énergie - que les économistes traitent comme un intrant bon marché de plus - est ce qui permet à l'économie d'exister** et est la source de la plus-value que nous créons. Ainsi, lorsque le coût de l'énergie monte en flèche - comme ce fut le cas bien avant l'invasion russe de l'Ukraine - l'économie subit une baisse de valeur. Dans votre et mon expérience quotidienne de ce phénomène, le coût des articles essentiels augmente, ce qui nous oblige à réduire nos dépenses au détriment des achats discrétionnaires. La hausse des taux d'intérêt a un impact similaire puisqu'elle fait augmenter le coût du logement (même si le prix d'une maison est en fait en baisse).

C'est la tenaille à laquelle la plupart des Britanniques sont actuellement confrontés à l'approche de l'hiver. Après que les compagnies d'énergie ont rempli les installations de stockage de gaz en utilisant le gaz acheté au point culminant plus tôt dans l'année, les ménages et les entreprises doivent faire face à des factures d'énergie écrasantes. Dans le même temps, le prix élevé des engrais (fabriqués à partir de gaz) l'année dernière se répercute maintenant sur les prix des denrées alimentaires, les produits de base comme le pain, le lait et les œufs connaissant les plus fortes hausses. Le résultat, comme on le voit déjà dans les données officielles sur l'inflation, est que les dépenses discrétionnaires se sont effondrées - l'alimentation et l'énergie sont les seuls articles qui augmentent encore, et c'est le résultat du choc de l'offre plutôt que de l'inflation monétaire.

L'économie britannique est déjà en récession, même s'il faudra attendre le quatrième trimestre pour que cela soit officiellement confirmé. **Mais les récessions ne génèrent pas de crises du jour au lendemain, car chacun d'entre**

nous y réagit d'une manière qui a du sens pour lui mais qui est mortelle pour l'économie dans son ensemble. Par exemple, il y a quelques semaines, les détaillants en ligne ont signalé un bond des ventes de produits tels que les pulls, les bouillottes et les sacs de couchage portables, les gens cherchant des moyens de réduire leurs frais de chauffage avant l'hiver. Dans le même temps, des entreprises qui, il y a quelques mois seulement, étaient confrontées à des pénuries de main-d'œuvre, ont réduit les heures de travail de leurs employés plutôt que de commencer à licencier. Plus récemment, nous avons constaté une baisse de l'épargne, les gens ayant du mal à faire face à la hausse des coûts. Plus alarmant encore, compte tenu des taux d'intérêt de plus de 60 %, il est de plus en plus évident que **les gens épuisent leurs cartes de crédit** pour tenter de joindre les deux bouts. Selon The Money Charity :

"À la fin du mois d'août 2022, l'encours des crédits à la consommation s'élevait à 205,1 milliards de livres sterling, soit une augmentation de 690 millions de livres sterling par rapport au total révisé du mois précédent. Dans ce total, l'encours des cartes de crédit s'élevait à 62,4 milliards de livres sterling, soit une augmentation de 8,47 % sur l'année écoulée jusqu'en août 2022. La dette par carte de crédit s'élève en moyenne à 2 244 £ par ménage et à 1 177 £ par adulte.

"Une carte de crédit au taux d'intérêt moyen prendrait 25 ans et 8 mois à rembourser, en ne faisant que les remboursements minimums légaux chaque mois."

Il s'agit, bien sûr, de la dernière étape avant que les défauts de paiement et les faillites ne commencent. Et il est déjà prouvé que les ménages qui jonglent avec leurs dépenses ont un impact sur l'économie au sens large, avec davantage d'entreprises confrontées à l'insolvabilité en raison de l'assèchement des liquidités. C'est particulièrement vrai pour les entreprises qui ont obtenu des résultats inattendus pendant les conditions extrêmes du blocage. Par exemple, comme le rapporte Michael Race de la BBC :

"Le détaillant de meubles en ligne Made.com a fait un pas de plus vers l'administration après que les actions de la société aient été suspendues mardi. La société a cessé de prendre de nouvelles commandes et est à court de liquidités. Les pourparlers pour trouver un repreneur ont jusqu'à présent échoué.

"C'est un changement de situation dramatique pour la marque, qui a connu un boom pendant la pandémie et a été évaluée l'année dernière à 775 millions de livres sterling."

Rien de tout cela ne va disparaître de sitôt. La pénurie de dollars s'aggrave, obligeant les pays du monde entier à dépenser leurs réserves en dollars - l'équivalent international de vous et moi utilisant nos économies. Pendant ce temps, **les pénuries d'énergie et de nourriture vont persister pendant des années,** car il n'existe aucune alternative bon marché et abondante au pétrole et au gaz russes dont les dirigeants européens ont décidé que nous pouvions nous passer. Et même si la hausse des prix de l'alimentation et de l'énergie est un choc d'offre et non l'inflation, les banques centrales continueront à augmenter les taux d'intérêt pour tenter de les faire baisser. Et c'est dans cet environnement que Sunak et Hunt croient apparemment que les augmentations d'impôts et les réductions d'austérité vont avoir un impact positif.

Pour les ménages comme pour les entreprises, les réductions d'impôts sont une chose de plus qui éloigne les dépenses des secteurs discrétionnaires de l'économie. Et pour être clair, l'économie discrétionnaire éclipse les secteurs essentiels, de sorte que, lorsqu'elle s'effondre, nous nous retrouvons dans une situation semblable à celle de la Grande Dépression des années 1930.

Mais ce qui est plus important à court terme, c'est la question de savoir si le gouvernement peut réellement augmenter les impôts qu'il réclame. Selon l'Institute for Fiscal Studies, en 2021-22, le gouvernement britannique a collecté un total de 731,6 milliards de livres sterling, dont 472,9 milliards - 57,7 % - provenaient des trois grands impôts - l'impôt sur le revenu, l'assurance nationale et la TVA. Mais avec une économie en récession, il est peu probable que ces recettes puissent être augmentées. **En effet, le paradoxe est que plus l'État tente de taxer les revenus, plus l'économie ralentit et moins il y a de revenus à taxer.** En outre, comme le montrent les données du

HMRC, si l'impôt sur le revenu, l'impôt sur les sociétés et la TVA restent supérieurs aux niveaux pré-pandémiques, ils ont ralenti ces derniers mois, tandis que la taxe sur les carburants a diminué de 0,6 milliard de livres depuis l'année dernière et de 0,8 milliard de livres par rapport à son niveau de 2019-20 - la baisse étant due en partie au travail à domicile et en partie à la réduction des déplacements discrétionnaires par les ménages et les entreprises.

Si M. Kwarteng ne parvient pas à montrer d'où viendrait l'argent pour rembourser la dette, M. Hunt risque de démontrer que le gouvernement britannique ne peut pas du tout réunir l'argent. Et c'est pourquoi une alternative utilisée dans une certaine mesure pendant le verrouillage est susceptible de devenir politiquement opportune dans les mois à venir. Comme l'affirme Thomas Fazi chez UnHerd :

"Pour faire face à la crise économique et sociale, ainsi que pour mobiliser les investissements nécessaires à la relance de la croissance, il faut augmenter les dépenses, et non les réduire, ce qui ne peut être compensé de manière réaliste par une augmentation des impôts. En attendant, tenter d'équilibrer le budget - ce qui signifierait laisser des millions de ménages sombrer dans la pauvreté, laisser les entreprises faire faillite et pousser les services publics au bord de l'effondrement - ferait probablement de Sunak le troisième Premier ministre à être viré de Downing Street en autant de mois.

"La bonne nouvelle pour Sunak est qu'il s'agit d'un faux dilemme. Les finances publiques du Royaume-Uni n'ont pas besoin d'être "redressées". En tant que nation émettrice de monnaie, la Grande-Bretagne ne peut jamais être à court d'argent ou devenir insolvable sur sa dette publique. Je suis enclin à penser que Sunak en est conscient ; après tout, il a personnellement supervisé une augmentation massive du déficit pendant la pandémie, qu'il a payée en faisant imprimer les livres nécessaires par la Banque d'Angleterre, en contournant essentiellement les marchés financiers (et l'émission d'obligations elle-même). La dette qui en résulte est entièrement détenue par la Banque d'Angleterre et, techniquement, n'a même pas besoin d'être remboursée. Il n'y a aucune raison pour qu'il ne puisse pas faire la même chose maintenant."

C'est une idée séduisante - et peut-être la bonne option à long terme. Mais ce n'est pas un repas gratuit. Oui, il est vrai qu'un gouvernement souverain ne peut pas faire faillite... malgré tous ses malheurs, par exemple, le Zimbabwe ne l'a jamais fait. Mais l'énergie et la nourriture - parmi beaucoup d'autres choses - dont nous allons dépendre dans les mois et les années à venir doivent être payées en dollars et non en livres. Et le problème est que plus le gouvernement imprime de livres - c'est-à-dire plus il achète de sa propre dette - plus le coût de ces dollars par rapport à la livre est élevé... et d'une manière ou d'une autre, le gouvernement doit encore convaincre les prêteurs internationaux qu'il peut rembourser les dollars qu'il doit emprunter.

Pour toutes les raisons exposées ici, la Grande-Bretagne est confrontée à une situation difficile et non à une crise. C'est-à-dire qu'il n'y a pas de réponse - du moins pas dans les limites du débat de la "fenêtre d'Overton" des politiques et des médias établis. Au lieu de faire face aux décisions qui auraient dû être prises à la fin des années 1960 et au début des années 1970, les gouvernements successifs, toutes couleurs confondues, ont choisi de laisser les générations futures s'en charger. C'est ainsi que l'on a laissé la base manufacturière de la Grande-Bretagne s'atrophier, alors même que l'on laissait le système de Ponzi de la City de Londres, qui blanchissait l'argent, dicter la politique économique. À tel point que même la brève poussée de richesse provenant du pétrole et du gaz de la mer du Nord a été dilapidée dans le bien-être des entreprises, les réductions d'impôts et une facture d'allocations inabordable. Depuis 2005, date à laquelle le Royaume-Uni est devenu un importateur net de pétrole et de gaz, même ces revenus ont disparu, et seule la vente des quelques actifs publics restants permet d'obtenir les devises étrangères nécessaires pour payer les factures. Et depuis que la classe politique a décidé sans réfléchir de saisir les actifs des oligarques russes, même cela est en train de disparaître, car les investisseurs étrangers potentiels au Royaume-Uni en sont arrivés à la conclusion que la Grande-Bretagne n'est plus un endroit sûr pour stocker des richesses.

Dans une certaine mesure, nous vivons tous au-dessus de nos moyens depuis des décennies - même si, bien sûr,

ce sont ceux qui sont au sommet qui l'ont fait avec excès. Pour le meilleur ou pour le pire - bien sûr, c'est le pire - les choses dans lesquelles nous aurions pu investir, comme la production d'énergie alternative et la fabrication de pointe, n'ont pas été construites. Au lieu de cela, nous sommes passés d'une "nation de commerçants" à une nation de vendeurs... la plupart du temps mal payés, à temps partiel et avec des contrats à durée indéterminée, et le tout dépendant d'une montagne de dettes.

C'est pour cette raison que la suggestion de Fazi d'imprimer pour sortir de la crise actuelle pourrait être la meilleure d'une série de mauvaises options à long terme. Premièrement, une chute de la livre à un niveau qui reflète mieux la base économique non financière du Royaume-Uni rendra les exportations britanniques moins chères, même si les importations deviennent moins abordables. Deuxièmement, face à des coûts d'importation plus élevés, nous pourrions finalement nous engager dans un processus de "*substitution des importations*" - en produisant dans notre propre économie au moins certaines des choses que nous avons pris l'habitude d'importer. Troisièmement, étant donné ***la pénurie d'énergie qui nous attend pour les années, et probablement les décennies à venir***, une livre plus faible et une capacité d'importation réduite nous obligeront à simplifier notre économie dans les limites de notre base énergétique et matérielle. Ce ne sera pas joli, mais c'est mieux que de nous transformer en une nation de surendettés.

▲ [RETOUR](#) ▲